PUBLICATIONS DU SENAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1992 du 16 décembre 1991 au 12 octobre 1992

TABLE CUMULATIVE DES MATIERES

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
	Nº	Pages	Pages	Pages	
Α					
Abattoirs					
Pratique frauduleuse. — Apposition de l'estampille C.E. malgré l'interdiction du service d'inspection Dérogations accordées concernant les conditions d'installation Abattage par ordre de bovins. — Fonds sanitaire. — Financement Voir aussi: Institut d'expertise vétérinaire				190, 271, 780 416, 588 1071	
Abus de puissance économique					
26 ^e et 27 ^e rapports sur l'application de la loi du 27 mai 1960			27, 66		
Accès à la profession					
Chambres des métiers et des négoces Accès aux professions paramédicales Voir aussi: Art de guérir — Enseignement (Enseignement supérieur) — Kinésithérapie — Pharmaciens — Professions	351-11 351-14	4 7			
Accidents de la route					
Voir: Circulation routière — Justice					
Accidents du travail					
Modification de l'article 42bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (Cumul avec des prestations d'autres régimes de sécurité sociale ou de prévoyance sociale — Pensionnés) Proposition de loi de MM. Désir et Desmedt Voir aussi: Contrats de louage de travail — Institut national d'assurance malade-invalidité — Société nationale des chemins de fer belges (Personnel)	73-1				
Rem.: Un astérisque après les mots «Projet de loi» indique que celui- ci est transmis par la Chambre des Représentants.					

	1772 — TA	BLE COM	ULATIVE DES MATI	EKES
MATIERES	DOCU	MENTS	TS ANNALES B	
MATIENES	Nº	Pages	Pages	Pages
Accises				
Voir: Douanes et accises — Energie — Impôts — Ministres et Ministères (Finances)				
Accord interprofessionnel				
oir: Travail				
Adjudications				
'oir: Marchés de l'Etat				
Administration de l'aéronautique				
Oir: Aéronautique				
Administration générale de la coopération au développe- ment				
Voir: Ministres et Ministères (Coopération au développement - Secrétaire d'Etat)				
Adoption				
Modification de l'article 350 du Code civil relatif à l'adoption (Suppression de l'obligation pour le Ministère public de recueillir, dans le cadre de la procédure en homologation, l'avis des grandsparents de l'adopté) Proposition de loi de MM. Lenfant et de Seny	180-1			
Modification de l'article 350, § 3, du Code civil (Suppression de l'obligation pour le Ministère public de recueillir, dans le cadre de la procédure en homologation, l'avis des grands-parents de				
l'adopté) Proposition de loi de M. Cerexhe Modification du Code civil en ce qui concerne l'adoption	245-1			
Proposition de loi de M. Cerexhe Adoption d'un enfant en Roumanie. — Reconnaissance des organis-	327-1			371, 616
mes belges 'oir aussi: Code civil — Ministres et Ministères (Justice) — Problèmes éthiques				3/1, 616
Aéronautique				
Dénomination de l'aéroport national Proposition de loi de M. Désir téglementation des vols d'aéronefs munis de panneaux publicitaires	66-1			
au-dessus de la côte belge Proposition de loi de M. Laverge Juisances sonores occasionnées par les avions	148-1 351-16	5		
Voir aussi: Bruit	351-16	37		
véroport de Bruxelles-National (Zaventem) Modernisation et extension Réalisation du centre C.A.N.A.C.	351-16 351-16	37 37		199
Nuisances sonores Réseau de sonomètres			1002-1003 1002-1003	
Charters de nuit Réseau d'égoûts. — Inondations à Zaventem Accès à l'aéroport. — Crédits			1003 1003 1003, 1004	1055
Sécurité Extension de l'aéroport. — Mesures contre les volumes d'eau supplémentaires			1003, 1010, 1011	263, 796
Explosion. — Plan d'urgence. — Règlement général sur la protec- tion du travail Utilisation de véhicules roulant au L.P.G.				263, 384 909
Voir aussi: Animaux et protection des animaux — Société des chemins de fer belges				

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1	1992 — TA	BLE CUM	ULATIVE DES MATI	ERES	
MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
	Nº	Pages	Pages	Pages	
ffaires étrangères (suite)					
onférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.)	224-1 351-6	17 3, 12,	890, 891, 896, 897		
Assemblée parlementaire. — Désignation des membres (Sénat) Coût de la participation belge		16, 17	348-349 901		
elations Nord-Sud	224-1	18			
atification de Traités et de Conventions. — Retard	351-6 224-1 351-4 351-14	26-27 19 7 9	181	103	
Voir aussi: Environnement	224.1	10		İ	
rique Pays d'Afrique centrale. — Relations bilatérales	224-1 351-6 224-1 351-6	19 31 19 4	132		
Voir aussi: Coopération au développement					
Afrique du Sud Algérie	351-6 351-6	23-24 28, 29			
Disparition de touristes			894, 902	912	
Sahara occidental. — Référendum Maroc. — Problème de la République arabe sahraouie			899		
Voir aussi: Rwanda — Zaïre ys de la Méditerranée. — Relations bilatérales	224-1	19, 20	132		
égociations avec les Pays-Bas sur les Traités de l'eau (Escaut-Meuse)	351-6 224-1 351-6	4 20 21, 30			
otection du peuple kurde en Turquie	269-1	,			
Proposition de résolution de M. Maertens oprobation de la Convention portant création de l'Agence multilaté- rale de Garantie des Investissements, et des Annexes Projet de loi*	269-1				
Documents parus antérieurement	280-1				
Rapport de M. Verschueren Discussion et vote	280-2		396, 440		
probation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine			370, 440		
architectural de l'Europe (Convention de Grenade) Projet de loi*					
Documents parus antérieurement	281-1				
Rapport de M. Pécriaux Discussion et vote	281-2		396-397, 441		
probation des Amendements à la Convention portant création de					
l'Organisation internationale de Télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) et à l'Accord d'exploitation					
Projet de loi* Documents parus antérieurement	282-1				
Rapport de M. Diegenant	282-2				
Discussion et vote oprobation de la Convention sur les substances psychotropes et des			397, 441		
Annexes					
Projet de loi* Documents parus antérieurement	283-1				
Rapport de M. Diegenant Discussion et vote	283-2		397-398, 441		
oprobation de la Convention de Vienne sur le droit des traités, et			377 370, 111		
de l'Annexe Projet de loi*					
Documents parus antérieurement Rapport de M. De Backer	284-1 284-2				
Discussion et vote	204-2		399, 441		
oprobation de la Convention de Vienne sur le droit des traités entre Etats et Organisations internationales ou entre Organisations					
internationales et de l'Annexe					
Projet de loi* Documents parus antérieurement	285-1				
Rapport de M. De Backer Discussion et vote	285-2		399, 441		
Discussion of vote			327, 771	1	

MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
MATILICES	Nº	Pages	Pages	Pages	
Affaires étrangères (suite)					
Moyen-Orient	295-2	1	894, 897		
Guerre du Golfe	351-6 295-2	4, 24-26 1-2	173, 180, 869, 878		
Décision de ne pas livrer d'obus à la Grande-Bretagne	350-2	3, 9, 23	838, 869		
Conséquences de la crise du Golfe. — Aide à Israël et aux Palestiniens			838, 869	388, 591	
Voir aussi: Budgets (Défense nationale) — Comptabilité de l'Etat					
Question palestinienne Applications de résolutions de l'Onu	351-6	4, 24, 25		387	
Iran	351-6	25-26			
Collaboration militaire avec Israël lections aux Philippines				350	
Proposition de résolution de Mme Harnie et de M. Benker pprobation du Protocole modifiant l'article 81 du Traité instituant l'Union économique Benelux du 3 février 1958, signé à Bruxelles	312-1				
le 16 février 1990 Projet de loi*	336-1				
Rapport de M. Verschueren Discussion et vote	336-2		1141, 1225		
pprobation de la Convention nº 140 concernant le congé-éducation payé adoptée à Genève le 24 juin 1974 par la Conférence interna- tionale du travail lors de sa cinquante-neuvième session			1111, 1223		
Projet de loi* Rapport de M. Verschueren	337-1 337-2		8		
Discussion et vote pprobation de l'Accord de siège entre la Belgique et le Centre technique de coopération agricole et rurale, signé à Bruxelles le 2 juin 1989			1141-1142, 1225-1226		
Projet de loi*	338-1				
Rapport de M. Verschueren Discussion et vote	338-2		1142, 1225		
éduction du financement des institutions internationales ccords de Schengen	350-2 351-4	99, 100 7, 8	160-161, 204, 890,		
	351-5 351-7	14-15	907		
Droit d'asile Voir aussi: Informatique			890		
x-Yougoslavie				ă.	
Problématique. — Envoi de casques bleus. — Kosovo. — Emigration forcée de la population albanaise. — Reconnaissance de la Macédoine	351-6	3, 11, 12-			
	351-9	20, 27, 28, 29	873, 878, 894, 897, 898, 899, 900-901- 902, 903, 915-916, 978, 979		
Détérioration de la situation en Bosnie-Herzégovine. — Initiative de la Belgique Conférence à Londres. — Problème du Kosovo	331-9	7	376, 373	315 958	
Voir aussi: Budget (Coopération au développement) — Réfugiés hypre	351-6	15, 27		N. 65403	
nspic onstitution d'un corps militaire franco-allemand (Euro-corps). — Adhésion de la Belgique	351-6	16, 17	876, 877, 879, 880,		
ambodge	351-6	27	881, 891, 892, 896, 897 180-181		
ntervention militaire sélective dans l'ex-Yougoslavie et aide humani- taire à celle-ci			-		
Proposition de résolution de M. H. Van Rompaey Rapport de M. Van Wambeke Amendement de M. Verreycken	390-1 390-2 390-3		(4)		
Discussion et vote pprobation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la R.F.A. et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du procés-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen, le 19 juin 1990			1330-1336, 1341-1342		
Projet de loi	464-1				

		MENTS	ANNALES	BULLETIN	
MATIERES	DOCU	MENIS	ANNALES	Q. et R.	
	Nº	Pages	Pages	Pages	
Affaires étrangères (suite)					
Nécessité d'une intervention militaire dans les anciennes républiques					
yougoslaves Question orale de M. H. Van Rompaey			700		
Oppression à laquelle sont soumis les Kurdes en Irak et en Turquie Question orale de M. H. Van Rompaey			700-701		
Tragédie yougoslave. — Problème des réfugiés Question orale de M. Benker			701-702		
Problème du peuple kurde. — Atteinte aux droits de l'homme. — Massacre de Kurdes par l'armée turque. — Attitude du Gouverne-					
ment ndonésie			898-899, 902 899	16	
Transposition de conventions Situation au Kosovo			1021		
Question orale de M. Kuijpers			1230		
iécurité des Kurdes dans le Nord de l'Irak Question orale de M. H. Van Rompaey			1230-1231	1	
Référendum populaire de la République sahraouie Interpellation de M. Benker			1359-1361		
Nouvelle situation en Israël			1500-200 10040-200		
Interpellation de M. Maertens Belges résidant à l'étranger. — Evaluation			1530-1532	16	
Participation des ressortissants grecs aux activités du Parlement euro- péen. — Délivrance de papiers d'identité par les autorités grecques				61	
Ambassades et consulats Octroi de visas belges par des consuls honoraires. — Risques				119	
Etablissement d'ambassades Benelux dans des Etats nouvellement					
créés. — Etats baltes Représentation diplomatique belge en Europe orientale. — Colla-				122	
boration dans le cadre du Benelux et de la C.E. Ambassades communes pour le Benelux. — Position de principe]	389	
de la Belgique				424	
Voir aussi: Armée — Langues — Stupéfiants Accords internationaux. — Approbation par lois et décrets				159	
Création d'un «Nederlands Înstituut voor culturele buitenlandse betrekkingen»				424	
Susion de communes aux Pays-Bas. — Commune Baerle-Duc Délimitation de la mer territoriale et du plateau continental. —				526	
Convention avec les Pays-Bas				613, 703	
Dissolution de l'Etat tchécoslovaque. — Position belge sur le droit des peuples à l'autodétermination				654	
éjour en Belgique. — Documents nécessaires Fraité sur l'Union européenne (Traité de Maastricht)				959, 966	
Voir: Communautés européennes — Finances					
Voir aussi: Armée — Armes — Banques — Communautés européen- nes — Constitution (Révision de la Constitution) —				ļ	
Coopération au développement — Droit pénal — Droit public (Réformes institutionnelles) — Energie nucléaire					
— Environnement — Fonds africain de développement —					
Fonds monétaire international — Gouvernement (Accord gouvernemental) — Hommages — Pêche — Réfugiés —					
Régions et Communautés — Stupéfiants — Travail					
Afrique du Sud					
Voir: Affaires étrangères — Commerce extérieur — Coopération au développement					
Agences de voyage	}				
Voir: Tourisme					
Agglomérations et fédérations de communes					
Création de la fédération périphérique de Dilbeek-Hal-Vilvorde					
Proposition de loi de MM. Valkeniers et Kuijpers agglomération bruxelloise	92-1				
Voir: Pharmaciens Voir aussi: Constitution (Révision de la Constitution) — Finances					

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1	1992 — TAI	BLE CUM	JLATIVE DES MATIE	ERES	
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
	Nº	Pages	Pages	Pages	
Agriculture (suite) Contrôle de la présence de résidus de pesticides dans les aliments pour bétail importés Voir aussi: Affaires étrangères — Assainissement de l'agriculture et de l'horticulture — Brevets — Circulation routière — Combustibles — Douanes et accises — Economie agricole et horticole — Environnement — Epizooties — Fonds d'investissement agricole — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Office national des débouchés agricoles et horticoles (O.N.D.A.H.) — Pollution des eaux — Taxe sur la valeur ajoutée — Travail				938	
Aide médicale urgente					
Traitement sur les lieux de l'appel. — Crédits ormation des ambulanciers side médicale urgente dans les régions frontalières Question orale de M. Van Aperen amploi des langues des services 100 à Fourons Question orale de M. Appeltans	351-14 351-14	7, 12, 13, 14	1021 270-271 694		
Ajournement du Sénat			1658		
Alcool Modification de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses à consommer sur place et sur la taxe de patente (Instauration d'une taxe uniforme) Proposition de loi de MM. Laverge et Monset ières non alcoolisées ou faiblement alcoolisées. — Réglementation légale au niveau de Benelux Voir aussi: Circulation routière — Douanes et accises — Hygiène et santé — Indice des prix — Stupéfiants — Taxe sur la valeur ajoutée	140-1			124	
Alimentation					
Oir: Produits alimentaires					
Meilleur versement des créances alimentaires Proposition de loi de M. Monfils Complément à l'article 68bis de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. en ce qui concerne les conditions d'octroi d'avances sur pensions alimentaires et le recouvrement de ces pensions (Condition de revenus — Enfants à charge) Proposition de loi de M.M. Desmedt et Désir Création et organisation d'un Office national des créances alimentaires Proposition de loi de M. Lallemand et de Mme Delcourt-Pêtre roblème de la récupération des créances alimentaires. — Création d'un Office de recouvrement des créances Evances sur pensions alimentaires. — C.P.A.S. Voir aussi: Code judiciaire — Femmes — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Minimum vital	40-1 70-1 345-1 350-2 351-14	40, 72, 84-85 5	171 1022-1023		

Chambre d'arbitrage professionnelle. — Renseignements divers

306, 836, 993

	SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1992 — TABLE CUMULATIVE DES M					
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.		
	Nº	Pages	Pages	Pages		
Armée (suite) Orces belges en Allemagne. — Rapatriement (Opération «Reforbel ») (suite) Document «Reforbel ». — Economies en matière de personnel et de fonctionnement des forces armées Accompagnement des militaires et de leurs familles en Europe Etat de la question Voir aussi: Nationallité — Politique sociale Pécès du commandant Borrey (Département des Affaires étrangères) ervice médical nstauration d'une armée de métier Proposition de résolution de M. Vermeiren Détation d'une commission mixte chargée d'une réflexion sur l'avenir des structures de nos forces armées, du service militaire, du rôle de la réserve, de la défense militaire du territoire et des moyens nécessaires à la politique de défense de la Belgique dans le cadre de ses alliances Proposition de loi de M. de Donnéa ogements de l'O.C.A.S.C. (Retrait des forces belges d'Allemagne) Question orale de M. de Donnéa négalité des chances en matière de formation à la conduite automobile dans les casernes Question orale de M. Cardoen On-respect par Agusta de ses engagements en matière de compensa- tions économiques souscrits en contrepartie de la vente d'helicop- tères à l'armée belge Interpellation de M. de Donnéa besence de réalisation d'une usine de composites au Limbourg dans le cadre des compensations prévues dans le contrat Agusta (Héli- coptères) Interpellation de M. Vermeiren louveau rôle et nouvelle mission de l'armée et mesures tendant à la suppression du service militaire obligatoire Interpellation de M. Vermeiren louveau rôle et nouvelle mission de l'armée et mesures tendant à la suppression du service militaire obligatoire Interpellation de M. Vermeiren louveau rôle et nouvelle mission de l'armée et mesures tendant à la suppression du satut du personnel militaires ritères susceptibles de modifier le plan de restructuration des forces armées en ce qui concerne une nouvelle implantation à Ath Question orale de M. D'hondt ols militaires à basse altitude (Nuisances sonores et nuisances pour l'environnemen) Qu	351-9 351-9 380-1	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.		

155-1

les habitations, les appartements et les locaux privés (Acquisition d'un détecteur de fumée, d'un extincteur ou d'une installation antiincendie. — Réduction de la prime d'assurance contre l'incendie)

Proposition de loi de M. Monset

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-	1992 — TAI	BLE CUM	JLATIVE DES MATIEI	RES 19
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Avortement Révision du titre II de la Constitution en vue d'insérer des dispositions nouvelles permettant d'assurer la protection des droits et libertés garantis par la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Reconnaissance du droit à la vie, dès la conception) Texte proposé par M. de Seny Présentation d'une liste double de candidats membres suppléants de la Commission nationale d'évaluation chargée d'évaluer l'application des dispositions relatives à l'interruption de la grossesse Dépénalisation de l'avortement Commission nationale d'évaluation Désignation de candidats Etat des choses Non-fonctionnement de la commission nationale d'évaluation chargée d'évaluer l'application des dispositions relatives à l'interruption de grossesse Interpellation de M. Verreycken	100-4/1° 237		69 153 153 189 1142-1145, 1227-1228	112, 295
Banque africaine de développement Voir: Coopération au développement Banque asiatique de développement Voir: Coopération au développement				
Banque des données Voir: Informatique. — Télégraphes et Téléphones Banque européenne d'investissement Prêts de la Banque en Belgique Question orale de M. de Donnéa Banque interaméricaine de développement			428	
Voir: Coopération au développement Banque nationale de Belgique Vente d'or à laquelle la Banque a procédé récemment Question orale de M. De Grauwe Projet Belarfi. — Rôle de la Banque Vente de 202 tonnes d'or Voir aussi: Monnaie			1397-1398	126 710
Banques Diverses dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux Proposition de loi de M. de Donnéa Prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux (Adaptation de notre droit à la Directive du Conseil de la C.E.E.) Projet de loi Rapport de M. Van Thillo Transposition en droit belge de la directive qui rétablit la possibilité des banques mixtes	317-1 468-1 468-2			747, 979

20 SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-			T	BULLETIN	
MATIERES		MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
	Nº	Pages	Pages	Pages	
Banques (suite) Banque mondiale et F.M.I. — Intention de la Turquie de quitter le groupe de vote de la Belgique Services bancaires par téléphone (Télébanque). — Problèmes éventuels Voir aussi: Caisse générale d'épargne et de retraite — Finances — Postes (Office des chèques postaux) — Régions et Communautés — Revenu garanti Baux à loyer Modification d'un certain nombre de dispositions de la nouvelle section II, intitulée « Des règles particulières aux baux relatifs à la résidence principale du preneur » et insérée à la suite de l'article 1762bis du Code civil par la loi du 20 février 1991 Proposition de loi de M. Hatry Modification de la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux afin d'assurer au preneur la possibilité d'obtenir un quatrième renouvellement Proposition de loi de M. Desmedt Modification de la loi du 20 février 1991 modifiant et complétant les districtions de la loi du 20 février 1991 modifiant et complétant les districtions de la loi du 20 février 1991 modifiant et complétant les districtions de la loi du 20 février 1991 modifiant et complétant les districtions de la loi du 20 février 1991 modifiant et complétant les districtions de la loi du 20 février 1991 modifiant et complétant les districtions de la loi du 20 février 1991 modifiant et complétant les des la completa de la loi du 20 février 1991 modifiant et complétant les des la completa de la loi du 20 février 1991 modifiant et complétant les la completa de la loi du 20 février 1991 modifiant et complétant les la completa de la loi du 20 février 1991 modifiant et complétant les la completa de la loi du 20 février 1991 modifiant et complétant les la completa de la loi du 20 février 1991 modifiant et complétant les la completa de la loi du 20 février 1991 modifiant et complétant les la completa de la loi du 20 février 1991 modifiant et complétant les la completa de la loi du 20 février 1991 modifiant et complétant les la completa de la loi du 20 février 1991 modifiant et compléta de la loi du 20 février 1991 modifiant et compléta d	9-1 71-1			920 1015	
dispositions du Code civil relatives aux baux à loyer (Congé et droit au logement) Proposition de loi de M. Erdman Réglementation des baux relatifs aux logements des élèves et étudiants Proposition de loi de M. Lenfant Législation Révision. — Droit au logement Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Location de logements par des sociétés privées. — Rupture de bail Loc	150-1 181-1 224-1	12	139, 205-206 917-918 664-668 890	281	
— Télégraphes et Téléphones Bibliothèques Voir: Politique scientifique					
Biens Personnes détenues. — Biens mis sur la voie publique en exécution d'un jugement d'expulsion. — Conservation par la commune. — Restitution au propriétaire Bonnes mœurs				153, 278	
Récente saisie d'œuvres d'art dans un restaurant d'Ixelles (Dessins et gravures de l'artiste Fatmir Limani) Question orale de M. Monfils Voir aussi: Criminalité et violence — Travail			1594-1595		

	1992 — TAI	BLE COM	CUMULATIVE DES MATIERES		
odification de la loi électorale communale (Conseillers communale trauppléants — Incompatibilité pour cause de parenté) Proposition de loi de M. Van Aperen (Représentation du nombre des échevins et présentation du bourgme tre (Représentation proportionnelle pour la désignation — communale et loi électorale communale) Proposition de loi de M. Valkeniers odification des articles 17 et 106 de la nouvelle loi commun (Remplacement d'un échevin absent par un conseiller — Partides voix) Proposition de loi de M. Valkeniers odification des articles 13 et 82 de la nouvelle loi commun (Nomination du bourgmestre et régime disciplinaire — Exécu régionaux) Proposition de loi de M. Valkeniers orogation de l'article 73 de la nouvelle loi communale (Consecutation de l'article 18 de la nouvelle loi communale (Absence et empêchements des échevins) Projet de loi* Documents parus antérieurement Rapport de M. Cardoen Amendement de M. Cardoen Discussion et vote odification de l'article 19 de la nouvelle loi communale (Prince de la réduction des traitements des bourgmestres et échevins) Proposition de loi de M. Wierinckx out des bourgmestres de réquisitionner des logements inoccupour les sans-abri Question orale de M. Van Belle aitements du bourgmestre et des échevins ommunes de la Région de Bruxelles-Capitale. — Collège échevir — Elargissement. — Décès ou démission d'un échevin. — Ma tien ou non de l'élargissement onditions et procédure de nomination du bourgmestre emission d'un échevin et nomination de son successeur of mandataires of aussi: Centres publics d'aide sociale — Communes — Electic	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
	Nº	Pages	Pages	Pages	
Proposition de loi de M. Van Aperen Détermination du nombre des échevins et présentation du bourgmestre (Représentation proportionnelle pour la désignation — Loi communale et loi électorale communale) Proposition de loi de M. Valkeniers Modification des articles 17 et 106 de la nouvelle loi communale (Remplacement d'un échevin absent par un conseiller — Partage des voix) Proposition de loi de M. Valkeniers Modification des articles 13 et 82 de la nouvelle loi communale (Nomination du bourgmestre et régime disciplinaire — Exécutifs régionaux) Proposition de loi de M. Valkeniers Abrogation de l'article 73 de la nouvelle loi communale (Conseil communal — Incompatibilité: lien de parenté) Proposition de loi de M. Loones Modification de l'article 18 de la nouvelle loi communale (Absences et empêchements des échevins) Projet de loi* Documents parus antérieurement Rapport de M. Cardoen Amendement de M. Cardoen Discussion et vote Modification de l'article 19 de la nouvelle loi communale (Principe de la réduction des traitements des bourgmestres et échevins) Proposition de loi de M. Wierinckx Droit des bourgmestres de réquisitionner des logements inoccupés pour les sans-abri Question orale de M. Van Belle Traitements du bourgmestre et des échevins Communes de la Région de Bruxelles-Capitale. — Collège échevinal. — Elargissement. — Décès ou démission d'un échevin. — Maintien ou non de l'élargissement Conditions et procédure de nomination du bourgmestre Démission d'un échevin et nomination de son successeur Communes à facilités. — Application des facilités linguistiques aux mandataires Voir aussi: Centres publics d'aide sociale — Communes — Elections — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déducti-	152-1 195-1 196-1 276-1 277-1 386-1 386-2 386-3 438-1	17-19	1112-1115, 1221-1222, 1223-1224 510-511 977	32 78 80 513, 812	

MATIERES	DOCUMENTS		-	BULLETIN Q. et R.	
	Nº	Pages	Pages	Pages	
Sudgets (suite)					
Voies et Moyens (suite)					
Projet de loi* (pour l'année 1992) (suite)					
Discussion des articles et votes réservés			1043-1047		
Vote Méthode budgétaire utilisée	350-2	73, 87-90	1103-1004		
Dépenses fiscales	425-2	11-14, 44	1423, 1426, 1435, 1436		
	(Annexes)	16			
Asymétrie entre perception (autorité fédérale) et affectation (Commu-					
nautés et régions, C.E.) de l'impôt Discussion en séance plénière du projet 1992. — Ordre des travaux.	425-2	14-16, 42	1435		
— Réponse des Ministres	1		832-833		
Révision du budget 1992			835, 844, 863, 1039		
Voir aussi: Finances Recettes nouvelles versus économies réelles			839, 844, 845		
résence du Premier Ministre en séance plénière lors du débat sur le					
budget 1992 rotestation contre l'absence de certains ministres lors de la discussion	1		865, 866, 867, 868		
du budget 1992 en séance plénière			1017, 1019, 1039		
oir aussi: Budgets (Généralités) — Finances — Ordre des travaux					
sudget général des Dépenses					
rojet de loi* (pour l'année 1992)	351-1				
Rapports Finances: M. Vancrombruggen	351-2				
Premier Ministre (Crédits: Premier Ministre): M. Moens	351-3				
Justice: M. Hermans Dotations et crédit provisionnel «Police des polices». — Inté-	351-4				
rieur et Fonction publique. — Gendarmerie: M. De Loor	351-5				
Affaires étrangères: M. Henneuse Commerce extérieur: M. Pécriaux	351-6 351-7				
Coopération au développement: Mme Verhoeven	351-8				
Défense nationale: M. Luc Martens Agriculture: M. Vanhaverbeke	351-9 351-10				
Classes moyennes: M. Leclercq	351-11				
Emploi et Travail: M. Luc Martens Prévoyance sociale: M. Ottenbourgh	351-12 351-13				
Santé publique et Environnement: M. Mahoux	351-14				
Affaires économiques: M. Verwilst Communications et Infrastructure. — P.T.T.: M. Quintelier	351-15 351-16				
Communications et infrastructure.	+				
Premier Ministre (Crédits: Politique scientifique et Enseigne-	Annexes				
ment): Mme Verhoeven	351-17				
Amendements de MM. Maertens et Bougard (Destruction des munitions chimiques à Houthulst)	351-18				
Amendements de M. Jonckheer et consorts (Financement des	331-10				
nouveaux besoins concernant la sécurité et l'administration de la justice — Politique des immigrés)	351-19				
Amendements de M. Cuyvers et consorts (Fonds de la santé et de					
la production des animaux — Protection d'espèces animales menacées — Service de l'inspection vétérinaire)	351-20				
Amendement de MM. de Donnéa et De Croo (Allocations familia-	331-20				
les des indépendants)	351-21				
Amendement de MM. de Donnéa et De Croo (Pension des indépendants)	351-22				
Discussion générale Dispositions générales, Dotations, Finances, Pensions, Dette					
publique et Sections particulières			834-845, 847-866		
Services du Premier Ministre Défense			866-868		
Affaires étrangères			868-882 888-903		
Commerce extérieur			903		
Justice Affaires économiques			906-925 925-927		
Coopération au développement			927-928, 929-940		
Agriculture et Classes moyennes Intérieur et Fonction publique			940-956 972-982		
Communications, Infrastructure et P.T.T.			992-1008, 1009-1011		

	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN	
MATIERES	N°	Pages	Pages	Q. et R. Pages	
Budgets (suite) Agriculture (suite) Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991 (31) Projet de loi* Rapport de M. Vanlerberghe Discussion (jointe aux discussions sur le budget des Voies et Moyens et le budget général des Dépenses) et vote	308-1 308-2		834-845, 848-882, 888- 903, 906-956, 972-982, 992-1011, 1013-1041,		
dministration de l'élevage et du service vétérinaire. — Crédits (Amendements) onds de la santé et de la production des animaux. — Amendement rotection d'espèces animales menacées udget administratif pour l'année 1992 (31) oir aussi: Agriculture — Budgets (Budget général des Dépenses)	351-10 351-10 351-20 351-20 401-1	22-23 23 4-5 4	1104-1105		
lasses moyennes udget administratif pour l'année 1992 (22) l'oir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses)	400-1		à y		
Commerce extérieur Sijustement du budget général des Dépenses de l'année 1991 (14) Projet de loi* Documents parus antérieurement Rapport de M. Henneuse Discussion et vote épartition des crédits Oonnées budgétaires udget administratif pour l'année 1992 (14) Voir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses)	295-1 295-2 351-6 351-7 403-1	5-7 2-4	525, 528		
adget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 [33] [1 ^{re} série]) adget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 [33] [2 ^e série]) adget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 [33] [3 ^e série]) emarques de la Cour des comptes (Budget 1992) adget administratif de l'année 1992 (33) Annexe oir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses)	23-1 27-1 161-1 351-16 417-1 417-2	27-28			
de base de l'année 1992 [15] sous le régime des crédits provisoires) rédits pour la coopération au développement. — Fonds de la coopération au développement. — Fonds de la coopération au développement et Fonds de survie pour le tiers monde udget administratif pour l'année 1992 (15) Annexe udget affecté au Zaïre Question orale de M. Benker au léveloppement n'ont rien à voir avec celle-ci. — Transparence du budget ubventions aux écoles belges au Zaïre osnie. — Aide humanitaire à charge du budget oir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses) — Coopération au développement	109-1 262-2 399-1 399-2	7, 18		550 822	
éfense nationale udget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 [16] [2° série]) udget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 [16] [3° série et suivantes])	26-1 167-1				

Budgets (suite) Défense nationale (suite) Budget administratif ajusté de l'année 1991 ([16] [Application de l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat: dépenses en marge du budget]) Réduction des dépenses. — Dividende de la paix Budget administratif de l'année 1991 ([16] [Annexe: Prévisions budgétaires des organismes d'intérêt public de l'année 1991: Office central d'action sociale et culturelle]) Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991 (16) Projet de loi* Rapport de M. Ottenbourgh Discussion (jointe aux discussions sur le budget des Voies et Moyens et le budget général des Dépenses) et vote	200-1 224-1 350-2 351-9 236-1 340-1 340-2	MENTS Pages 4 63, 69, 74, 83-84 4-5, 6, 7, 8- 9, 10, 12	ANNALES Pages 115 130, 132, 194, 842, 845, 871, 872, 874, 875, 876, 877, 878, 881, 1445	BULLETIN Q. et R. Pages
Défense nationale (suite) Budget administratif ajusté de l'année 1991 ([16] [Application de l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat: dépenses en marge du budget]) Réduction des dépenses. — Dividende de la paix Budget administratif de l'année 1991 ([16] [Annexe: Prévisions budgétaires des organismes d'intérêt public de l'année 1991: Office central d'action sociale et culturelle]) Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991 (16) Projet de loi* Rapport de M. Ottenbourgh Discussion (jointe aux discussions sur le budget des Voies et	200-1 224-1 350-2 351-9 236-1 340-1	4 63, 69, 74, 83-84 4-5, 6, 7, 8-	115 130, 132, 194, 842, 845, 871, 872, 874, 875, 876, 877, 878,	Pages
Défense nationale (suite) Budget administratif ajusté de l'année 1991 ([16] [Application de l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat: dépenses en marge du budget]) Réduction des dépenses. — Dividende de la paix Budget administratif de l'année 1991 ([16] [Annexe: Prévisions budgétaires des organismes d'intérêt public de l'année 1991: Office central d'action sociale et culturelle]) Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991 (16) Projet de loi* Rapport de M. Ottenbourgh Discussion (jointe aux discussions sur le budget des Voies et	224-1 350-2 351-9 236-1 340-1	83-84 4-5, 6, 7, 8-	130, 132, 194, 842, 845, 871, 872, 874, 875, 876, 877, 878,	
taires des organismes d'intérêt public de l'année 1991: Office central d'action sociale et culturelle]) Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991 (16) Projet de loi* Rapport de M. Ottenbourgh Discussion (jointe aux discussions sur le budget des Voies et	340-1	9, 10, 12		
			834-845, 848-882, 888- 903, 906-956, 972-982, 992-1011, 1013-1040,	
Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991 (16) Projet de loi* Rapport de M. Ottenbourgh Discussion (jointe aux discussions sur le budget des Voies et Moyens et le budget général des Dépenses) et vote	341-1 341-2		1041-1042, 1104-1105 834-845, 848-882, 888- 903, 906-956, 972-982, 992-1011, 1013-1040, 1042-1043, 1104-1105	
Missions de soutien dans le Golfe durant le premier semestre 1991 Crédits de politique scientifique Ecole royale militaire Données budgétaires Budget administratif de l'année 1992 (16) Annexe Voir aussi: Armée — Budgets (Budget général des Dépenses) — Comptabilité de l'Etat	341-2 350-2 351-9 394-1 394-2	1-2 69, 82-83 3-6	877-878	
Dette publique Budget administratif de l'année 1992 (51) Annexe Voir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses) — Dette publique Dotation du Sénat Dépenses 1991, budget 1992 et prévisions 1993	391-1 391-2		1615-1616	
Voir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses) — Sénat Dotations aux Communautés et aux Régions Calcul des dotations aux Communautés Voir aussi: Budgets (Voies et Moyens) (Budget général des Dépenses) Emploi et Travail	350-2	71, 91		
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 [23]) Répartition des droits de tirage en 1991 (Régions) Budget administratif pour l'année 1992 (23) Annexe Voir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses)	328-1 351-12 395-1 395-2	7, 9		
Finances Budget administratif pour l'année 1992 (18) Annexe Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 [18] [4e série])) Voir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses)	387-1 387-2 475-1		,	

Budgets (suite) Gendarmerie Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 [17] [1 ^{re} série]) Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 [17] [3 ^{re} série]) Budget administratif pour l'année 1992 (17) Réduction des crédits pour les frais de fonctionnement et les dépenses de personnel Voir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses) Intégration sociale, Santé publique et Environnement Budget administratif de l'année 1992 (25) Annexe Voir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses) Intérieur et Fonction publique Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 [13] [3 ^{re} série]) Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991 (13) Projet de loi* Rapport de M. De Loor Discussion (jointe aux discussions sur le budget des Voies et Moyens et le budget général des Dépenses) et vote Subvention à l'Union des villes et communes belges Budget administratif pour l'année 1992 (13) Annexe Voir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses) — Comptabilité de l'Etat — Elections — Objecteurs de concience Fustice	N° 48-1 346-1 402-1 392-1 392-2 212-1 343-1 343-2 351-5 398-1 398-2	Pages 27	ANNALES Pages 975, 979 386 834-845, 848-882, 888- 903, 906-956, 972-982, 992-1011, 1013-1040, 1043, 1104-1105	BULLETIN Q. et R. Pages
Gendarmerie Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 [17] [1 ^{re} série]) Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 [17] [3 ^e série]) Budget administratif pour l'année 1992 (17) Réduction des crédits pour les frais de fonctionnement et les dépenses de personnel Voir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses) Intégration sociale, Santé publique et Environnement Budget administratif de l'année 1992 (25) Annexe Voir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses) Intérieur et Fonction publique Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 [13] [3 ^e série]) Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991 (13) Projet de loi* Rapport de M. De Loor Discussion (jointe aux discussions sur le budget des Voies et Moyens et le budget général des Dépenses) et vote Subvention à l'Union des villes et communes belges Budget administratif pour l'année 1992 (13) Annexe Voir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses) — Comptabilité de l'Etat — Elections — Objecteurs de concience	48-1 346-1 402-1 392-1 392-2 212-1 343-1 343-2 351-5 398-1		975, 979 386 834-845, 848-882, 888- 903, 906-956, 972-982, 992-1011, 1013-1040,	Pages
Gendarmerie Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 [17] [1 ^{re} série]) Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 [17] [3 ^e série]) Budget administratif pour l'année 1992 (17) Réduction des crédits pour les frais de fonctionnement et les dépenses de personnel Voir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses) Intégration sociale, Santé publique et Environnement Budget administratif de l'année 1992 (25) Annexe Voir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses) Intérieur et Fonction publique Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 [13] [3 ^e série]) Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991 (13) Projet de loi* Rapport de M. De Loor Discussion (jointe aux discussions sur le budget des Voies et Moyens et le budget général des Dépenses) et vote Subvention à l'Union des villes et communes belges Budget administratif pour l'année 1992 (13) Annexe Voir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses) — Comptabilité de l'Etat — Elections — Objecteurs de concience	346-1 402-1 392-1 392-2 212-1 343-1 343-2 351-5 398-1	27	386 834-845, 848-882, 888- 903, 906-956, 972-982, 992-1011, 1013-1040,	
Budget administratif de l'année 1992 (25) Annexe Voir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses) Intérieur et Fonction publique Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 [13] [3° série]) Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991 (13) Projet de loi* Rapport de M. De Loor Discussion (jointe aux discussions sur le budget des Voies et Moyens et le budget général des Dépenses) et vote Subvention à l'Union des villes et communes belges Budget administratif pour l'année 1992 (13) Annexe Voir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses) — Comptabilité de l'Etat — Elections — Objecteurs de concience	392-2 212-1 343-1 343-2 351-5 398-1	27	834-845, 848-882, 888- 903, 906-956, 972-982, 992-1011, 1013-1040,	
Budget administratif modifié (par suite de redistributions d'allocations de base de l'année 1991 [13] [3º série]) Ajustement du budget général des Dépenses de l'année 1991 (13) Projet de loi* Rapport de M. De Loor Discussion (jointe aux discussions sur le budget des Voies et Moyens et le budget général des Dépenses) et vote Subvention à l'Union des villes et communes belges Budget administratif pour l'année 1992 (13) Annexe Voir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses) — Comptabilité de l'Etat — Elections — Objecteurs de concience	343-1 343-2 351-5 398-1	27	834-845, 848-882, 888- 903, 906-956, 972-982, 992-1011, 1013-1040,	
Budget administratif pour l'année 1992 (13) Annexe Voir aussi: Budgets (Budget général des Dépenses) — Comptabilité de l'Etat — Elections — Objecteurs de concience Sustice	398-1	27	1043, 1104-1105	
Augmentation des crédits. — Insuffisance				
		14, 15, 16,	906, 907, 910, 911, 914, 922	
Budget administratif de l'année 1992 (12)	358-1 393-1 393-2	17, 19, 20		
Pensions				
	59-1 350-2	104-107, 109, 114		
	404-1 404-2	,		
3 3	262-2 315-8 350-2	7, 18 2, 3, 4 75	802, 803, 995, 996, 1007	
Sudget administratif pour l'année 1992 (34)	315-8 409-1 409-2	2, 3, 4, 5	687-688, 802, 803 1007	

	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN
MATIERES	Nº	Pages	Pages	Q. et R. Pages
C				
adastre				
oir: Impôts — Impôts sur les revenus (Revenus immobiliers)				
aisse d'amortissement				
ompte de gestion pour l'année 1990 omination d'un membre de la Commission de surveillance			39-40 1212, 1450	
aisse des dépôts et consignations				
ommission de surveillance de la Caisse Nomination d'un membre Nomination d'un délégué apport sur les opérations de la Caisse pendant l'année 1991			31 69 1212	
aisse générale d'épargne et de retraite	*	*		
ivatisation quilibre linguistique au sein des organes de direction de la C.G.E.R Banque et de la C.G.E.RAssurances Question orale de M. Valkeniers			200, 842, 1422	
omination du Président du Comité de direction de la Banque C.G.E.R. Question orale de M. Van Thillo			1321-1322	
itiative privée. — Instauration d'une assurance-vieillesse générale. — Demande de subventions oir aussi: Assurances — Institutions de crédit				511, 622
aisse nationale de crédit professionnel				
onds de participation. — Adaptation de la législation. — Prêts à des chômeurs qui veulent s'établir comme indépendants	315-2 351-11 425-2 425-4	59-60 6, 8-9 6 3-6	728, 734, 1428, 1445	
Voir aussi: Chômage estructuration des institutions publiques de crédit oir aussi: Impôts — Institutions de crédit	425-6 425-4	3-4		
ancer				
évention du cancer par examens. — Prise en charge des coûts pir aussi: Assurance maladie-invalidité				714
arburants				
tilisation du L.P.G. comme carburant Question orale de M. Loones ommunes et C.P.A.S. — Utilisation du gasoil de chauffage pour les véhicules			1401	762
éhicules roulant au L.P.G. — Incitants oir aussi: Agriculture — Combustibles — Douanes et Accises — Environnement — Ministres et Ministères (Finances) — Pollution des eaux — Taxe sur la valeur ajoutée		-		917, 946

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-	1992 — TA	BLE CUM	ULATIVE DES MATIEI	RES 31
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Centres publics d'aide sociale (suite) Dispositions relatives aux C.P.A.S. Projet de loi* Rapport de M. Swinnen Amendements de M. Snappe et consorts Discussion et vote Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. (Conseil d'aide sociale — Incompatibilités) Projet de loi* Documents parus antérieurement Rapport de M. Swinnen Discussion et vote Complément à la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. (Cas où le bourgmestre néglige de convoquer les membres du conseil aux fins de leur faire prêter serment) Projet de loi* Documents parus antérieurement Rapport de M. Swinnen Discussion et vote Minimum vital Complément minimex. — Pratique divergente des C.P.A.S. Proposition de placer les C.P.A.S. non plus sous la tutelle des Communautés, mais des Régions Aliénation du patrimoine immobilier pour combler les dépenses afférentes à la mission légale Secrétaires de C.P.A.S. Obligation pour les petites communes, d'engager un secrétaire à mi-temps. — Dérogation Statut administratif et pécuniaire. — Augmentation du volume des prestations Incompatibilités Paiement de la prime syndicale pour les agents des C.P.A.S. Encadrement budgétaire. — Recours en cas de non-respect des obligations de collaboration Voir aussi: Aliments — Carburants — Etablissements hospitaliers — Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers) — Minimum vital — Pensions (Secteur public) — Réfugiés	416-1 416-2 416-3 449-1 449-2 450-1 450-2		1556-1580, 1646-1647, 1650 1556-1563, 1580, 1646-1647, 1652 1556-1563, 1581, 1646-1647, 1652 190 775	375, 496 50 112, 256 511, 516, 634 728 602, 604, 719, 728, 795, 1025 998
Chambres législatives Révision de l'article 36 de la Constitution (un membre de l'une des deux Chambres nommés par le Gouvernement à une fonction salariée, cesse de siéger) Texte proposé de M. de Seny Révision de l'article 88 de la Constitution (Interdiction du cumul entre la fonction de membre d'un Gouvernement et le mandat de parlementaire) Texte proposé de M. de Seny Problème du statut global des parlementaires. — Incompatibilités et congé politique Fonctionnement du bicaméralisme Revalorisation du travail parlementaire Voir aussi: Communautés européennes — Constitution (Révision de la Constitution) — Droit public — Elections — Enquêtes — Fonction publique — Immunité parlementaire — Sénat Charbonnages Voir: Energie — Industrie — Taxe sur la valeur ajoutée	100-5/1° 100-6/1° 224-1 425-2	13 9	1435 489, 491, 1040	

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1	1992 — TA	BLE CUMU	THE DES MATIES	RES 33
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Chômage (suite) Mesures d'économie en matière de chômage partiel Travail à temps partiel involontaire. — Cotisation capitative à charge des employeurs. — Secteur non marchand	350-2 350-2 351-2	65, 66, 67, 68, 69, 70	378, 679-680, 681, 688, 709, 710, 712, 713, 720-721, 722, 723, 732, 733, 734, 837, 863, 1017, 1031, 1032	
Femmes Intervention de l'Etat en matière de chômage Contrôle des chômeurs Lutte contre le chômage de longue durée. — O.N.E.M. — Plan d'encadrement. — Enseignement de plein exercice pour le person- nel infirmier. — Maintien de l'allocation de chômage Evolution du chômage	351-12 351-12 351-12 351-12 351-12 351-15	7, 10, 11 3, 5, 6, 9 2, 7 3 3, 4, 6 18	712, 720-721, 723, 728 723, 1028, 1029, 1420 862 840, 841, 843 1028, 1031, 1032, 1420, 1423	648
Statistiques Voir aussi: Travail Complément à l'article 36 de l'A.R. du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, en vue de fixer l'admission au bénéfice des allocations de chômage des enfants ayant obtenu à l'étranger un diplôme équivalent à un diplôme belge Proposition de loi de M. Mahoux et de Mme Maximus Réduction du chômage (Déductibilité fiscale des rémunérations des employés de maison) Proposition de loi de M. Cooreman Formation des chômeurs. — Formation obligatoire Insuffisance d'efforts des chômeurs en matière de recyclage Plan d'accompagnement des chômeurs Mauvaise gestion du chômage Remboursement d'un « prêt subordonné chômeur ». — Statut social des chômeurs concernés durant la période de remboursement. — Fonds de participation Voir aussi: Caisse nationale de crédit professionnel Mesures gouvernementales. — Conséquences Chômage à temps partiel Voir aussi: Agriculture — Caisse nationale de crédit professionnel — Office national de l'emploi — Pensions (Généralités) (Travailleurs et assurés libres) — Politique sociale — Travail	361-1 454-1		843, 1029 1420 1029 1420, 1421, 1431	990 990 1019, 1069 1019
Circulation routière Attribution de la moitié des recettes provenant des procès-verbaux dressés pour contravention au règlement général sur la police de la circulation routière aux communes dans lesquelles ces procès-verbaux ont été dressés Proposition de loi de M. Valkeniers Rapport de Mme Lieten-Croes Voir aussi: doc. nº 315-7, p. 8-14 Discussion Tombe par suite de l'adoption de l'article 156 du projet de loi 315-1 Modification de l'A.R. du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques (Gyrophare sur véhicules agricoles) Proposition de loi de M. Laverge Amendes Perception immédiate Verbalisation des étrangers Attribution aux communes d'une partie des amendes pénales perçues avec le concours de la police communale. — Support financier de la police communale	86-1 86-2 154-1 224-1 315-7 315-9 351-16	8 8-14 1-3 22	677-691, 707-763, 769- 825 825 688, 798, 799, 800 992	412, 669, 920

34 SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-	1992 — TA	BLE CUM	ULATIVE DES MATIEI	RES
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Circulation routière (suite)				
Sécurité routière. — Politique	224-1 351-5 351-14 351-16	8 11, 12 12 10, 14-15, 18, 25, 37-39	117, 151, 160, 191, 917, 992, 1001-1002, 1011	
Limitation de vitesse	351-16 (Annexes) 351-16	4-6 10, 15, 18, 19, 21, 38, 39	994	
à 50 km/h en agglomération. — Adaptation de la signalisation Compétences régionales. — Routes Eclairage des voitures le jour Réglementation de la circulation des poids lourds	351-16 351-16 351-16	10, 38-39 18 19, 20,		9
Usagers vulnérables Cyclistes. — Dépassement par des voitures ou des camions Stationnement gênant	351-16 351-16	38, 39 20, 21, 38 25, 52-53		898, 973
Emploi de la ceinture à trois points d'attache Excès de vitesse. — Infractions dans les villes et les villages Voir aussi: Travaux publics Modification de l'article 11.2 de l'A.R. du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, en ce qui concerne les limitations de vitesse Proposition de la ida MM. Company	225.4		, a	830, 865 874
Proposition de loi de MM. Cuyvers et Dufour Ivresse au volant. — Alcootests. — Achat d'éthylomètres par la police communale et la gendarmerie	315-7 315-9 351-5 351-16	12-13 2 11, 12 18, 38, 39	688, 798, 799, 805, 992, 1011	
Voir aussi: Hygiène et santé Instauration d'une taxe de mise en circulation Projet de loi Rapport de Mme Delcourt-Pêtre	329-1 329-2 +			
Amendement de MM. van Weddingen et Hatry Amendement de MM. Hatry et van Weddingen Amendement de M. van Weddingen Amendement subsidiaire de M. Hatry Amendement de MM. van Weddingen et Hatry Amendement de MM. Hatry et consorts Amendement de M. van Weddingen Amendement de M. van Weddingen Amendement de M. Van Weddingen Amendements de M. Goovaerts et consorts Amendement de M. Tavernier Amendement de M. Desmedt Discussion et vote	Annexes 329-3 329-4 329-5 329-6 329-7 329-8 329-9 329-10 329-11 329-12 329-13		619-630, 632-646, 649-	
Instauration d'une taxe de mise en circulation Modifications de prix à la suite de l'instauration de la taxe Entrée en application	329-2 329-2	1-2 1-2	651 837, 992 1002, 1010	-5
Taxation des voitures dans les différents pays de la C.E. Problème des files Immatriculation de véhicules à moteur Automotion de la Direction pour l'immatriculation des véhicules de véhi	329-2 351-16	3-6 4, 20- 21, 29	150, 993, 1001	a.
Automatisation de la Direction pour l'immatriculation des véhicules Plaques minéralogiques spéciales Identification du titulaire d'une plaque minéralogique Transfert de véhicule et de marque d'immatriculation d'un enfant à un de ses parents	351-16 351-16 351-16	5, 9, 20, 22, 23-24 22-23 53		691, 756, 957
Véhicules considérés comme des « Ancêtres ». — Tracteurs agri- coles Application du nouveau Code de la route pour les cyclistes. — Régionalisation	351-16	25		973

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-	1992 — TA	BLE CUM	ULATIVE DES MATIE	RES 35
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Circulation routière (suite) Insertion d'un chapitre IIIbis (nouveau) au titre IV de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 (Cyclomoteur trafiqué — Amende) Proposition de loi de M. Erdman Interdiction d'organiser des compétitions automobiles sur des circuits entièrement situés sur la voie publique Proposition de loi de MM. Cuyvers et Maertens Accroissement de la sécurité de la circulation par la prévention Question orale de M. Van Hooland Mobilité et sécurité routière Question orale de M. De Croo Politique plus efficace en vue d'améliorer la sécurité routière Interpellation de M. Van Hooland Manque de coordination entre les actions de la police communale et de la gendarmerie. — Infractions au Code de la route Demande que ne soient confectionnées que des lois «raisonnables» jugées comme telles par la population qui aura à les appliquer Augmentation du coût des plaques d'immatriculation Question orale de M. Van Aperen Réglementation de la circulation au cours du rallye des 24 heures d'Ypres (Emploi des langues — Verbalisation des manifestants) Question orale de M. Maertens Carte spéciale facilitant le stationnement de voiture. — Nombre de bénéficiaires 24 d'heures d'Ypres — Renforcement des contrôles sur les excès de vitesse Catalyseur Prix de revient à charge des pouvoirs publics. — Nombre de demandes Prime. — Majoration de la taxe d'immatriculation Retard dans le paiement de la prime Voir aussi: Hygiène et santé Largeur excessive des véhicules agricoles par rapport aux voiries agricoles Lien entre l'usage de stimulants par les chauffeurs de camion et un certain nombre d'accidents Abaissement de l'âge minimum requis pour conduire un cyclomoteur Arrimage de marchandises et de colis sur voitures particulières et remorques Voir aussi: Carburants — Droit pénal — Environnement — Hygiène et santé — Impôts — Inspection automobile et permis de conduire — Justice — Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Communications et Entreprises publiques) — Parki	367-1 418-1		427-428 509-510 553-556 974 994 1589-1590 1591	422 460, 461, 539, 567 590 829, 865 947 644 831, 834, 933, 1062 897 1025
Cités administratives Construction par la Régie des Bâtiments d'un centre administratif de l'Etat dans le nord du Limbourg, à Neerpelt Centre administratif de Bilzen. — Occupation Construction d'une cité administrative à Bouillon. — Retrait de la Régie des Postes Classes moyennes Politique des classes moyennes, des P.M.E. et des indépendants. — Compétences nationales Poids économique du secteur des P.M.E. et des indépendants. — Emploi Création d'emplois Ventilation par Communauté Secteur de l'artisanat Simplification des formalités administratives («Commission Comform»)	350-2 351-11 351-11 351-11 351-11 351-12 351-15	29, 67 2-4 5 5, 11 6, 8 6, 9 5 24, 25	170, 778-780-781-782, 783, 951, 953, 954, 955 948, 950, 951 948, 950, 951 950 780, 948	599 643, 957 746, 801

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1992 — TABLE CUMULATIVE DES MATIERES 37					
MATIERES	DOCUM		ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
	Nº	Pages	Pages	Pages	
Code de commerce Sicav (Sociétés d'investissement à capital variable). — Etablissement et dépôt des comptes annuels				247	
Voir aussi: Faillites					
Code d'instruction criminelle					
Voir: Procédure pénale					
Code judiciaire					
Modification des articles 1481 à 1488 du Code (Procédure de saisie en contrefaçon) Proposition de loi de M. Hatry	7-1				
Modification de l'article 92 du Code (Chambres à 3 juges — Affaires en matière répressive) Proposition de loi de M. Erdman	57-1				
Modification de l'article 121 du Code (Cour d'assises — Composition de la Cour — Désignation des magistrats) Proposition de loi de MM. Foret et Barzin	98-1				
Modification des articles 360, 367 et 373 du Code et abrogation des articles 360bis, 367bis et 373bis du même Code (Magistrats, greffiers, et secrétaires des parquets — Augmentation salariale — Pension de retraite)					
Proposition de loi de M. Barzin Modification de l'article 1288, 3°, du Code (Divorce par consentement mutuel — Augmentation de la contribution alimentaire) Proposition de loi de M. Cerexhe	146-1 186-1				
Absence et déclaration judiciaire de décès (Code civil, articles 112 e.s. — Code judiciaire) Proposition de loi de M. Cerexhe	230-1				
Modification des articles 1408 et 1498 du Code (Biens qui ne peuvent être saisis) Proposition de loi de M. Cerexhe	232-1				
Insertion d'un article 1025bis dans le Code (Manifestation d'une opinion par voie de presse, de radio ou de télévision ou par un autre media — Requête unilatérale) Proposition de loi de M. Daras	299-1				
Modification du Code (Arriéré judiciaire) (Chambres à juge ou conseiller unique — Montant du dernier ressort — Introduction de l'instance par comparution volontaire — Débats succints — Procédure; délais de conclusion — Procédure écrite — Avis du Ministère public — Délibéré — Défaut — Nullités — Requête contradictoire — Appel — Divorce et conversion de la séparation de corps)					
Projet de loi 1990-1991 Document paru antérieurement	301-1				
Rapport de M. Arts Amendements de M. Desmedt	301-2 301-3				
Discussion et vote Modification des articles 1410 et 1412 du Code (Saisie d'allocations sociales effectuée en vertu de créances alimentaires)			1291-1316, 1338-1339		
Proposition de loi de M. Cerexhe Modification du titre 1 ^{et} , règles préliminaires, et du titre III, des exécutions forcées, de la V ^e partie du Code concernant les saisies conservatoires et les voies d'exécution et modification de l'article 476 de la loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et	322-1				
sursis Projet de loi* Documents parus antérieurement	353-1		488, 489		
Modification de l'article 728 du Code (Assistance ou représentation du consommateur devant les tribunaux) Proposition de loi de M. Lenfant	432-1				
Modification des articles 432, 433, 459, 465, 471 et 476 du Code et insertion d'un article 469bis dans le même Code (Avocats) Projet de loi*					
Document paru antérieurement	480-1				
		E	II.		

Voir aussi: Armes — Droits de l'homme — Environnement — Gouvernement (Accord gouvernemental) — Industrie — Office national du Ducroire — Viande				
Commission nationale permanente du Pacte culturel				
Crédits Fonctions de la commission. — Rapport annuel Rapport annuel 1991	351-3 351-3	3, 14 6, 14	27	

424-2

Avis concernant le projet de loi (Rapport fait au nom du Comité d'avis chargé de Questions européennes) de M. Stroobant

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1992 — TABLE CUMULATIVE DES MATIERES				RES 43
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Communes (suite) Complément à l'article 261 de la nouvelle loi communale (Régies communales — Autonomie — Personnalité juridique) Proposition de loi de M. Erdman Administrations communales. — Emprunts. — Institutions financières Services communaux. — Registre de réclamations. — Information des plaignants quant au sort réservé à leur requête Communication de données à des services fiscaux. — Domicile d'un contribuable Voir aussi: Agglomérations et fédérations de communes — Biens — Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Budgets (Intérieur et Fonction publique) — Carburants — Centres publics d'aide sociale — Constitution (Révision de la Constitution) — Consultation populaire — Droit public — Elections — Etrangers — Finances provinciales et communales — Impôts sur les revenus (Revenus immobiliers) (Revenus mobiliers) — Intercommunales — Langues — Milice — Pensions (Travailleurs et	349-1	rages	rages	488 693, 766 1016
assurés libres) — Publications — Sécurité sociale — Services d'incendie — Vente d'immeubles Bruxelles-Capitale Connaissances linguistiques requises dans les dix-neuf communes bruxelloises en vue d'exercer certains mandats politiques dans les pouvoirs subordonnés Proposition de loi de M. Valkeniers Imposition aux administrations communales de la Région de Bruxelles-Capitale de l'obligation de communiquer les adresses de tous les nouveaux habitants aux Commissions communautaires française et flamande Proposition de loi de M. Valkeniers Voir aussi: Agglomérations et fédérations de communes — Criminalité et violence — Elections — Etrangers — Police — Régie des Bâtiments — Transports publics Fusions de communes Loi spéciale modifiant l'A.R. du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, tel qu'il a été ratifié par la loi du 30 décembre 1975 (Rattachement du hameau de Neerpede d'Anderlecht à Dilbeek) Proposition de loi de M. Valkeniers Voir aussi: Affaires étrangères — Finances provinciales et communales — Justice — Politique sociale	273-1 275-1 274-1			
Personnel Obligation pour certains agents de la commune de prêter serment Proposition de loi de MM. Laverge et Monset Audition disciplinaire. — Compétence du collège échevinal et du conseil communal Déplacements de service pour le personnel communal et provincial. — Assurance collective contre les dégâts matériels dans le chef de l'employeur Recrutement de jeunes stagiaires Rémunération du personnel des administrations locales Avenir des membres du personnel chargés de missions dans le cadre des lois sur la milice après la suppression du service militaire Personnel des provinces, communes et intercommunales. — Revalorisation des traitements Voir aussi: Enseignement (Personnel) — Fonction publique — Milice — Police — Vacances	139-1			267, 485 310 344, 486 929 1017, 1023, 1065

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1992 — TABLE CUMULATIVE DES MATIERES 45				
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Conseil d'Etat (suite) Extension du pouvoir de suspension. — Conflits d'attribution				13
Voir aussi: Assurance maladie-invalidité — Cartes d'identité — Catastrophes et accidents — Commerce — Droit public — Fonction publique — Magistrats — Ministres et Ministères (Généralités) — Postes				
Conseil interparlementaire consultatif de Benelux				
Nomination des délégués au conseil. — Modification			42, 119	
Conseils des communautés				
Messages Voir aussi: Affaires étrangères — Droit public — Ordre des travaux			40	
Conseils régionaux				
Messages Voir aussi: Orde des travaux			40	
Constitution				
Révision de la Constitution				
Révision du titre IV, en vue d'y insérer un article 115bis relatif à la détermination d'un maximum absolu de la pression fiscale et parafiscale	100-1/1°			
Texte proposé de M. Hatry Révision du titre II en vue d'y insérer un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux (Bien-être et prospérité — Solidarité internationale — Droit à la participation — Droit au travail — Sécurité sociale — Sécurité d'existence — Concertation sociale — Règlement de différends sociaux par le biais d'une action collective — Santé — Environnement — Loisirs et épanouissement culturel et social — Logement — Assistance juridique)	100-1/1			
Texte proposé de M. Stroobant Révision de l'article 117 en y ajoutant un alinéa 2 élargissant éventuel- lement aux conseillers laïques les dispositions de l'alinéa 1 ^{er}	100-2/10			
Texte proposé par M. Lallemand Révision du titre II, en vue d'insérer des dispositions nouvelles permet- tant d'assurer la protection des droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Reconnaissance du droit à la vie, dès la concep- tion)	100-3/1°			
Texte proposé par M. de Seny Révision de l'article 36 (un membre de l'une des deux Chambres nommés par le Gouvernement à une fonction salariée, cesse de siéger)	100-4/1°			
Texte proposé de M. de Seny Révision de l'article 88 de la Constitution (Interdiction du cumul entre la fonction de membre de l'Exécutif et le mandat de parlementaire) Texte proposé de M. de Seny	100-5/1°			
Révision de l'article 17, en vue d'en abroger la disposition transitoire (Communautarisation de l'enseignement) Projet de texte*	100-7/10			
Révision de l'article 59bis, en vue d'abroger la disposition transitoire (Financement des Communautés) Projet de texte*	100-7/10			
Révision de l'article 107ter, en vue d'en abroger la disposition transi- toire (Cour d'arbitrage) Projet de texte*	100-8/10			
Révision de l'article 108ter, en vue d'en abroger la disposition transi- toire (Agglomération bruxelloise — Commissions culturelles) Projet de texte*	100-10/1°			
Révision de l'article 115, en vue d'en abroger la disposition transitoire (Financement des Régions) Projet de texte*	100-11/10			
	1 1		i	

938

Lien entre la coopération, l'économie et l'environnement

48 SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-	1992 — 1 A	BLE CUM	ULATIVE DES MATIER	RES
MATIERES	DOCUMENTS MATIERES		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Coopération au développement (suite) Surinam Commission de concertation pour l'éducation. — Composition. — Pacte culturel Aide octroyée à Israël et aux Palestiniens après la crise du Golfe Peuples autochtones des pays en voie de développement. — Forum pour la défense de leurs intérêts (Fondo Indigena) Coopération belge en république fédérale islamique des Comores Voir aussi: Agriculture — Budgets (Coopération au Développement) — Burundi — Commerce extérieur — Comptabilité de l'Etat — Environnement — Lait et produits laitiers — Milice — Ministres et Ministères (Coopération au Développement - Secrétaire d'Etat) — Navigation — Office national du Ducroire — Rwanda — Stupéfiants — Zaïre Cooptation de sénateurs			939	42 388, 591 734 854
Cooptation de 26 sénateurs en vertu de l'article 53, 3° de la Constitu- tion Scrutins			14-15 18-20	
Cotisation de solidarité				
Complément à la loi du 28 décembre 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires (Cotisation spéciale de sécurité sociale au profit de l'Onem — Prescription) Proposition de loi de M. Hatry Voir aussi: Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers) — Pensions (Travailleurs et assurés libres) — Sécurité sociale — Statut social des travailleurs indépendants	13-1			
Cour d'arbitrage				
Présentation de candidats à une place de juge à la Cour, devenue vacante à la suite de la mise à la retraite de Mme le président Pétry Scrutin (Election de M. de Wasseige) Arrêts, recours en annulation et questions préjudicielles. — Communications	421		444 1336-1337, 1343-1344 24-25, 39, 63-65, 115- 116, 188, 220-221, 265, 336, 385-386, 461-462, 508, 631, 905, 983, 1211, 1268-1269, 1319, 1495, 1587	
Voir aussi: Avocats — Constitution (Révision de la Constitution)			1493, 1367	
Cour des comptes				
Modification de la loi du 21 mars 1964 relative aux traitements des membres de la Cour et de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour Projet de loi* Rapport de M. Weyts Discussion et vote Cahiers d'observations 148° Cahier 137° Cahier Fascicules III A et III B du 138° Cahier Visa préalable de la Cour Communications et observations	307-1 307-2 315-2 315-2 350-2	6 6 70, 95	1270-1272, 1338 40 27 1269 39-40, 65-66, 141, 188, 265-266, 336-337, 386, 462, 508, 631, 693, 1269-1270, 1495-1496, 1587-1588	

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1	1992 — TA	BLE CUM	T DES MATIE	RES .
MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
D				
Débits de boissons fermentées				
Voir: Alcool				
Décès				
Anciens sénateurs MM. Henri Janne Jean Chot Robert Roosens Abdon de Marneffe Simon Flamme Henri Moreau de Melen Willy Declerck Albert Daulne Voir aussi: Code civil — Code judiciaire			31 31 31 119 338 847 1112 1496	
Décrets				
Voir: Affaires étrangères — Cour d'arbitrage				
Défense nationale				
Voir: Affaires étrangères — Armée — Motions et motions d'ordre — Politique sociale — Rwanda				
Défense sociale				
Renforcement de la répression des crimes commis sur les jeunes et les personnes âgées et garanties pour la mise en liberté d'internés en vertu de la loi de défense sociale Proposition de loi de M. Monfils Détenus germanophones. — Assistance psychiatrique. — Emploi des langues	42-1			645, 841
Dentistes				
Création de l'Ordre des dentistes Proposition de loi de M. Diegenant <i>Voir aussi</i> : Assurance maladie-invalidité	427-1			
Détention préventive				
Modification de la loi du 20 juillet 1990 concernant la détention préventive (Attributions d'officier de police judiciaire) Proposition de loi de M. Arts égislation. — Politique	288-1 351-4	5, 18, 20, 24	175	
Evaluation de la loi sur la détention préventive		,	920, 922, 923	
Détenus				
Voir: Biens — Défense sociale — Droit pénal — Etablissements pénitentiaires — Pensions (Généralités)				
Dette publique				
Jnion Monétaire Européenne. — Diminution du rapport entre la dette et le P.I.B.	224-1	1-6	207, 851	
	350-2	17		1

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
MATIERES	Nº	Pages	Pages	Pages
Douanes et accises				
Atténuation des droits d'accises sur les huiles minérales mélangées aux produits agricoles (Bio-éthanol) Proposition de loi de M. de Seny Suppression des droits d'accises sur les boissons non alcoolisées Proposition de loi de M. Lenfant Carburants Augmentation des accises sur le gas-oil routier Proposition de directive de la Commission européenne concernant	194-1 241-1 262-2 425-2	36-37 24		
le taux d'accises applicable aux bio-carburants Complément à la loi du 11 mai 1967 relative au régime fiscal d'accise de la bière (Bières sans alcool ou à faible taux d'alcool) Proposition de loi de Mme Herzet Evolution des droits d'accise sur les produits pétroliers depuis 1971	332-1 425-2	3		356
Evolution des taux d'accises sur les tabacs, alcools et carburants	(Annexes) 425-2			
Taxes sur le tabac et l'alcool. — Budget de la santé publique	(Annexes)			107, 164
Accises sur le sucre, le café et la limonade Non-application d'une accise sur le gas-oil de chauffage. — Redevance de contrôle	425-2 425-2	24, 49, 51 49, 50, 51,		107, 164
	425-6	53, 54		
Agences en douane Remboursement des cautions	425-2	49, 51,		
Voir aussi: Ministres et Ministères (Finances) Accises. — Modifications à la législation	425-2	52, 53 115-122	1427	
Régime fiscal d'accise de la bière Droit d'accise spécial sur le fuel et les autres huiles minérales Voir aussi: Communautés européennes — Energie — Impôts — Ministres et Ministères (Finances) — Stupéfiants — Taxe sur la valeur ajoutée	425-2 (Annexes) 425-6 425-21 425-29	27 2-3 18-19 30		
Droit des gens				
Voir: Affaires étrangères — Extraditions — Organisation des Nations Unies				
Droit international privé				
Voir: Divorce				
Droit pénal				
Renforcement de la répression des crimes commis sur les jeunes et les personnes âgées et garanties pour la mise en liberté d'internés en vertu de la loi de défense sociale Proposition de loi de M. Monfils	42 -1			
Interdiction de la publication de l'identité de personnes soupçonnées ou inculpées de crimes et délits				
Proposition de loi de M. Desmedt Répression de l'évasion de détenus (Code pénal)	68-1			
Proposition de loi de MM. de Donnéa et Foret Modification de l'article 267 du Code pénal (Antériorité obligatoire du mariage civil par rapport au mariage religieux)	97-1			
Proposition de loi de MM. de Donnéa et Foret Insertion d'un article 438bis dans le Code pénal (Obstruction au passage — Manifestations et grèves)	103-1			
Proposition de loi de MM. de Donnéa et Foret Modification de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation (Elargissement des possibilités d'individuali- sation de la sanction — Coordination)	104-1			
Proposition de loi de M. Erdman Discussion et vote	114-1		1611-1612, 1653	

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1992 —	ULATIVE DES MATIE	RES	
MATIERES	CUMENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
Nº	Pages	Pages	Pages
institutionnelles (suite) me du bicaméralisme. — Modernisation des institutions rlementaires. — Réforme du Sénat de vue du P.R.L. pohones établis dans la périphérie bruxelloise. — Election du niseil de la Communauté française. — Facilités linguistiques nalisme flamand. — Plaidoyer pour une Flandre indépennte dications de la Communauté germanophone rantie de la représentation de la Communauté germanophone à la Chambre, au Sénat et dans le Conseil régional wallon vision de la loi de financement du 16 janvier 1990 présentation de la Communauté germanophone au Parlement européen cirion directe des membres du Conseil de la Communauté germanophone distrités — Ministres et Ministres (Généralités) (Vicce Premier Ministres et Ministres (Généralités) (Vicce Premier Ministres, Justice et Affaires économiques) — Provinces — Régions et Communautés — Sécurité sociale lu contentieux administratif le l'administration iistration communication et publicité de certains documents sistratifs ation de loi de M. Cerexhe n' d'actes administratifs ation de loi de M. Cerexhe n' d'actes administratifs ation de loi de M. De Croo de voter sur les motions le jour même où elles ont été déposées neces du dialogue avorté de Communauté ellation de M. De Croo de voter sur les motions le jour même où elles ont été déposées neces du dialogue avorté de Communauté ellation de M. De Croo de voter sur les motions le jour même où elles ont été déposées neces du dialogue avorté de Communauté ellation de M. Verreycken des que le Gouvernement entend tirer de l'échec du dialommunautaire ellation de M. Desmedt 2. Constitution (Révision de la Constitution) — Gouvernement (Accord gouvernemental) — Justice — Langues — Lois et arrêtés — Ombudsman	9 16 15 20-21	30, 144, 468, 1616 132 148, 155-156, 206 152, 153, 154, 197, 211, 1624 201 201 201 202 976, 999, 1000 973 202 845 1322-1323 1618-1621, 1627-1629, 1654-1655, 1656-1657 1655 1621-1623, 1627-1629, 1654-1655, 1656-1657 1655 1623-1624, 1627-1629, 1654-1655, 1656-1657	540
on de la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur, en vue urer une licence de distribution par fil ou cable d'émissions iffusées ition de loi de M. Erdman			
nite ition de loi de M. Hatry on de la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur, en vue urer une licence de distribution par fil ou cable d'émissions iffusées			

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1992 — TABLE CUMULATIVE DES MATIERES 57					
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
	Nº	Pages	Pages	Pages	
Droits de succession Modification de l'article 54 du Code des droits de succession (Abattement pour les mineurs qui viennent directement à la succession de leurs grands-parents) Proposition de loi de M. Hatry Evolution des recettes Voir aussi: Budgets (Voies et Moyens) Abattement pour les mineurs qui viennent directement à la succession de leurs grands-parents Voir aussi: Impôts — Patrimoine	205-1 350-2	11, 12, 104, 126		107, 208	
E					
Eau Appareils d'épuration de l'eau potable. — Prescriptions Prix de l'eau. — Augmentation suite aux nouvelles formes de pollution Voir aussi: Aéronautique — Affaires étrangères — Marchés de l'Etat — Pollution des eaux				52 516, 589	
Eclairage					
Voir: Environnement					
Ecole royale militaire Crédits pour la recherche scientifique Formation des officiers de la gendarmerie Laboratoire de physique des plasmas Voir aussi: Enseignement (Enseignement supérieur)			877-878 975, 979	1019, 1072	
Economie					
Sauvegarde de la compétitivité Voir aussi: Conseil central de l'économie — Entreprises	224-1 350-2 351-15	2 28 22, 25	130, 134, 151, 157, 173, 201, 680		
Création d'un institut national chargé de promouvoir la valeur d'usage et la durabilité des biens et des services (Travaux d'étude en relation avec l'accroissement de la prospérité) Proposition de loi de MM. Dierickx et Daras Conjoncture nationale. — Croissance économique	256-1 350-2	3-5, 23- 24, 53, 57, 58, 60, 114	173, 174, 198, 489, 680, 681, 708, 726, 850-851, 863		
Conjoncture internationale	351-15 351-15	4-7, 18 3-4,			
Transposition de directives européennes Nouvelle loi sur la concurrence économique	351-15 351-15	18, 22 7-8 11, 17, 18, 19, 21,			
Politique économique	351-15	22, 26 23, 24	118, 127, 128, 130, 133-134, 151, 177-178, 489, 490, 491, 836, 837, 838, 839, 862, 865, 866		
Internationalisation de notre économie Influence étrangère dans la vie économique belge Influence française. — Ancrage financier Marginalisation des travailleurs Humanisation de l'économie Disponibilité de données chiffrées relatives à l'économie belge Politique de concurrence dans la C.E. — Principe de subsidiarité Compensations économiques Voir: Armée			128, 202 202 202	123 265 964	
İ					

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1	1992 — TA	BLE CUM	ULATIVE DES MATI	ERES .
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Elections (suite)				
Détermination de la composition et du chef-lieu des cantons des arrondissements électoraux de Bruxelles-Hal-Vilvorde et de Bruxelles-Nivelles				
Proposition de loi de M. Valkeniers Vote des Belges domiciliés à l'étranger	244-1			
Proposition de loi de MM. de Donnéa et Monfils Dépenses résultant des élections législatives anticipées de 1991 (Budget intérieur et Fonction publique)	279-1 343-2	1-2		
Dépenses électorales des partis politiques et des candidats pour les élections législatives et provinciales du 24 novembre 1991 Rapport (fait au nom de la Commission de contrôle des dépenses	313-2	1-2		
électorales et de la comptabilité des partis politiques) de M. Goovaerts suppression du vote en case de tête aux élections législatives et provinciales	365-1			
Proposition de loi de Mme Herzet et de M. de Donnéa Examen des rapports financiers des réviseurs d'entreprises sur les comptes enregistrés et clôturés de recettes et de dépenses des a.s.b.l. constituées en vertu de la loi du 4 juillet 1989, ainsi que sur les recettes et les dépenses des partis politiques (exercice 1991)	369-1			
Rapport (fait au nom de la commission de contrôle des dépenses électorales et de la comptabilité des partis politiques) de M. Arts Réunion de certains arrondissements administratifs pour l'élection	396-1			
des représentants et des sénateurs Proposition de loi de MM. Lozie et Daras nsertion des articles 117bis et 119quater dans le Code électoral et modification des articles 120, 123 et 125 du même Code (Confec- tion des listes: présence renforcée des femmes au sein du Parle- ment)	456-1			
Proposition de loi de Mme Harnie uppression du vote en tête de liste aux élections communales Proposition de loi de Mme Herzet et de M. de Donnéa Nomination des sénateurs, membres de la Commission de contrôle	470-1 490-1			
des dépenses électorales Léflexions sur le système électoral tude statistique sur le comportement électoral des Belges roposition tendant à réserver un tiers des places sur les listes électora- les aux femmes			70 128 172 976, 977	
Cocument officiel des élections législatives du 24 novembre 1991 (Ministère de l'Intérieur) (Modification des circonscriptions électorales. — Alost et Audenarde Proit de vote des Belges résidant à l'étranger (Oir aussi: Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Constitution (Révision de la Constitution) — Droit public — Etrangers — Fonction publique — Immunité parlementaire — Parlement européen — Partis politiques			977 977, 982	1030
lectricité				
ransposition de directives européennes istallation d'un différentiel dans les habitations	351-15	7		8
arc résidentiel Beukenbos, pour les week-ends, à Oud-Heverlee. — Alimentation en énergie électrique lesures visant à promouvoir l'utilisation d'ampoules électriques à				410, 467
consommation réduite gnes à haute tension				417, 497
Normes Effet sur la vie humaine et animale arif spécial en faveur de la Régie des Voies aériennes acement aérien des lignes électriques oir aussi: Energie — Energie nucléaire — Marchés de l'Etat				620 977 1014 1026
levage				
roblème des simulies (Insectes tueurs de bovins). — Indemnité mélioration des bovins. — Crédits (Amendement) olitique sanitaire utte antihormones	351-10 351-10 351-10 351-14	17 22, 23 33-34 7	947	

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1	992 — TA	BLE CUMU	JLATIVE DES MATIEI	RES 61
MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Energie nucléaire Politique énergétique Sécurité nucléaire Plan d'urgence Réseau Telerad (Détection de la radioactivité) dans la C.E.I. (Communauté des Etats indépendants) Combustible Mox Contrôle et gestion des déchets radioactifs. — O.N.D.R.A.F. Financement du passif nucléaire Modification de la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes, en vue d'interdire l'exportation de déchets nucléaires à destination d'Etats étrangers aux C.E. Proposition de loi de Mme Dardenne Ventes à l'Iran de matériel avancé risquant de servir à des fins nucléaires Question orale de M. de Donnéa Utilisation du combustible Mox dans les centrales nucléaires belges	224-1 315-7 351-14 315-7 315-7 351-14 351-15 351-15	11 2 3-4 2, 3, 7, 8 3 7, 10 15 16, 28	140, 166 1020 925, 926, 927	159
Question orale de Mme Dardenne Déchets radioactifs d'origine étrangère Question orale de M. Verwilst Utilisation du combustible Mox dans les centrales nucléaires belges Question orale de Mme Dardenne Approbation de la mise en place par l'Ondraf à Dessel d'une installation de traitement des déchets légèrement radioactifs Question orale de M. H. Van Rompaey Production d'électricité d'origine nucléaire. — Centrales nucléaires. — Dialogue avec le Parlement Voir aussi: Energie — Environnement — Impôts — Politique scientifique			984-985 1325-1326 1403-1404 1595-1596	429
Enfance et jeunesse Amélioration des modalités de garde des enfants malades (Crèches et prégardiennats) Proposition de loi de M. Monfils Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, en ce qui concerne le droit de défense des mineurs d'âge devant le tribunal de la jeunesse Proposition de loi de M. Erdman Abrogation de l'article 53 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse (Mineurs placés dans des maisons d'arrêt) Proposition de loi de M. Erdman Protection de la jeunesse Voir aussi: Assurance maladie-invalidité — Code civil — Criminalité et violence — Droit pénal — Famille — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Peines — Travail	45-1 115-1 116-1 224-1	8	155	9c
Enquêtes Création d'une commission parlementaire mixte pour la sécurité des citoyens Proposition de loi de M. S. Moureaux Complément à la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires (Obligation de discrétion) Proposition de loi de MM. de Donnéa et Foret Institution d'une commission d'enquête chargée d'examiner la politique pratiquée dans le passé en matière d'octroi de subventions aux entreprises en général et au groupe Beaulieu en particulier Proposition de M. Valkeniers Institution d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les problèmes de la criminalité liés au trafic et à la consommation de drogue en Belgique, leurs causes et conséquences ainsi que de proposer les mesures à prendre Proposition de MM. de Donnéa et De Croo	49-1 99-1 106-1 314-1		488	

MATIERES	DOCL	IMENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
WIATIERES	Nº	Pages	Pages	Pages
Enseignement (suite)				
Personnel Pension. — Age de la mise à la retraite Anomalies que présente la composition de la commission paritaire 225 au sein de laquelle n'est pas représenté la FELSI (Etablissements d'enseignement libre subventionné — Employés) Question orale de M. Hasquin Enseignement de la Communauté et enseignement subventionné. — Refus d'une interruption de carrière professionnelle. — Assistance d'organisations syndicales représentatives Régime disciplinaire du personnel enseignant communal. — Autorité compétente Voir aussi: Allocations familiales — Pensions (Secteur public)			1032, 1036 1400-1401	268, 884 749, 815
Entrepreneurs				
Voir: Entreprises — Impôts sur les revenus — Marchés de l'Etat — Sécurité sociale — Taxe sur la valeur ajoutée				
Entreprises				
Modification de l'article 87 de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres (Protection des entreprises et des personnes à la fois créancières et débitrices d'un pouvoir public — Impôts et sécurité sociale) Proposition de loi de MM. Hasquin et De Croo Institution d'une commission d'enquête chargée d'examiner la politique pratiquée dans le passé en matière d'octroi de subventions aux entreprises en général et au groupe Beaulieu en particulier Proposition de M. Valkeniers	31-1 106-1		,	
Entreprises publiques Subsides	224-1 224-1	4, 14-15	128, 137, 143, 144, 995-996 1445	
Substaces	350-2	55, 63, 91, 96-97		
Privatisation Contrats de gestion	224-1 350-2 224-1 350-2 351-16	69, 72- 73, 84 14 73, 94 2-3, 44,	130, 134, 157, 167, 194, 195, 200, 201, 202, 681, 842, 852, 998, 1422, 1446 205, 995, 996, 997, 998, 999, 1000, 1004, 1009, 1038	
Ombudsman et comité consultatif des usagers Solidarité financière entre les entreprises publiques autonomes Voir aussi: Communes — Dette publique — Droit public —	425-2	48-49 26	975, 998 1007	
Institutions de crédit — Sondages d'opinion Fiscalité des entreprises	224-1 351-11	5	130, 157-158, 839, 840	
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés) Perte de compétitivité des entreprises Niveau trop élevé des coûts salariaux Voir aussi: Conseil central de l'économie — Economie Constitution de comités d'entreprise européens dans les entreprises ou groupes d'entreprises de dimension communautaire Voir aussi: Catastrophes et accidents — Classes moyennes (Petites et moyennes entreprises) — Communautés européennes — Economie — Impôts sur les revenus — Industrie — Professions — Promotion sociale — Sociétés commerciales	334 11		861-862, 865-866, 1418 861-862	629
Environnement				
Institution d'un système de label pour la promotion des produits propres Proposition de loi de MM. Daras et Cuyvers	17-1			

MATIERES		MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
MATIERES	Nº	Pages	Pages	Pages
nvironnement (suite)				
imiter davantage l'utilisation des halons 2402, 1211 et 1301, dibromotétrafluoréthane, bromochlorodifluorométhane et bromotrifluorométhane (Substances qui appauvrissent la couche d'ozone — Protocole de Montréal, et Annexe A, du 16 septembre 1987) Proposition de loi de MM. Cuyvers et Daras Complément à la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution en vue de rendre obligatoire l'utilisation des filtres à microdégagement radiaux pour les huiles de moteur	18-1			
et les huiles hydrauliques Proposition de loi de MM. Cuyvers et Daras tablissement de normes pour le cadmium et les composés du cad-	19-1			
mium Proposition de loi de MM. Cuyvers et Daras complément aux normes relatives à la composition des marqueurs et	20-1	E		
des stylos à pointe-fibre et à pointe-feutre Proposition de loi de MM. Cuyvers et Daras oi organique de la protection de l'environnement	21-1		146, 166	
Proposition de loi de MM. Daras et Cuyvers olitique. — Ecologie	22-1 224-1 351-14	11 2, 7, 9	117, 118, 128, 131, 139, 140, 145-146, 147, 149, 152, 155, 165, 170, 178, 191, 198, 208, 210, 854, 1019-1021	
Transposition de directives européennes et de conventions interna- tionales	224-1 351-6 351-14	11 20 3, 9	131, 132, 176, 180, 191, 1020, 1021	
Problématique Seveso	224-1 315-7	2, 3, 4	191	
Voir aussi: Catastrophes et accidents Point de vue d'Ecolo/Agalev Voir aussi: Institut d'hygiène et d'épidémiologie rojet de loi sur le droit d'action en justice des associations protectrices de l'environnement laboration d'une politique de produit écologiquement justifiée. — Produits propres. — Ecolabel Technologies propres épression pénale de la fraude à l'environnement	224-1 224-1 351-14 351-14 224-1	11 11 7, 9 9	165-166, 1019-1021 191, 495, 917, 924 165-166, 176, 191, 1020, 1021 166, 191, 917	
Octroi de la qualité d'officier de police judiciaire à certains fonc- tionnaires régionaux	351-4 224-1	16, 26-27 11	191, 495	
Personnes morales	351-4	27	1020-1021	
Voir aussi: Droit pénal — Gendarmerie — Police éduction de l'émission de CO ₂	262-2 351-14 425-2	10 2, 7, 10 35	166, 1019, 1020	
Plan CO ₂ . — Corrections au vu des résultats de recherches récentes onds pour la protection de la population contre les dangers résultants des radiations ionisantes. — Rétribution à charge du secteur des centrales nucléaires	315-7 351-14	2-6 2	797, 798, 799	48
terdiction de l'utilisation du paradichlorobenzène dans certains produits d'entretien sanitaires (Briques de toilettes) Proposition de loi de MM. Cuyvers et Meesters	330-1	2		
Proposition de résolution de MM. Cuyvers et Meesters Otaxes	331-1 350-2	45		
Voir aussi: Impôts vironnement et développement durable mmet de l'environnement de Rio (O.N.U.)	351-8 351-8 351-14 351-15	25-26, 34 26 2, 9 12	935, 937, 938, 1019, 1020, 1024-1025	
Délégation belge Participation financière de la Belgique Exécution des recommandations au niveau belge. — Coopération	221-13	12	1025	607 614, 733
au développement griculture et environnement	351-10	9, 11, 13, 22, 39	947, 948	649, 732

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-	1992 — TAI	BLE CUM	ULATIVE DES MATIE	RES	
MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
	Nº	Pages	Pages	Pages	
nvironnement (suite)					
oncertations internationales en matière d'environnement formes antipollution pour les nouvelles voitures. — Normes belges	351-14	2			
et étrangères Voir aussi: Hygiène et santé — Pollution de l'air	351-14	3		47	
ransport de déchets Exportations de déchets dangereux par la Belgique Autorisation de transit de déchets toxiques Voir aussi: Commerce extérieur — Ministres et Ministères	351-14	4		234, 297 706, 733	
(Finances) — Transports roduction d'hydrocarbures	351-14	8, 10			
ations-service Réduction du dégagement d'hydrocarbures	351-14	8, 10			
Normes sectorielles ugmentation du prix du dépôt en décharges par la Région wallonne Iodification de la loi du 9 juillet 1984 concernant l'importation,	351-15	24		48	
l'exportation et le transit de déchets, en vue d'interdire l'exporta- tion de déchets dangereux et toxiques à destination d'Etats étran- gers aux C.E. Proposition de loi de Mme Dardenne	389-1			La Company	
roblème des déchets Déchets hospitaliers Déchets radioactifs Trafic de déchets	425-2	38		1020	
uivi rapide dans la politique belge, de la Conférence de Rio de Janeiro, qui s'est tenue du 3 au 14 juin 1992 Proposition de résolution de M. Cuyvers et de Mme Dardenne	448-1			1034	
gents responsables de la détérioration de la couche d'ozone Interpellation de M. Cuyvers lesures que prendra le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice			381-384, 442-443		
et des Affaires économiques en vue d'une adaptation fondamentale de la législation pénale en matière d'environnement Interpellation de M. Cuyvers ctroi d'une licence d'exportation de cyanide de sodium au Zim-			491-496, 530-531-532		
babwe Question orale de M. Valkeniers évision fondamentale du droit de l'environnement			511-512 804		
otection des couches argileuses. — Brabant flamand. — Erosion fet de serre otection de la couche d'ozone ouvegarde de la forêt tropicale et des peuples endogènes			1006 1020 1020 1020		
onvention de Bâle sur l'exportation de substances toxiques vers le tiers monde oblèmes causés par la pollution industrielle			1020 1021		
Mise sur pied d'une structure reliant les Ministères de la Santé publique et de l'Emploi et du Travail sillution lumineuse. — Pays de Waas éversement clandestin d'épaves de voitures			1021	517, 589 903, 1033	
oblème des emballages. — Lessives et adoucisseurs «compacts» (Ultra) oir aussi: Agriculture — Armée — Carburants — Catastrophes et accidents — Circulation routière — Combustibles — Commerce — Commerce extérieur — Communautés européennes — Coopération au développement — Eau — Economie — Electricité — Hygiène et santé — Impôts				1046	
sur les revenus (Revenus immobiliers) (Charges et dépenses déductibles) — Ministres et Ministères (Finances) — Organismes d'intérêt public — Pollution de l'air — Pollution des eaux — Société nationale des chemins de fer belges — Sociétés commerciales — Taxe de circulation					
— Transports — Travail					
	. 1		•	-	

Pages Page	MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
Voir aussi: Assurances — Pensions (Généralités) 425-2 425-4 425-6 425-4 425-6 425-4 425-6 425-4 425-6 425-4 425-6 425-4 425-6 425-4 425-6 425-4 425-6 425-6 425-4 425-6 425-4 425-6 425-4 425-6 425-4 425-6 425-4 425-6 425-4 425-6 425-4 425-6 425-4 425-6 425-4 425-6 425-4 425-6 425-4 425-6 425-4 425-6 425-4 425-6 425-4 425-6 425-4 425-6 425-4 425-6 425-4 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-2 425-6 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-2 425-6 425-4 425-2 425-6 42	WIATILALS	Nº	Pages	Pages		
fiscalité fiscalité	Epargne					
Voir aussi: Assurances — Pensions (Généralités) Voir aussi: Budgets (Prévoyance sociale) — Pensions (Généralités) Voir aussi: Budgets (Prévoyance sociale) — Pensions (Généralités) Voir aussi: Budgets (Prévoyance sociale) — Pensions (Généralités) Peudo-peste aviaire			31, 34, 37, 49, 50, 62,	838, 839, 855, 1424, 1432, 1433-1434, 1435,		
Voir aussi: Assurances — Pensions (Généralités) Voir aussi: Assurances — Pensions (Généralités) Voir aussi: Budgets (Prévoyance sociale) — Pensions (Généralités) Epizooties Lutte contre les epizooties Pseudo-peste aviaire Pseudo-peste aviaire Renseignements divers Résultars Contrôle dans la région de Bertrix Renseignements relatifs aux centres d'engraissement et du Peste porcine Peste porcine Peste porcine Peste porcine Question orale de M. De Loor Contrôle darde da prévention des maladies. — Accès aux établissements Voir aussi: Aviculture — Médecine vétérinaire Etablissements hospitaliers Politique hospitalière. — Maîtrise des dépenses Etablissements hospitaliers Politique hospitalière. — Maîtrise des dépenses Etablissements hospitalier Petris hôpitaux Fusion d'hôpitaux Voir aussi: Assurance maladie-invalidité Médecin hospitalier Consoil médical. — Contrôle de la comptabilité Voir aussi: Art de guérir Valorisation du personnel infirmier et soignant. — Insertion de certains coûts des services médicaux dans le budget hospitalier. — Médification de la loi sur les hôpitaux. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médicaix. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médicaix. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médicaix. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médicaix. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médicaix. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médicaix. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médicaix. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médicaix. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médicaix. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médicaix. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médicaix. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médicaix. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médicaix. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médicaix. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médicaix. — Accord social		425-2	108, 113 6, 17, 29,			
Voir aussi: Assurances — Pensions (Généralités) Voir aussi: Budgets (Prévoyance sociale) — Pensions (Généralités) 20-22			32, 34 16			
Lutte contre les epizooties Pseudo-peste aviaire Brucellose Renseignements divers Resultats Contrôle dans la région de Bertrix Renseignements relatifs aux centres d'engraissement et du transfert de bovins Peste porcine Fièvre aphteuse Indemnisation des victimes de la pseudo-peste aviaire Question orale de M. De Loor Contrôles effectués dans le cadre de la prévention des maladies. — Accès aux établissements Voir aussi: Aviculture — Médecine vétérinaire Etablissements hospitaliers Politique hospitalière. — Maîtrise des dépenses Etablissements hospitaliers Politique hospitalière. — Maîtrise des dépenses 315-2 Petits hôpitaux Fusion d'hôpitaux Voir aussi: Assurance maladie-invalidité Médecin hospitalier Statut. — Application de la loi Retenues sur les honoraires en faveur des hôpitaux et en faveur du personnel infirmier. — Perception centralisée des honoraires Valoriassic: Att de guéri Valoriassic: Att de guéri Valoriassic: Att de guéri Valoriastion du personnel infirmier et soignant. — Insertion de certains coûts des services médicaux dans le budget hospitalier. — Retenues sur les honoraires des médecins Accès des revices médicaux dans le budget hospitalier. — Modification de la loi sur les hôpitaux. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médecins Accis des services médicaux dans le budget hospitalier. — Modification de la loi sur les hôpitaux. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médecins 315-2 315-3 315-13		425-14	13-14			
Pseudo-peste aviaire Brucellose Renseignements divers Resultars Contròle dans la région de Bertrix Renseignements relatifs aux centres d'engraissement et du transfert de bovins Peste porcine Fièvre aphteuse Indemnisation des victimes de la pseudo-peste aviaire Question orale de M. De Loor Contrôles effectués dans le cadre de la prévention des maladies. — Accès aux établissements Voir aussi: Aviculture — Médecine vétérinaire Etablissements hospitaliers Politique hospitalière. — Maîtrise des dépenses Etablissements hospitalière. — Maîtrise des dépenses Etablissements hospitalière Petits hôpitaux Fusion d'hôpitaux Voir aussi: Assurance maladie-invalidité Médecin hospitalier Statut. — Application de la loi Rerenues sur les honoraires en faveur des hôpitaux en faveur du personnel infirmier. — Perception centralisée des honoraires Voir aussi: Art de guéri Valorisation du personnel infirmier et soignant. — Insertion de certains coûts des services médicaux dans le budget hospitalier. — Modification de la loi sur les hôpitaux. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médecins 315-3 315-13 315-13 315-13 315-13 315-13 315-13 315-13 315-13 315-13 315-13 315-13 315-13 315-13 315-13 315-10 7-8, 11, 15-16 9545, 948, 954, 955 345, 743, 945, 955 345, 773, 954, 955 345, 773, 954, 955 345, 773, 954, 955 345, 773, 944, 952 31044 44 452 702 702 702 702 603, 851 75, 18, 19, 954 75, 196, 684, 725, 726, 736, 859, 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 10-11 684, 730, 1018 859 603, 851 603,	Epizooties					
Pseudo-peste aviaire Brucellose Renseignements divers Renseignements divers Reseignements relatifs aux centres d'engraissement et du transfert de bovins Peste portine Pièvre aphteuse Indemnisation des victimes de la pseudo-peste aviaire Question orale de M. De Loor Contrôles defectués dans le cadre de la prévention des maladies. — Accès aux établissements Voir aussi: Aviculture — Médecine vétérinaire Etablissements dangereux, insalubres et incommodes Voir: Sociétés commerciales Etablissements hospitaliers Politique hospitalière. — Maîtrise des dépenses Petits hôpitaux Fusion d'hôpitaux Fusion d'hôpitaux Voir aussi: Assurance maladie-invalidité Médecin hospitalier — Statu. — Application de la loi Retenues sur les honoraires en faveur des hôpitaux et en faveur du personnel infirmier. — Perception centralisée des honoraires Conseil médical. — Contrôle de la comptabilité Voir aussi: Art de guérir Valorisation de la loi sur les hôpitaux. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médecins Valorisation de la loi sur les hôpitaux. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médecins Assurance de la prévention de certains coûts des services médicaux dans le budget hospitalier. — Modification de la loi sur les hôpitaux. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médecins	Lutte contre les epizooties	351-10	5, 33-34			
Contrôle dans la région de Bertrix Renseignements relatifs aux centres d'engraissement et du transferr de bovins Peste porcine Fièvre aphteuse Indemnisation des victimes de la pseudo-peste aviaire Question orale de M. De Loor Contrôles effectués dans le cadre de la prévention des maladies. — Accès aux établissements Voir aussi: Aviculture — Médecine vétérinaire Etablissements dangereux, insalubres et incommodes Voir: Sociétés commerciales Etablissements hospitalière. — Maîtrise des dépenses Petits hôpitaux Fusion d'hôpitaux Voir aussi: Assurance maladie-invalidité Médecin hospitalière Statut. — Application de la loi Retenues sur les honoraires en faveur des hôpitaux et en faveur du personnel infirmier. — Perception centralisée des honoraires Valorisation du personnel infirmier et soignant. — Insertion de certains coûts des services médicaux dans le budget hospitalier. — Modification de la loi sur les hôpitaux. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médecins S15-3 S15-13 S15-13 S15-13 S15-3 S15-13 S15-13 S15-13 S15-13 S15-13 S15-14 S15-15 S15, 583 S16-14 S179, 942, 943, 945, 952 S2 S2 S2 S2 S35-14 S35-15 S35-15 S35-15 S35-15 S15, 583 S1044 S25, 70, 71, 71, 79, 742, 702 S2 S35-15 S15, 583 S1044 S25, 74, 11, 15-16 S25, 74, 11, 15-16 S25, 74, 11, 15-16 S25, 74, 15, 1018, 1019, 1027 S25, 726, 730, 735, 1018, 1019, 1027 S25, 726, 730, 735, 1018, 1019, 1027 S25, 730, 735, 1018, 1019, 1027 S25, 730, 735, 1018, 1019, 1027 S25, 730, 735, 7108, 1019 S25, 74, 75, 75, 75, 859, 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 S25, 74, 75, 75, 1018-1019 S25, 74, 75, 75, 75, 75, 859, 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 S25, 74, 75, 71, 773, 774, 775, 7108-1019	Brucellose Renseignements divers			945, 948, 954, 955		
Fièvre aphteuse Indemnisation des victimes de la pseudo-peste aviaire Question orale de M. De Loor Contrôles effectués dans le cadre de la prévention des maladies. — Accès aux établissements Voir aussi: Aviculture — Médecine vétérinaire Etablissements dangereux, insalubres et incommodes Voir: Sociétés commerciales Etablissements hospitaliers Politique hospitalière. — Maîtrise des dépenses Politique hospitalière. — Maîtrise des dépenses Petits hôpitaux Fusion d'hôpitaux Fusion d'hôpitaux Fusion d'hôpitaux Fusion d'hôpitaux Fusion d'hôpitaus Getenues sur les honoraires en faveur des hôpitaux et en faveur du personnel infirmier. — Perception centralisée des honoraires Conseil médical. — Contrôle de la comptabilité Voir aussi: Art de guérir Valorisation du personnel infirmier et soignant. — Insertion de certains coûts des services médicaux dans le budget hospitalier. — Modification de la loi sur les hôpitaux. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médecins 115-16 954 952 702 603, 851 169, 684, 725, 726, 18, 19, 730, 735, 1018, 1019, 1029, 1027 1019 684, 730, 1018 859 77, 16 773, 775 773, 775 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 1019 6 Voir aussi: Art de guérir Valorisation du personnel infirmier et soignant. — Insertion de certains coûts des services médicaux dans le budget hospitalier. — Modification de la loi sur les hôpitaux. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médecins 11, 12 315-3 315-13 315-13 315-13 315-13 379, 686, 688, 689-690, 723, 729, 731-732, 770, 771, 773, 774, 775, 1018-1019	Contrôle dans la région de Bertrix Renseignements relatifs aux centres d'engraissement et du transfert de bovins	351-10	7-8, 11,	179, 942, 943, 945.	515, 583	
Question orale de M. De Loor Contrôles effectuée dans le cadre de la prévention des maladies. — Accès aux établissements Voir aussi: Aviculture — Médecine vétérinaire Etablissements dangereux, insalubres et incommodes Voir: Sociétés commerciales Etablissements hospitaliers Politique hospitalière. — Maîtrise des dépenses Petits hôpitaux Petits hôpitaux Fusion d'hôpitaux Voir aussi: Assurance maladie-invalidité Médecin hospitalier Statut. — Application de la loi Retenues sur les honoraires en faveur des hôpitaux et en faveur du personnel infirmier. — Perception centralisée des honoraires Conseil médical. — Contrôle de la comptabilité Voir aussi: Art de guérir Valorisation du personnel infirmier et soignant. — Insertion de certains coûts des services médicaux dans le budget hospitalier. — Modification de la loi sur les hôpitaux. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médecins Accès aux établissements 315-2 315-13 315-2 315-2 315-2 315-2 315-2 315-2 315-2 315-3	Fièvre aphteuse			954		
Voir: Sociétés commerciales Etablissements hospitaliers Politique hospitalière. — Maîtrise des dépenses 315-2 3, 4, 5, 7, 18, 19, 84-86 351-13 351-13 351-13 351-13 10-11 Petits hôpitaux Fusion d'hôpitaux Voir aussi: Assurance maladie-invalidité Médecin hospitalier Statut. — Application de la loi Retenues sur les honoraires en faveur des hôpitaux et en faveur du personnel infirmier. — Perception centralisée des honoraires Conseil médical. — Contrôle de la comptabilité Voir aussi: Art de guérir Valorisation du personnel infirmier et soignant. — Insertion de certains coûts des services médicaux dans le budget hospitalier. — Modification de la loi sur les hôpitaux. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médecins 315-2 7, 16 351-13 351-13 11, 12 685-686, 729, 775, 859, 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 1019 6 6 4 6 6 773, 775 775, 859, 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 1019 6 773, 775, 859, 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 1019 6 773, 775, 859, 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 1019 6 773, 775, 859, 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 1019 6 773, 775, 859, 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 1019 6 773, 775, 879, 860, 688, 689, 689, 688, 689, 689, 729, 731-732, 770, 771, 773, 774, 775, 1018-1019	Question orale de M. De Loor Contrôles effectués dans le cadre de la prévention des maladies. — Accès aux établissements			702	603, 851	
Etablissements hospitaliers Politique hospitalière. — Maîtrise des dépenses 315-2 3, 4, 5, 7, 18, 19, 84-86 351-13	Etablissements dangereux, insalubres et incommodes					
Politique hospitalière. — Maîtrise des dépenses 315-2 3, 4, 5, 7, 18, 19, 84-86 351-13 S51-13 Voir: Sociétés commerciales						
Petits hôpitaux Fusion d'hôpitaux Voir aussi: Assurance maladie-invalidité Médecin hospitalier Statut. — Application de la loi Retenues sur les honoraires en faveur des hôpitaux et en faveur du personnel infirmier. — Perception centralisée des honoraires Conseil médical. — Contrôle de la comptabilité Voir aussi: Art de guérir Valorisation du personnel infirmier et soignant. — Insertion de certains coûts des services médicaux dans le budget hospitalier. — Modification de la loi sur les hôpitaux. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médecins 18, 19, 84-86 8, 10 859 773, 775 684, 730, 1018 859 773, 775 885-686, 729, 775, 859, 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 1019 6 6 6 18, 19 84-86 859 773, 775 875, 859, 867 867, 1018, 1019, 1019 859 773, 775 859 867, 1018, 1019 859 773, 775 859 867, 1018, 1019 859 773, 775 859 867, 1018, 1019 859 773, 775 859 867, 1018, 1019 859 773, 775 859 867, 1018, 1019 859 773, 775 859 867, 1018, 1019 859 773, 775 859 867, 1018, 1019 859 773, 775 859 867, 1018, 1019 859 773, 775 859 867, 1018, 1019 859 773, 775 859 867, 1018, 1019 859 773, 775 859 867, 1018, 1019 859 773, 775 859 867, 1018, 1019 859 773, 775 859 867, 1018, 1019 859 773, 775 859 867, 1018, 1019 859 773, 775 859 867, 1018, 1019 859 773, 775 859 867, 1018, 1019 859 773, 775 859 867, 1018, 1019 859 773, 775 859 867, 1018, 1019 859 773, 775 859 867, 1018, 1019 859 773, 775 859 867 868, 686, 729, 775, 859 867 867, 1018, 1019 859 773, 775 875 877 875 877 875 877 875 877 875 877 877	Etablissements hospitaliers					
Petits hôpitaux Fusion d'hôpitaux Voir aussi: Assurance maladie-invalidité Médecin hospitalier Statut. — Application de la loi Retenues sur les honoraires en faveur des hôpitaux et en faveur du personnel infirmier. — Perception centralisée des honoraires Conseil médical. — Contrôle de la comptabilité Voir aussi: Art de guérir Valorisation du personnel infirmier et soignant. — Insertion de certains coûts des services médicaux dans le budget hospitalier. — Modification de la loi sur les hôpitaux. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médecins 351-13 10-11 684, 730, 1018 773, 775 859, 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 1019 6 6 773, 775 859, 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 1019 6 773, 775 859, 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 1019 6 773, 775 859, 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 1019 6 773, 775 859, 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 1019 6 773, 775 859, 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 1019 6 773, 775 859, 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 1019 6 773, 775 859, 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 1019 6 773, 775 859, 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 1019 6 773, 775 859, 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 1019	Politique hospitalière. — Maîtrise des dépenses	315-2	18, 19,	730, 735, 1018, 1019,		
Médecin hospitalier Statut. — Application de la loi Retenues sur les honoraires en faveur des hôpitaux et en faveur du personnel infirmier. — Perception centralisée des honoraires Conseil médical. — Contrôle de la comptabilité Voir aussi: Art de guérir Valorisation du personnel infirmier et soignant. — Insertion de certains coûts des services médicaux dans le budget hospitalier. — Modification de la loi sur les hôpitaux. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médecins 315-2 7, 16 773, 775 685-686, 729, 775, 859, 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 1019 6 315-3	Fusion d'hôpitaux					
personnel infirmier. — Perception centralisée des honoraires Conseil médical. — Contrôle de la comptabilité Voir aussi: Art de guérir Valorisation du personnel infirmier et soignant. — Insertion de certains coûts des services médicaux dans le budget hospitalier. — Modification de la loi sur les hôpitaux. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médecins 315-3 351-13 11, 12 685-686, 729, 775, 859, 860, 1016, 1018, 1019, 1030, 1031-1032 1019 6 70, 711, 713, 724, 775, 1018-1019	Médecin hospitalier Statut. — Application de la loi	315-2	7, 16	773, 775		
Conseil médical. — Contrôle de la comptabilité Voir aussi: Art de guérir Valorisation du personnel infirmier et soignant. — Insertion de certains coûts des services médicaux dans le budget hospitalier. — Modification de la loi sur les hôpitaux. — Accord social. — Retenues sur les honoraires des médecins 315-3 351-13 315-3 379, 686, 688, 689- 690, 723, 729, 731-732, 770, 771, 773, 774, 775, 1018-1019	personnel infirmier. — Perception centralisée des honoraires	351-13	11, 12	860, 1016, 1018, 1019,		
770, 771, 773, 774, 775, 1018-1019	Voir aussi: Art de guérir Valorisation du personnel infirmier et soignant. — Insertion de certains coûts des services médicaux dans le budget hospitalier. — Modification de la loi sur les hôpitaux. — Accord social. —			379, 686, 688, 689-	6	
Vois sussi: Demanus înim	Voir aussi: Personnes âgées	351-13	11, 12	770, 771, 773, 774,		

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1	1992 — TA	BLE CUM	ULATIVE DES MATIEI	RES 67	
MATIERES		MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
	Nº	Pages	Pages	Pages	
Etablissements hospitaliers (suite) Modification de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 (Ancien intitulé: Modification de l'article 12, § 1, de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux [Les créances que les hôpitaux détiennent contre les organismes assureurs peuvent faire l'objet d'une dotation en gage]) Projet de loi* Documents parus antérieurement Rapport de M. Mahoux Discussion et vote Versement aux hôpitaux des montants compensatoires sur les prix de la journée d'entretien Question orale de M. Van Aperen Difficultés de trésorerie des hôpitaux Question orale de M. Arts Hôpitaux publics (C.P.A.S.). — Gestion Hôpitaux généraux et psychiatriques. — Ecarts régionaux entre les prix d'une journée d'hospitalisation Augmentation du prix de la journée d'hospitalisation Accords salariaux dans les hôpitaux Non-exécution de l'accord conclu en juillet 1991 avec le personnel des hôpitaux, lequel prévoyait une augmentation de salaire à partir du 1er juin 1992 Interpellation de M. Valkeniers Relations perturbées entre les gestionnaires et les médecins des hôpitaux (Retenues sur honoraires) Interpellation de M. Valkeniers Plan pluriannuel du Gouvernement relatif au personnel hospitalier, et particulièrement les conditions de prise en charge des adaptations salariales au 1er juin 1992 pour le personnel dont la rémunération n'est pas à charge du prix de la journée d'entretien Interpellation de M. Valkeniers Evolution du nombre de lits et des coûts d'hospitalisation par jour répartis par région Cotisations patronales versées à la Caisse de répartition des pensions. — Adaptation du prix de la journée d'hospitalisation Hôpitaux généraux et hôpitaux généraux psychiatriques. — Encadrement Nombre de lits pour la Région wallonne et la province de Luxembourg Fermeture de l'hôpital de Schaerbeek. — Destination Lits M.R.S.	422-1 422-2	Pages	Pages 1364, 1406 271 478-479 774, 775 1018 1018 1018 1234-1237 1237-1242 1281-1284	Pages 411, 477 411, 537, 549 833, 879 266, 269, 472 372, 377, 621 411 764 1020	
Voir aussi: Armée — Environnement — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Personnel infirmier — Personnes âgées — Politique sociale — Travail Etablissements pénitentiaires Agents pénitentiaires. — Recrutement Politique pénitentiaire Renforcement des services sociaux des prisons Investissements en matière d'infrastructure Bruxelles Grève des gardiens de prison le 8 mai prochain Question orale de M. Erdman Personnes emprisonnées pour séjour illégal sur le territoire Suppression du centre d'orientation pénitentiaire Incidents graves survenus récemment à la prison de Lantin Question orale de M. Foret Nombre de détenus. — Nationalité. — Coût quotidien moyen	350-2 351-4 351-4 351-4 351-4 351-4	64 5, 10, 21, 23 5, 7, 10, 19, 20, 23 5, 7, 23 6, 10-11, 19, 20-21 10 21	907, 908, 911, 915, 916, 918, 919, 920, 922, 923 907, 911, 923 918 476-477 909, 924 1404-1405	12 307, 530 64	
Etrangers. — Classification des détenus. — Formation, recrutement et traitement du personnel Extension de la prison de Saint-Hubert Congé pénitentiaire Libération conditionnelle. — Application Evasions. — Evaluation				245 832, 873 899 899	

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1	1992 — TA	BLE CUM	ULATIVE DES MATIEI	RES
MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Fédéralisme Voir: Droit public Fédérations de communes Voir: Agglomérations et fédérations de communes Femmes Emancipation Promotion de la présence des femmes dans la vie sociale, économique et politique. — Egalité des chances des femmes et des hommes dans le monde du travail Besoins et souhaits légitimes des femmes Loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée	224-1 224-1 351-12	13 13 3-4, 7	163, 171, 176, 198-199, 1022 163, 171, 199 171	
d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis. — Premier rapport annuel femmes divorcées. — Sécurité d'existence d'oir aussi: Assurance maladie-invalidité — Chômage — Coopération au développement — Criminalité et violence — Droit pénal — Elections — Gouvernement — Milice — Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Justice et Affaires économiques) — Pensions (Généralités) — Statut social des travailleurs indépendants — Travail			188	480
Voir: Chômage				
Modification de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers (Rémunérations dues aux Commissions des Bourses — Sociétés de bourse) Proposition de loi de M. Cooreman Rapport de M. Didden Amendement de MM. Goovaerts et De Grauwe Discussion et vote Audition de M. Van de Walle, directeur général honoraire, ancien chef de corps de l'inspection des Finances (Meilleure maîtrise des dépenses publiques) Rapport de M. Van Hooland (au nom de la Commission des finances) Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer	120-1 120-2 120-3 223 224-1 262-2 350-2	1 2, 4, 13, 19-30 5-7, 13-14, 15, 19, 33, 35-37, 41, 53, 60-64, 66, 67, 70, 76-77, 84	274-278, 293-294 199, 839-840, 841, 843, 844, 845, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 861, 862, 863, 864, 865, 997, 1037, 1038, 1039, 1040, 1418, 1419, 1420-1421, 1423, 1425, 1426, 1427, 1430, 1431, 1439, 1445	

478-1

Proposition de résolution de MM. Schiltz et Valkeniers

1992 — TA	BLE CUM	ULATIVE DES MATIEI	RES 73
DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
Nº	Pages	Pages	Pages
		890	
37-1 224-1 350-2 261-1 315-7 351-5 351-5	2 21, 43, 55-56 6-7 27, 34-35 27, 34-35	173, 193, 207, 734, 848-849 797, 799 978 982 978 155 688, 798 735 798	
30-1 224-1 224-1 262-2 350-2 351-3 351-5 351-10 350-2 351-3	4, 14 14 12 63-64, 100-101 3, 5, 9-10 22 23 77-78 5-6, 10	927 149, 157, 205, 1421 205, 842, 973, 976, 981 840	619 1016 37, 1016
	37-1 224-1 350-2 261-1 315-7 351-5 351-5 351-5 351-3 351-3 351-3 350-2	DOCUMENTS Nº Pages 37-1 224-1 350-2 21, 43, 55-56 261-1 315-7 351-5 27, 34-35 27, 34-35 351-5 351-3 351-3 351-3 351-3 351-3 351-3 351-3 351-3 351-3 351-3 351-3 351-3 351-3 351-3 351-3 351-7 351-	No Pages Pages 37-1 224-1 350-2 21, 43, 55-56 173, 193, 207, 734, 848-849 261-1 315-7 351-5 27, 34-35 351-5 27, 34-35 688, 798 797, 799 978 155 688, 798 735 688, 798 735 798 735 798 797, 799 978 155 688, 798 735 798 735 798

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-	1772 17	IBLE COM	SEATIVE DES MATIE	RES 7
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Fonds africain de développement				
Contribution de la Belgique à la sixième reconstitution générale des ressources du Fonds Projet de loi Rapport de M. Geens	441-1 441-2			
Fonds asiatique de développement				
Contribution de la Belgique à la cinquième reconstitution des res- sources du Fonds Projet de loi	486-1			
Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion				
Rapport annuel 1990-1991			28	
Fonds de la coopération au développement				
Voir: Budgets (Coopération au développement)				
Fonds des calamités				
Voir: Catastrophes et accidents				
Fonds des maladies professionnelles				
Révision des cadres linguistiques Demandes d'indemnités au Fonds				848 848
Fonds de survie pour le tiers monde				
Voir: Budgets (Coopération au développement)				
Fonds d'investissement agricole			·	
Arriéré	351-10	4, 14, 26	942, 943, 945, 946, 948, 953, 955	221
Financement du Fonds. — Crédits Imputation budgétaire	351-10	6, 7, 8, 9	143-144, 179, 180, 208	222
Association des Régions à la gestion du Fonds. — Bruxelles Fonctionnement. — Objectifs futurs. — Octroi de subventions	351-10 351-10	26-27,	942 951, 952, 953, 954	
Préfinancement garanti par le F.E.O.G.A. Nombre de dossiers introduits par Région Voir aussi: Agriculture — Comptabilité de l'Etat		36-37, 39	952, 955	397
Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.)				
Voir: Agriculture				
Fonds monétaire international				
Intention de la Turquie de quitter le groupe de vote de la Belgique				920
Fonds national de la recherche scientifique				
Voir: Politique scientifique				

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-	1992 — T <i>A</i>	BLE CUM	ULATIVE DES MATIEI	RES 7
MATIERES	DOCU	IMENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Gendarmerie (suite) Cours de langue arabe Destruction des déchets en plein air par incinération. — Interdiction. — Destruction par la gendarmerie de documents administratifs ou confidentiels Voir aussi: Animaux et protection des animaux — Budgets (Gendarmerie) — Circulation routière — Ecole royale militaire — Police — Syndicats — Transports publics				564, 669 966, 1064
Gouvernement				
Accord gouvernemental (Union Monétaire Européenne et assainissement des finances publiques — Développement de la structure fédérale de l'Etat — Programme d'urgence sur les problèmes de société — Renouveau politique et administratif — Politique internationale) Erratum Déclaration Discussion	224-1 224-2		117-118 127-140, 142-163, 165- 181, 190-211	
Vote sur la motion de confiance Programme d'urgence sur les problèmes de société	224-1 351-3	7-13 7-8	211-212 117, 130, 133, 137- 138, 150, 151, 153, 170, 190, 208, 209, 210, 211	
Voir aussi: Budgets (Premier Ministre) Composition du Gouvernement. — Equipe gouvernementale restreinte, sans comités ministériels. — Gouvernement « travailliste »	224-1 351-3	13 6, 13	118, 129, 137, 138, 150, 151, 152, 153, 201, 202, 205, 209, 490	
Renouveau politique et administratif. — Nouvelle culture politique	224-1 351-6	13-16 5	127-129, 132, 135, 146, 150, 151, 153, 154, 156, 161, 167, 170, 206-207, 211, 1439	
Voir aussi: Elections Démission et nomination des membres du Gouvernement Présence de trois femmes au sein du Gouvernement Voir aussi: Armée — Assurances — Benelux — Ministres et Ministères (Généralités) (Premier Ministre) — Sénat			63, 115 171, 172, 198-199	
Greffiers				
Voir: Code judiciaire				
Grèves				
Voir: Art de guérir — Droit pénal — Gendarmerie — Transports				
Н				
Handicapés				
Modification de l'article 7, § 1, deuxième alinéa, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, notamment en ce qui concerne l'aide aux personnes âgées Proposition de loi de MM. Valkeniers et Capoen Allocations Retard dans le traitement des dossiers	94-1 350-2	71, 91	1017, 1027, 1030	461, 587, 1002
Crédits	351-13 350-2	3, 15, 16, 17, 19 89		,
Politique	351-13 351-13	3, 16, 18 2-6, 15-19		
Demandes de pension. — Statistiques. — Octroi d'allocations aux personnes émargeant au minimex Redistributions des allocations. — Glissements entre les secteurs Voir aussi: Justice — Politique sociale				566, 575, 727 968, 1032

			T	T
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Hygiène et santé				
Organisation de la vaccination obligatoire contre la rubéole Proposition de loi de M. Lenfant Libellé sur les bombes aérosols contenant comme gaz propulseur un composé de chlorofluorocarbones Proposition de loi de M. de Seny	173-1			
olitique de santé	351-14	6, 7, 12	719, 720, 772-773, 775, 1021, 1022, 1023, 1025-1026	
Prévention Directives C.E.E. relatives à la dissémination d'organismes génétique-	351-14	6, 11, 12, 13	1016, 1017, 1021	
ment modifiés colitique en matière de sang cosition de la Belgique à l'égard de l'importation d'aliments manipulés génétiquement	351-14 351-14	7 14		
Interpellation de M. Cuyvers outte contre le sida Voir aussi: Art de guérir — Politique scientifique			610-612 1026	
Catalyseur. — Dangers possibles pour la santé publique rotection contre les effets nocifs de l'amiante Produits de remplacement				156, 289
Amiante dans les systèmes de freinage des voitures Problèmes dus à la présence d'amiante dans les bâtiments publics Consommation de graisses saturées Espérance de vie des Belges. — Ecarts entre les régions Teneur en sel du pain Titamines. — Surconsommation. — Groupes à risque				270, 935 373, 579 191 191 191 234, 730
Jouvelles prescriptions en matière d'hygiène. — Directives européennes. — Commerce de détail de viande fraîche				376, 549
bétermination du taux d'alcool dans le sang. — Utilisation de dérivés du mercure comme désinfectant. — Contre-indication Voir aussi: Art de guérir — Electricité — Environnement — Indice des prix — Ministres et Ministères (Petites et Moyennes entreprises et Agriculture) — Pollution des eaux — Sécurité sociale — Stupéfiants — Tabac — Travail				460, 705, 930
Hypothèques				
ociétés. — Signature de l'acte de mainlevée. — Preuve que le manda- taire a capacité pour le faire 'oir aussi: Code civil — Emprunts				601
Ι				
mmunité parlementaire				
oursuite à charge d'un candidat aux élections législatives (M. Van Rossem)			6	
mpôts				
tablissement d'un programme de modération de la fiscalité et de la parafiscalité (Revenus immobiliers — I.P.P. — Versements anticipés — Impôt des sociétés — P.M. — Droits d'enregistrement — Droits de succession — Accises) Proposition de loi de M. Hatry olitique fiscale	6-1 224-1 350-2	4-5 19	134, 143, 158-159	·
Efficacité de l'imposition rojet de loi relatif à la réforme et à l'harmonisation de la procédure fiscale	425-2 425-2 425-2 224-1 350-2	10-11 11 5 101		u.

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-	1992 — TA	BLE CUMU	JLATIVE DES MATI	ERES	
MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
	Nº	Pages	Pages	Pages	
mpôts sur les revenus (suite)					
Avantages de toute nature ou en nature	350-2 425-2	30 47-48	1425, 1426		
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Revenus mobiliers) Utilisation en droit fiscal de la notion de « fiction ». — Requalification de revenus	350-2 425-2	50 19, 43-44	1425, 1437, 1447		
Déclarations Nombre de déclarations à l'I.P.P. par direction régionale Suppression de la déclaration pour les personnes physiques Indépendants. — Contrôle Déclarations forfaitaires des marchands de journaux. — Concertation avec les groupements professionnels. — Différences régionales Voir aussi: Expropriations	350-2	104, 123	858	107, 281 918	
Montant des arriérés d'impôts par direction régionale	350-2	104, 124, 125			
Procédure et réclamations Nombre des réclamations par direction régionale Garantie des droits du contribuable Délai de présentation des réclamations. — Application de l'art. 274 C.I.R.	350-2 425-17	104, 125 16-17		124, 286	
Révision de la taxation Prix et subsides payés à des savants, écrivains ou artistes Modification de l'article 6, § 5, alinéa 1 ^{er} , de la loi du 7 décembre 1988 portant réforme de l'impôt sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre (Handicapés — Revenu exempté	351-17	20, 22		983	
d'impôt — Age) Proposition de loi de M. Flagothier Coordination du Code (C.I.R. 1992) Amendements Coordination annuelle Imperfection	357-1 425-2 425-26	46, 47 23-27	857-858 1436	986	
ndemnités de représentation Apport d'un immeuble dans une société afin d'en faciliter la gestion. — Impôt des sociétés versus I.P.P. Prêt sans intérêt accordé par une société à un associé Entrepreneurs non enregistrés. — Conséquences fiscales et parafisca- les pour leurs contractants Cumul d'une rente de mobilisé avec une rente de guerre. — Immunisa- tion d'impôt Administrateurs de sociétés. — Assurance couvrant les risques que comportent des déplacements. — Qualification de l'indemnité Chèques-repas Voir: Sécurité sociale Voir aussi: Droit pénal — Experts-comptables — Finances provincia- les et communales — Impôts — Intercommunales — Réviseurs d'entreprises	425-2	48-49	1439	157 220, 285 536 662	
Revenus immobiliers Précompte immobilier Modification des articles 45 et 188 du C.I.R. au sujet de l'imputation du précompte (Imputation complète) Proposition de loi de M. Hatry Instauration du précompte libératoire Proposition de loi de M. Hatry Réduction du précompte pour l'installation d'une crèche d'entreprise Proposition de loi de M. Hasquin et de Mme Herzet Recettes Impôt des non-résidents Improductivité d'un immeuble. — Immunité Exonération pour les associations de protection de la nature Exonération. — Crédit spécial 1992 aux communes Voir aussi: Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles)	206-1 207-1 334-1 350-2	75	1427, 1444	232, 283 710 878	

	DOCUMENTS		DOCUMENTS ANNALES		ANNALES	BULLETIN
MATIERES	Nº	Pages	Pages	Q. et R. Pages		
A						
npôts sur les revenus (suite)						
evenus professionnels (suite)						
écompte professionnel Trimestrialisation du précompte pour les « petits » employeurs	425-2	5				
Timestransation du precompte pour les «petits» employeurs	425-6	5 2				
D-sifi-ssi	425-18 425-2	17 27		1		
Ratification d'arrêtés royaux	(Annexes)	2/				
Acompte sur le précompte du quatrième trimestre	425-6	2	1427	200 200		
Revenus des artistes et sportifs étrangers (Impôt des non-résidents) Retenues à la source effectuées illégalement à charge des foyers à	425-26	26	1427	308, 390		
revenu unique						
Question orale de Mme Herzet Remboursement des excédents de précompte. — Retards			697-698	410 574		
Précompte dû au 31 décembre 1991 par le secteur public				410, 574 980		
éplafonnement de l'immunisation fiscale des remboursements par		_				
l'employeur de l'abonnement (transport public) du travailleur	425-2 425-10	5 7-9	1433, 1437			
uotient conjugal	425-19	17-18				
Travailleurs frontaliers. — Déséquilibre au détriment du conjoint				18		
onventions préventives de double imposition (Modèle O.C.D.E.). — Professions dépendantes. — Taxation				21		
npôts payés pendant les cinq dernières années par les laboratoires						
de biologie clinique iminution des revenus agricoles. — Conséquences fiscales				271, 468 342, 431		
édecins hospitaliers exerçant sous la forme d'une société. — Appli-				342, 431		
cation de la loi sur les hôpitaux				470		
dépendant qui constitue une société commerciale lges ayant élu domicile en France. — Rémunérations et pensions				662 761		
pir aussi: Impôts sur les revenus, supra — Rémunérations et salaires			į,	/01		
 Sénat — Statut social des travailleurs indépendants 						
pôt des sociétés						
omplément à l'article 119 du C.I.R. en vue de relancer le capital à						
risques (Actualisation du capital social à rembourser)	204.1					
Proposition de loi de M. Hatry esures limitant l'utilisation abusive de la forme sociétaire. — Société	204-1					
d'une personne	224-1	5	130, 150, 159, 1423-			
	350-2	6, 25, 37, 49, 50, 62	1424, 1426, 1427, 1433, 1439, 1441, 1444			
	425-2	5	1,02, 1,11, 1,11			
diag (Accord entre le fice et le contribueblel-cif \ Pi	425-33	32				
ding (Accord entre le fisc et le contribuable relatif à l'interprétation de la législation)	224-1	5	158, 851, 865			
	350-2	35, 50,	,,			
	425-2	120-122 30				
	425-28	28-29				
eforme de l'impôt	224-1	5	157, 851, 858, 865			
	262-2 350-2	4 101-102				
incipe « de la réalité économique »	224-1	5	158, 851, 1425, 1438-			
	425-2 425-28	49 28-29	1439			
ıs-values	350-2	25, 29,				
Voir aussi. Impôts sur les revenus autre		30, 49				
Voir aussi: Impôts sur les revenus, supra entres de coordination	350-2	31	1444			
	425-2	17, 34	remand(02)			
	425-2 (Annexes)	23	İ			
Nombre	(Timexes)			342, 391		
armonisation européenne	350-2	45, 101-	157-158, 210			
ombre de déclarations par direction régionale	350-2	102 104, 123	İ			
ansposition en droit belge de la directive C.E. « fusions », en ce qui	20000000 DOWN		and the same of the same of			
concerne les apports d'actifs	425-2	5, 43	1434, 1438			
ductibilité des pertes. — Limitation aluation comparée des incitants à l'investissement (O.C.D.E.)	425-2 425-2	52 17-23	158			
	(Annexes)					

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1	1992 — 1 A	BLE COM	TATIVE DES MATIER	RES 87
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Impôts sur les revenus (suite) Charges et dépenses déductibles (suite) Charges et dépenses professionnelles (suite) Limitation de la déductibilité des frais réels. — Trafic pendulaire (Forfaitarisation) Frais nécessités par le fait de conduire et de reprendre les enfants Frais de voiture. — Rectification Réforme fiscale 1988. — Limitation de la déduction des frais de restaurant. — Conséquences pour le secteur Horeca Modification de l'article 54 du C.I.R. 1992, coordonné le 10 avril 1992 (Loyer et charges locatives afférents aux imeubles affectés à l'exercice d'une profession) Proposition de loi de M. Cerexhe Considérations Additionnels au précompte immobilier Frais de garde d'enfants Emprunt de refinancement des bourgmestres et échevins Amortissements dégressifs. — Entreprise louant du matériel roulant sociétés. — Comptabilité. — Rémunérations des commissaires-réviseurs Réceptions et dîners organisés par des sociétés commerciales à l'intention des administrateurs Assurance chef d'entreprise. — Coefficient pour l'application de la «règle des 80 p.c.». — Art. 108, § 2 du C.I.R. Déduction pour enfants en maisons familiales Modification de la fiscalité de l'épargne à long terme Voir : Assurances — Epargne Voir aussi: Frontaliers — Taxe sur la valeur ajoutée Modification du C.I.R. en ce qui concerne les pensions alimentaires Proposition de loi de M. Schiltz Modification du C.I.R. en ce qui concerne les pensions alimentaires Proposition de loi de M. Valkeniers Intérêts hypothécaires Emprunt de refinancement Déduction complémentaire d'intérêts pour les charges issues d'emprunts contractés en vue de la rénovation d'une habitation Logements sociaux Fonds de placement. — Amortissement Réduction du chômage (Rémunérations des employés de maison) Proposition de loi de M. Cooreman		Ι		Q. et R.
Inbel Voir: Institut belge d'information et de documentation (Inbel)				
Incapacité de travail Voir: Art de guérir — Contrats de louage de travail — Pensions (Pensions de réparation) (Secteur public) — Statut social des				
travailleurs indépendants — Travail Incinération Crémation d'une dépouille mortelle après exhumation. — Réglementation				175

90 SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-	1992 — TA	BLE CUM	ULATIVE DES MAT	IERES	
MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
	Nº	Pages	Pages	Pages	
Institut d'hygiène et d'épidémiologie Conflits de compétence entre le ministre national et les ministres régionaux Rôle Politique de l'environnement	351-14 351-14 351-14	8 8, 13	1022		
nstitut géographique national Crédits Cartographie. — Collaboration européenne	351-16	27-28		294	
nstitutions de crédit					
Notitutions publiques de crédit Exécution de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public de crédit Voir aussi: Caisse générale d'épargne et de retraite — Caisse nationale de crédit professionnel — Office central de crédit hypothécaire — Société nationale de crédit à l'industrie	224-1 350-2 425-4	4, 14 51 3-5	858		
nstitut national d'assurance maladie-invalidité					
demboursement d'un emprunt à charge de l'Etat (Emprunt contracté auprès des compagnies d'assurance en matière d'accidents du travail — Loi du 1 ^{et} août 1985 portant des dispositions sociales, article 83) Intervention de l'Etat dans le secteur des soins de santé dontants donnés à des œuvres de bienfaisance. — Bénéficiaires comité du Service de contrôle médical Emploi des langues Commissions d'appel. — Secret professionnel d'oir aussi: Assurance maladie-invalidité	315-2 351-13	4 7		321 343, 474 343, 474	
nstitut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants					
oir: Pensions (Indépendants) — Politique sociale					
nstitut national de statistique onctionnement de l'Institut. — Retards. — Restructuration or aussi: Statistiques	351-15	17, 20, 23-24	926, 927		
nstitut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture (I.R.S.I.A.)					
ugmentation de la subvention à l'Institut venir de l'Institut. — Communautarisation	351-15 351-15	16 17, 19-20,	927, 1034		
oir aussi: Budgets (Affaires économiques)		23, 27			
nstitut royal du Patrimoine artistique					
oir: Politique scientifique					
nstitut royal météorologique					
oir: Politique scientifique					

	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN
MATIERES	Nº	Pages	Pages	Q. et R. Pages
Interpellations (suite) M. Cuyvers (Attitude de la Belgique au cours de la préparation de la directive européenne sur les emballages et les déchets d'emballages) M. Benker (Référendum populaire de la République Sahraouie) M. Benker (Mesures qui s'imposent en vue d'endiguer la traite et l'exploitation des femmes) M. Wan Belle (Avenir des tribunaux militaires) M. Van Belle (Avenir des tribunaux militaires) M. Hatry (Conflit entre la Commission européenne et le Ministre belge des Affaires économiques au sujet de la politiqué amener à l'égard de l'industrie automobile européenne) M. Goovaerts (Etablissement d'un registre des fortunes en Belgique) M. Goovaerts (Etablissement d'un registre des fortunes en Belgique) M. Oan Thillo (Organisation des institutions publiques de crédit et conditions égales de concurrence pour tous les opérateurs économiques sur les marchés financiers: O.C.C.H.) M. Tavernier (droit des conseillers provinciaux de prendre connaissance de documents et d'interpeller) M. Mararens (Nouvelle situation en Israël) M. Van Aperen (Protocole concernant la mise au travail de chômeurs comme saisonniers pour la cueillette des fraises) M. Monfils (Dangers de l'application, au sang humain et à ses dérivés, des principes de libre circulation et directives européennes y afférentes sainsi que mesures à prendre par la Belgique pour éviter tout risque de contamiation) M. Bock (Non-respect, par le Gouvernement, du plan quinquennal de rattrapage des pensions des travailleurs indépendants encore inférieures au revenu minimum garanti aux personnes âgées) M. De Croo (Echec du dialogue intercommunautaire) Demande de M. De Croo de voter sur les motions le jour même où elles ont été déposées M. De Croo (Echec du dialogue intercommunautaire) Demande de M. De Croo de voter sur les motions le jour même où elles ont été déposées M. Verreycken (Dialogue intercommunautaire) Demande de M. De Croo de voter sur les motions le jour même où elles ont été déposées M. Verreycken (Dialogue intercommunautaire) M.	Nº	Pages	1347-1351, 1408-1409 1359-1361 1361-1363 1363-1364 1373-1378 1378-1382 1382-1388 1388-1391 1490 1527-1530 1530-1532 1551-1556 1581-1585 1616-1618 1618-1621, 1627-1629, 1654-1655, 1656-1657 1655 1621-1623, 1627-1629, 1654-1655, 1656-1657 1655 1623-1624, 1627-1629, 1654-1655, 1656-1657 1624-1655, 1656-1657	Pages 946

Sénat sur la justice Accès à la justice

Statistiques judiciaires Création de tribunaux administratifs 914, 915

920, 924

917

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-	1992 — TA	BLE CUM	JLATIVE DES MATIE	RES 95
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Justice (suite) Arriéré judiciaire à Bruxelles Question orale de M. Goovaerts Assassinat du Ministre d'Etat Cools et déclarations récentes prononcées à ce sujet Question orale de M. Foret Problème du vagabondage Question orale de M. Van Belle Lenteurs de l'enquête disciplinaire dont fait l'objet le Procureur du Roi de Nivelles Question orale de M. De Croo Avenir des tribunaux militaires Interpellation de M. Van Belle Déroulement de la procédure dans l'affaire Bauloye (Procédure pénale—A.S.B.L. «Centre Paul Hymans») Question orale de M. Kuijpers Notification par pli judiciaire. — Non-remise des plis. — Aspect budgétaire Emploi des langues en matière judiciaire. — Justification de la connaissance de la deuxième langue nationale. — Examens Indemnités accordées aux membres du pouvoir judiciaire. — Différences suivant les arrondissements Attitude des autorités à l'égard des «évangélistes de la guérison» Juristes en Belgique. — Nombre excessif par rapport aux autres pays européens Droits de greffe Voir: Impôts Voir aussi: Bonnes mœurs — Budgets (Généralités) (Justice) — Code judiciaire — Commerce — Conseil d'Etat — Criminalité et violence — Droit pénal — Droit public — Education physique et sports — Enfance et jeunesse — Environnement — Famille — Langues — Magistrats — Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Justice et Affaires économiques) — Police — Régie des Bâtiments		Tuges	985 1213-1215 1320-1321 1328-1329 1378-1382 1593-1594	103, 201 105, 467 153, 655 872 959
Compétence Mesures de protection à l'égard des malades mentaux Voir aussi: Code judiciaire — Ministres et Ministères (Vice-Premier ministre, Justice et Affaires économiques) K			192	105, 244
Kinésithérapie Critères plus stricts d'agréation des kinésithérapeutes Numerus clausus Voir aussi: Enseignement (Enseignement supérieur) Modification de l'A.R. nº 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie Proposition de loi de M. Diegenant Mesures correctrices en matière de kinésithérapie Question orale de M. Cardoen Mesures d'économie Accord mutualités-kinésithérapeutes Refus du Ministre des Affaires sociales de ratifier la clause modificative de la convention entre les kinésithérapeutes et les mutuelles Interpellation de M. Valkeniers Approbation de la nouvelle nomenclature Voir aussi: Assurance maladie-invalidité — Professions	315-2 351-14 426-1	4 11	703 1018 1030 1244-1246	482

98 SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1	1772 17	IBLE CUM	T DES MATI	EKES						
MATIERES	DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		ANNALES	BULLETII Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages						
Loterie nationale										
Crédit attribué à des fins culturelles. — Destinataires des fonds				128						
Loteries et tombolas										
Lotto. — Frais d'organisation Voir aussi: Loterie nationale				108						
Loyers										
oir: Baux à loyer — Régie des Bâtiments										
М										
Magistrats										
Formation	224-1 351-4	9 16, 27								
et management. — Cours d'informatique Nomination de 22 membres effectifs et 22 membres suppléants du collège de recrutement des magistrats (Article 259bis du Code judiciaire)	331 1	10, 2		562, 655						
Liste des candidats Procédure proposée Vote	354		696-697 697 703-704, 713							
Liste des membres élus par le Sénat Application de la loi sur le recrutement et la formation des magistrats. — Collège de recrutement	351-4	5	1284 910, 911, 917, 920,							
Lémunération Dépolitisation. — Arrêtés d'exécution Lirêt du Conseil d'Etat du 13 novembre 1991 prononçant l'annulation de la nomination du Président du tribunal de première instance	351-4	15-16, 25	921 192, 488, 490-491							
de Bruxelles et conséquences Interpellation de M. Desmedt Extension des cadres			360-364 906, 922							
d'Etat			910, 925	232, 233, 318						
Voir aussi: Code judiciaire — Justice — Ministres et Ministères (Vice-Premier ministre, Justice et Affaires économiques) — Règlement du Sénat				529, 624						
Majorité civile										
xécution de la loi abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile Question orale de M. Erdman			435-436							
Malades mentaux										
oi sur les malades mentaux nternés. — Compétence des Communautés Voir aussi: Droit pénal — Etablissements hospitaliers — Justices de paix — Personnes âgées			921	962						
Maladies professionnelles										
Modification de l'article 66 des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970 (Cumul avec des indemnités octroyées en vertu d'autres règles de sécurité sociale)										
Proposition de loi de MM. Desmedt et Désir Modification des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970	74-1 315-2	63								

1992 — 1 A	BLE CUMU	JLATIVE DES MATII	ERES
DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
Nº	Pages	Pages	Pages
351-12	7, 8		
		1218	
351-3 351-3 351-3 351-11 351-14	3, 6, 10-12 3 6 7, 10 8	166, 1021	189, 383 830
65-1 466-1	*		
			10
351-16	5, 16, 35-36		
351-16	5, 35, 36		
			*
219-1		942	·
	DOCU No 351-12 351-3 351-3 351-13 351-14 65-1 466-1 351-16	DOCUMENTS No Pages 351-12 7, 8 351-3 3, 6, 10-12 351-3 3 351-3 6 351-11 7, 10 351-14 8 65-1 466-1 351-16 5, 16, 35-36 5, 35, 36	DOCUMENTS ANNALES Nº Pages Pages 351-12 7, 8 1218 351-3 3, 6, 10-12 351-3 6 351-13 3 6 351-11 7, 10 166, 1021 65-1 466-1 466-1 35-36 5, 35-36 351-16 5, 35, 36

	1992 — 1 A	BLE CUM	JLATIVE DES MATIEI	RES 101	
MATIERES		MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
	Nº	Pages	Pages	Pages	
Milice (suite) Dispense, exemption, sursis (suite) Dispense pour motif d'ordre moral Sursis en cas d'études universitaires Soins médicaux durant le week-end Attitude de la Commission consultative pour les miliciens concernant le droit d'association des miliciens Lecons de conduite automobile pour les miliciens Miliciens ayant une incapacité permanente d'au moins 3 p.c. — Priorité pour l'accession aux emplois publics Durée du travail des miliciens Obligations militaires des étrangers qui séjournent longtemps en Belgique Services aux communes prestés par des miliciens. — Prix et démarches administratives Voir aussis: Allocations familiales — Armée — Communes (Personnel) — Comptabilité de l'Etat — Fonction publique — Minimum vital — Ministres et Ministres (Defense nationale) — Pensions (Généralités) (Pensions de réparation) (Secteur public) — Police Mineurs d'âge Voir: Art de guérir — Code civil — Droit pénal — Droits de succession — Enfance et jeunesse — Procédure pénale Minimum vital Modification de l'article 18 de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence (C.P.A.S. — Remboursement des indemnités par l'Etat — Art. 143 de l'A.R. du 20 décembre 1963) Proposition de loi de MM. Désir et Desmedt Modification de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence (Indemnité de milice) Proposition de loi de M.D. e Roo Modification de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, ainsi que de l'article 100bis, § 19-7, de la loi du 8 juiller 1976 organique des C.P.A.S. (Recouvrement à charge des débiteurs d'aliments) Proposition de loi de MM. Laverge et Monset Rapport de M. Swinnen Discussion et rejet Evolution du nombre de bénéficiaires du minimex Meilleure information des ayants droit Financement Intervention de l'Etat au profit des finances communales. — Compétence régionale Etrangers. — Réfugiés Polotatique Modification de loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et de l'A.R. du 17 jan	72-1 110-1 153-1 153-2 315-2 351-14 315-5 350-2 351-3 351-14 351-14	66, 70 4 11 71-72, 105 7 4 4-5 4-5, 10	1556-1563, 1580, 1646- 1647, 1651 176, 1024 850	602, 751 1016, 1064 86 87 255, 943 514, 516, 584, 765 565, 632 746, 749, 883, 91 817	

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1	1992 — 1 A	BLE COM	DLATIVE DES MATIER	RES 103
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Ministres et Ministères (suite) Coopération au Développement (Secrétaire d'Etat) Administration générale de la coopération au développement (A.G.C.D.) Restructuration Répartition de l'aide par forme de coopération Equilibre linguistique Octroi du statut de fonctionnaire aux coopérants Convention de 1987 entre l'A.G.C.D. et la Société belge d'investissement international Reconnaissance des programmes des O.N.G. — Retard Restructuration. — Aide au Zaïre. — Création d'un fonds pour la démocratisation. — Projets d'initiative universitaire. — Office national du Ducroire Coopérants belges en Israël Voir aussi: Coopération au développement Consommation de papier dans les ministères. — Remplacement par du papier recyclé. — Collecte sélective Cabinets. — Organisation et composition Informatisation du département	351-8 351-8 351-8	6, 7, 8, 14, 36-37 11-14, 36 43-44	931, 932 932, 937-938 932 932	89 89 140 400
Défense nationale Consommation de papier dans les ministères. — Remplacement par du papier recyclé. — Collecte sélective Restaurants pour le personnel. — Accès. — Coût Cabinets. — Organisation et composition Informatisation du département Voir aussi: Milice Emploi et Travail, chargé de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes Consommation de papier dans les ministères. — Remplacement par du papier recyclé. — Collecte sélective Hébergement des services du ministre				375, 494 415, 495 584 680
Hébergement des services du ministre Restaurants pour le personnel. — Accès. — Coût Cabinets. — Organisation et composition Informatisation du département Voir aussi: Environnement Finances Administration des Douanes et Accises Suppression des bureaux de douanes au 31 décembre 1992 Reclassement du personnel de la douane Avenir des bureaux de douanes. — Bureau d'Abele-Callicanes Mesures d'accompagnement social pour le secteur des agences en douane Mesures prévues pour les agents et réglementation européenne transitoire en matière de T.V.A. Réduction des points frontières entre la France et la Belgique Conséquences de la suppression pour les agences en douane Abolition des frontières fiscales. — Adaptation des taux de T.V.A. — Modification de la législation accisienne. — Temps d'arrêt aux frontières suite aux actions du person- nel des douanes et de l'expédition Reconnaissance des agences en douane comme secteur en difficulté Avenir du bureau d'Adinkerke-Ghyvelde Prépensions. — Répartition régionale Entreprises d'expédition. — Reconversion du personnel Fermeture éventuelle du bureau de Maaseik Sort des agents en douane indépendants après le 3 janvier 1993 Question orale de M. Suykerbuyk Fermeture imminente d'agences douanières Question orale de M. Suykerbuyk Conséquences sociales de la fermeture des agences en douane le 31 décembre 1992 Question orale de M. Snappe Contrôle frontalier des transports de déchets	350-2 351-3 351-16	64, 79 5, 10 5	976 429-430 431-432 987-988 1025	396 443, 769 564, 719 674 23 51, 218 69 100, 126 110, 125, 769 166 217 319 432 771 919

	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN	
MATIERES	Nº	Pages	Pages	Q. et R. Pages	
Ministres et Ministères (suite)			inigit.		
lice-Premier Ministre, Justice et Affaires économiques				1	
Création d'un Service de politique criminelle	224-1	9			
,	351-4 351-5	26 8			
nformatisation (Justice)	351-4	5, 7, 16	906		
Centre pour l'informatique ogement de l'administration centrale (Justice)	351-4 351-4	5, 7, 8			
ructure et fonctionnement du département des Affaires économi-			025 026 027		
ques. — Restructuration (Réformes institutionnelles)	351-15	8-11, 18, 19, 20, 24	925-926, 927		
Informatisation	351-15	9, 16		5	
ébergement du département des Affaires économiques ervice de la compétitivité économique	351-15 351-15	17, 20-21 18, 19, 22			
fanque d'intérêt du Vice-Premier Ministre pour le nouveau départe- ment, celui des Affaires économiques, qu'il est amené à gérer en					
dehors de ses autres fonctions, et dont témoigne son absence					
répétée aux séances de commissions Interpellation de M. Hatry			487-491, 530, 531-532		
ffice des étrangers. — Délais d'attente			915		
reffes et parquets Recrutement. — Agents contractuels				122	
Nouvelle épreuve pour les candidats-employés. — Engagement de lauréats des examens antérieurs				341, 616	
Examen de rédacteur 1991				532	
Parquets de police. — Transfert du personnel de cantons flamands vers Bruxelles				789	
Greffes des justices de paix. — Réactualisation des cadres du					
personnel ervices qui assistent le pouvoir judiciaire. — Mesures en vue de la				790	
promotion de l'égalité de chances entre hommes et femmes. — Rapport analytique				231, 645, 704, 705	
consommation de papier dans les ministères. — Remplacement par du papier recyclé. — Collecte sélective estaurants pour le personnel. — Accès. — Coût abinets. — Organisation et composition aformatisation du département			3	317 409, 466, 871 560, 614 645	
sage par le Ministre du droit d'injonction positive. — Accrochages à la grand-place de Bruxelles à l'occasion de la commémoration de la bataille des Eperons d'or, le 11 juillet 1992 oir aussi: Avocats — Etrangers				898	
Moniteur belge					
oir: Politique scientifique					
Monnaie					
Modification de la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire (Emploi des langues sur pièces et billets) Proposition de loi de M. Loones olitique monétaire. — Liaison du franc belge au D.M.	163-1 224-1	1	118, 1038, 1418		
	350-2	4, 5, 24, 40, 42,			
	251 6	45-46, 60			
oir aussi: Banque nationale de Belgique	351-6	21		(A)	
Ionuments et sites					
oir: Patrimoine — Urbanisme et aménagement du territoire			,		
Notions et motions d'ordre					
Ame Nélis (Problème engendré par le surnombre de questions orales et temps limité réservé à ces questions par l'article 33bis du Règlement du Sénat)			266		

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-	1992 — TA	BLE CUM	ULATIVE DES MATIE	RES 107	
MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
	Nº	Pages	Pages	Pages	
Motions et motions d'ordre (suite) M. Arts (Discussion en séance plénière du rapport de la commission d'enquête « Glaive » après la dissolution du Sénat précédent [Question de procédure]) Sur le fait que le Sénat n'est pas en nombre lors de votes sur des motions pures et simples en conclusion d'interpellation M. De Croo (Prie d'excuser son absence au débat sur le budget des Voies et Moyens et sur le budget général des Dépenses 1992 [Crédits: Affaires étrangères]. — Accueil de M. Klepsch, Président du Parlement européen) M. Valkeniers (Convocation de la commission de la Défense nationale) Vote sur une motion le jour même où elle a été déposée. — Règlement du Sénat Motion pure et simple versus motion de confiance Musées Ouverture au musée de l'armée d'une salle consacrée à la résistance et à la déportation Question orale de M. Bock Possibilités d'extension des bâtiments du Musée d'art moderne à Bruxelles (Région de Bruxelles-Capitale) Question orale de M. de Donnéa à Bruxelles. — Musée d'art moderne et musée d'art ancien Voir aussi: Comptabilité de l'Etat — Politique scientifique — Vente d'immeubles Musique Voir: Droits d'auteur Mutualités Voir: Assurance maladie-invalidité — Politique sociale N Nationalité Modification des articles 8, 9 et 22 du Code de la nationalité belge		1		Q. et R.	
(Personnel des F.B.A. — Disposition transitoire relative au délai de 5 ans) Proposition de loi de M. Hatry Modification du Code de la nationalité belge Proposition de loi de M. Vandenhaute Voir aussi: Armée — Etablissements pénitentiaires — Société nationale de crédit à l'industrie — Union de l'Europe occidentale Naturalisations	8-1 484-1				
Feuilletons nos 1 à 35 Rapport Prise en considération Examen approfondi des demandes de naturalisation en commission. — Remarques de M. Verreycken Scrutins	142-1 142-2		67-68, 83-109 67-68 73-74		
Feuilletons nos 1 à 26 Rapport Prise en considération Scrutins	242-1 242-2		274, 278-279, 301-321, 560-561 296		

108 SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1		MENTS	ANNALES	BULLETIN	
MATIERES				Q. et R.	
	Nº	Pages	Pages	Pages	
aturalisations (suite) uilletons nos 1 à 23 Rapport Prise en considération Scrutins scélération de la procédure atistiques relatives au nombre de naturalisations accordées avigation avigation avigation intérieure Modification de l'A.R. du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles Proposition de loi de Mme Maes Politique Proposition de ne plus subsidier le déchirage de bâteaux, mais de les mettre à la disposition du tiers monde curité de la navigation Interpellation de M. Desutter Elivrance des plaques pour bateaux par les services des communications (Navigation de plaisance) Question orale de M. Van Hooland vir aussi: Education physique et sports — Marine — Marine mar-	373-1 373-2 201-1 351-16	4, 11, 16, 36-37	1220-1221, 1248-1264 1227 68 993, 994 935 1275-1276 1400	460, 531	
chande — Régie des Transports maritimes — Taxe sur la valeur ajoutée ms et prénoms orisation du port du nom d'un des conjoints après divorce Proposition de loi de M. Désir civil. — Application de la loi relative aux noms et prénoms tariat dification des articles 919, 920 et 941 du Code judiciaire (Procédure de l'enquête) Proposition de loi de M. Cerexhe dification de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat (Réduction des hypothèses d'actes notariés où la présence de témoins est obligatoire et unification des conditions requises pour être témoin à pareil acte) Proposition de loi de M. Cerexhe mination des notaires. — Avis du procureur du Roi. — Activités politiques	143-1 325-1 326-1			106, 163 307, 530	
O pjecteurs de conscience rogation des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 Proposition de loi de M. Vermeiren romonisation et réduction de la durée du service civil des objecteurs de conscience et abrogation de la contribution des organismes de droit privé auprès desquels sont affectés des objecteurs de	379-1				
conscience Proposition de loi de Mme Nélis et de M. Tavernier pports semestriels sur l'application des lois portant le statut des objecteurs de conscience duction de la durée du service	472-1		66, 337 875, 878, 881		

	DOCUMENTS ANN		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMEN		ANNALES	BULLETIN
MATIERES	Nº	Pages	Pages	Q. et R. Pages																												
Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés Financement du Fonds d'équipements et de services collectifs Question orale de Mme Delcourt-Pêtre Voir aussi: Famille			1595																													
Office national de l'emploi Modification de la réglementation en matière d'avances consenties en décembre par l'Onem aux organismes de paiement Emprunt de l'Office (Transfert de l'Office national des vacances annuelles) Déficit de l'Onem Projets de fusion de bureaux régionaux de l'Onem et critères appliqués à cet effet Question orale de Mme Van der Wildt Voir aussi: Cotisation de solidarité Office national des débouchés agricoles et horticoles (O.N.D.A.H.) Association des Régions à la gestion de l'Office. — Bruxelles Promotion du poisson Rôle et fonctionnement de l'Office. — Structures	315-2 351-12 351-10 351-10 351-10	60 8, 9 12, 20, 22 31 39-58	134, 156-157 1592-1593																													
Office national de sécurité sociale Subvention octroyée par l'Etat Retards de paiement des employeurs wallons Publication tardive du rapport annuel Voir aussi: Sécurité sociale — Travail Office national des pensions pour travailleurs salariés Emplois pour les vacances	351-13	7-8		342, 436 481 811																												
Pensions accordées par la Belgique aux étrangers. — Preuve que les personnes sont encore en vie Voir aussi: Pensions (Travailleurs et assurés libres) Office national des vacances annuelles Voir: Office national de l'emploi				928																												
Office national du Ducroire Evolution des risques à assurer Rôle dans la coopération au développement Collaboration avec l'Office belge du Commerce extérieur Voir aussi: Ministres et Ministères (Coopération au Développement - Secrétaire d'Etat)	262-2 351-8	5, 17 39		927																												
Office national du lait Association des Régions à la gestion de l'Office. — Bruxelles Mesures financières Confusion éventuelle d'intérêts lors de la présentation de fonctionnaires contrôleurs Voir aussi: Impôts	351-10 425-2 425-4	12, 20, 22 6 1-2		723																												

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-	1992 — TA	BLE CUM	JLATIVE DES MATIER	RES 111
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Ombudsman Création de l'institution de médiateur du Royaume Proposition de loi de MM. Hasquin et De Croo Création d'un poste de médiateur pour les services publics Voir aussi: Entreprises — Pensions (Généralités) — Télégraphes et Téléphones	29-1 224-1 351-5 224-1	15 21 15	161, 196	
Ordre des travaux Ordre des travaux Accord gouvernemental (Discussion). — Répartition du temps de parole en séance plénière Questions orales. — Protestation contre l'absence en séance plénière de Ministres concernés. — Suspension de séance Réunions simultanées de commissions, de Conseils et du dialogue de Communauté à Communauté Discussion en séance plénière des projets de loi contenant le Budget des Voies et Moyens et le Budget général des Dépenses 1992. — Réponses des Ministres Examen en commission du Sénat d'un projet, déposé à la Chambre des Représentants, avant son adoption par la Chambre (Projet de loi portant des dispositions fiscales et financières) Demande de M. De Croo d'éviter de développer des interpellations tard dans la soirée Demande d'une interruption de séance Voir aussi: Budgets (Voies et Moyens) (Budget général des Dépenses) — Commissions du Sénat — Règlement du Sénat Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.)			118-119, 843 212 466-467 468-469 832-833, 865, 866, 867, 868 1219-1220 1223, 1244 1449	4
Organisation des Nations Unies				
Politique. — Sécurité collective	224-1 351-6	16, 17 3, 11, 16	132, 169, 204	
Voir aussi: Affaires étrangères Participation de la Belgique au Conseil de sécurité. — Présidence belge	351-6	3, 27- 28, 36	898, 899, 902	
Contribution belge aux actions de l'O.N.U. Droits d'ingérence des Nations Unies Voir aussi: Affaires étrangères — Coopération au développement — Droit des gens — Environnement — Industrie — Pensions (Pensions de réparation) — Résolutions — Unesco Organisation du Traité de l'Atlantique Nord		20, 30	891 899	
Politique à l'égard de l'O.T.A.N. — Avenir de l'O.T.A.N.	224-1 351-6	17 3, 16, 17	129, 131-132, 169, 869, 870, 871, 872,	
Voir aussi: Affaires étrangères Organisation internationale du travail Voir: Résolutions — Travail	351-9	3, 9, 10,	873, 877, 878, 879, 880, 881, 890, 892, 895, 896, 897	

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-	1992 — 1 A	BLE COM	OLATIVE DES MATIE	KES III
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Partis politiques (suite) Montée de l'extrême droite Particratie Voir aussi: Elections — Fonction publique — Pensions (Généralités) — Police			146, 197-198 154	
Passages d'eau Voir: Comptabilité de l'Etat				
Passeports et visas Voir: Affaires étrangères				
Certaines mesures fiscales visant à protéger le patrimoine culturel (C.I.R. — R.C. immunisé — Déductibilité des dépenses d'entretien ou de restauration — Déductibilité des libéralités faites à un établissement d'utilité publique (Code des droits de succession: Legs fait à un établissement d'utilité publique — Exemption) (Code des droits d'enregistrement: Transmission faite à un établissement d'utilité publique — Exemption) Proposition de loi de M. de Seny Gestion du patrimoine Voir: Affaires étrangères — Finances — Finances provinciales et communales — Régie des Bâtiments Pays de l'Est Voir: Affaires étrangères — Budgets (Coopération au Développement) — Commerce extérieur — Travail Pêche Pêche maritime Contrôle. — Crédit pour l'acquisition d'un bâtiment de patrouille. — Bâteaux néerlandais Rapport de la Commission C.E. Contrôles arbitraires. — Contrôle européen Enseignement Construction navale Quotas de pêche et capacité de la flotte Recrutement de jeunes Sécurité des équipages. — Crédit pour l'achat de gilets de sauvetage Aide à la modernisation des bâteaux et à la réduction de la consommation Fonds des mousses Système des autorisations de pêche Rénovation du secteur de la pêche. — Lettre ouverte du président de l'enseignement de la pêche du secteur flamand Dommages causés par les pipe-lines sous-marins Empêchement de pêcheurs belges dans le golfe de Gascogne. — Dédommagements Voir aussi: Communautés européennes Tilère clandestine d'acheminement de poisson des Pays-Bas vers la Belgique Question orale de M. Maertens Voir aussi: Office national des débouchés agricoles et horticoles	351-10 351-10 351-10 351-10	18-19, 21, 32-33	954-955 941, 943, 955 941, 949, 955 941 941, 949 949 949 949	291 493 46 937 958

	DOCU	MENTS *	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
MATIERES	Nº	Pages	Pages	Pages
Pensions (suite)				
Généralités (suite)				
Contrôle des activités professionnelles autorisées. — Obligation des				
employeurs de déclarer toute occupation d'un travailleur salarié pensionné	351-12	4	688, 720, 723, 733	394
Pensions de veuves Voir aussi: Pensions (Indépendants) (Secteur public) (Travail-				715
leurs et assurés libres) Problématique de la fin de la carrière	351-12	4, 7		
Flexibilité de l'âge de la retraite. — Notion de «libre choix ». —	331-12	7, /		
Femmes bénéficiaires d'allocations de chômage et prépen- sionnées				344
Equilibre financier et avenir des régimes de pension. — Démographie. — Réforme			711, 731, 732, 733,	
	İ		734, 1014-1015, 1030, 1032	
Pension complémentaire, assurance-groupe et fonds de pensions	l		863	
Nombre d'ayants droit par catégorie et par région Traitement administratif des dossiers de pension. — Carrière mixte				75 130
Mauvaise organisation du paiement des pensions Pension de survie. — Conditions générales. — Enfants à charge	3			172
effectuant le service militaire ou un service d'objecteur de conscience				174
Epargne pension et pensions extra-légales				att once one or
Coût pour les pouvoirs publics Avenir				469, 484 808
Voir aussi: Epargne Paiement des pensions et du revenu garanti aux personnes âgées. —				
Organismes financiers ayant souscrit une convention avec l'Office national des pensions				484
Retraités belges vivant hors de la Belgique				623
Voir aussi: Accidents du travail — Budgets (Pensions) — Epargne — Etablissements hospitaliers — Impôts sur les revenus —				
Incivisme — Ministres et Ministères (Pensions) — Pensions (Secteur public) — Sécurité sociale — Sécurité sociale				
le d'outre-mer				
Indépendants				
Adaptation des pensions des travailleurs indépendants à l'évolution du bien-être général				
Proposition de loi de M. Hatry Octroi aux travailleurs indépendants d'une pension de retraite et de	11-1			
survie au moins égale au montant annuel du revenu garanti aux personnes âgées				
Proposition de loi de MM. Bock et de Donnéa	53-1			
Rapport de Mme Cornet d'Elzius Discussion et rejet	53-2		1369-1372, 1407-1408	
Autorisation du cumul des revenus professionnels autorisés et d'une pension de survie			131, 171	
Proposition de loi de M. Geens Plan de rattrapage de la pension minimum sur le revenu garanti aux	278-1		101, 1/1	
personnes âgées (Plan quinquennal)	315-2	9-10	131, 156, 679, 777,	
	315-4	2, 3, 5, 6, 7, 8, 10,	778, 779, 780, 781, 783, 943, 950, 952,	
	350-2	12, 14 26, 37, 51,	954, 955, 1441	
	2302	106-107,		
	351-10	110, 115 6-7, 14		
	351-11 351-22	2, 5, 8 1-2		
Politique. — Equilibre financier du régime	315-2 315-4	41, 42 3, 5, 7,		
Subvention de l'Etat au régime (I N A C T I)	SACREMAN IN	10, 11		
Subvention de l'Etat au régime (I.N.A.S.T.I.) Contrôle des activités professionnelles autorisées	315-4 315-4	1-2 2-3, 13, 15	778	
Voir aussi: Pensions (Généralités)	315-5	9		
Non-repect, par le Gouvernement, du plan quinquennal de rattrapage des pensions des travailleurs indépendants encore inférieures au				
revenu minimum garanti aux personnes âgées Interpellation de M. Bock			1414 1419	
interpenation de 141. DOCK		ĺ	1616-1618	
		•	-	

MATHERES	DOCL	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R. Pages
MATIERES	Nº	Pages	Pages	
Pensions (suite)				
ndépendants (suite)				
ossibilité de gains accessoires. — Discrimination à l'égard des indé-				011
pendants ensionnés actifs. — Nombres				811 994
Voir aussi: Budgets (Pensions) — Impôts sur les revenus — Politique sociale				
ensions de réparation				
Modification de l'article 1er, alinéa 6, des lois sur les pensions de				
réparation, coordonnées le 5 octobre 1948 (Opérations militaires sous auspices internationales ou supranationales — O.N.U. —				1
Office de sécurité sociale d'outre-mer)	238-1			
Proposition de loi de M. de Donnéa) Modification des lois sur les pensions de réparation, coordonnées le	256-1			
5 octobre 1948, en ce qui concerne la réparation due aux parents perdant un fils ou une fille en service actif à l'armée				
Proposition de loi de MM. Cardoen et Leclercq	247-1			
uppression de l'interdiction du cumul entre une pension de réparation et une indemnisation accordée par une organisation internationa-				
le. — Militaires qui ont contracté une invalidité dans l'exercice d'une mission de l'O.N.U.	315-5	5, 15-17		
nciens combattants de la Seconde Guerre mondiale. — Calcul de la	0.00	", "		41
pension cumul d'allocations pour incapacité de travail et d'une pension de				41
réparation				154, 155, 172, 177, 211, 251
ubvention à l'A.s.b.l. «Fonds social des forces belges en Grande-				1062
Bretagne » **Coir aussi: Pensions (Généralités) (Secteur public) — Victimes de la guerre				1062
ecteur public				
Modification au tableau annexé à l'article 8 de la loi du 21 juillet				
1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques (Personnel de la Régie des Postes — Mise en disponibilité pour convenance person-				
nelle — Centres de tri X)	400.4			
Proposition de loi de M. Valkeniers fodification de la loi du 8 décembre 1976 réglant la pension de	128-1			
certains mandataires et celle de leurs ayants droit (Cas où la période au cours de laquelle le mandat a été exercé, est inférieure				
à 60 mois)				1
Proposition de loi de M. Vermeiren ersonnel communal	149-1 224-1	12		
fodification de la loi du 9 mars 1953 réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires et accordant la gratuité des soins				
médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps				
de paix (Taux d'invalidité) Proposition de loi de MM. Cardoen et Leclercq	259-1			
xécution de l'accord de programmation sociale. — Montants minimums garantis. — Cas d'inaptitude physique	315-5	1-4, 5, 13		
ersonnel de l'enseignement communautaire. — Modification de l'ar-	313-3	1-4, 3, 13		i
ticle 159 de la loi-programme du 30 décembre 1988. — Rijksmid- denscholen	315-5	4-5, 13-15		
ravail autorisé et pénalisation du travail complémentaire Voir aussi: Pensions (Généralités)	315-5	6, 8, 9		
éréquation	315-5	7, 8		İ
	350-2	105, 109, 110, 111,		
ugmentation du pécule de vacances	350-2	113-114 105-106		
ssouplissement des règles de cumul des pensions de retraite et de				
survie gents des Communautés et des Régions	350-2 350-2	105-106 109, 110		
ictimes de la guerre	350-2	110, 115		
onctionnaires de la R.T.T., de La Poste, de la R.V.A. et de la S.N.C.B. — Avenir	351-16	7, 44		

MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
MATIERES	Nº	Pages	Pages	Pages
Pensions (suite) Secteur public (suite)				
Modification de l'article 2, § 1er, alinéas 1er et 3 de la loi du 16 juin 1970 relative aux bonifications pour diplômes en matière de pensions des membres de l'enseignement Proposition de loi de M. L. Martens Equilibre financier Paiement tardif des pensions dans l'enseignement Services publics. — Mise à la retraite prématurément pour cause d'inaptitude physique. — Travail autorisé Visa de la Cour des comptes. — Délais d'attente Conjoint séparé Personnel enseignant porteur de diplômes spéciaux. — Prise en compte du supplément de traitement pour le calcul de la pension Voir aussi: Allocations familiales — Budgets (Pensions) — Code judiciaire — Enseignement (Personnel) — Pensions (Pensions de réparation) — Politique sociale — Postes (Personnel) — Société nationale des chemins de fer belges (Personnel) — Télégraphes et Téléphones (Personnel)	362-1		735	39 129 439, 1060 810 850
Travailleurs et assurés libres Assouplissement des modalités de l'octroi d'une pension de retraite aux travailleurs salariés et suppression de l'intervention administrative des communes en la matière Proposition de loi de MM. Valkeniers et Capoen Complément à l'article 26, § 2, de l'A.R. du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés (Chômeurs âgés qui acceptent du travail contre une rémunération inférieure à celle qu'ils percevaient précé-	95-1		1	
demment) Proposition de loi de M. Dierickx et de Mme Nélis Autorisation du cumul des revenus professionnels autorisés et d'une pension de survie Proposition de loi de M. Geens Mesures en vue de rétablir l'équilibre financier du régime Amélioration du rendement des régimes de capitalisation Réévaluation des biens immobiliers dans le régime de capitalisa- tion de l'Office national des pensions Travail autorisé. — Contrôle	278-1 315-2 315-2 315-2 315-2 315-4	41-45 42, 43 42, 44 42, 43 13	131, 171	
Voir aussi: Pensions (Généralités) Augmentation de la cotisation pour les pensions extralégales constituées par les employeurs au profit de leur personnel Intervention insuffisante de l'Etat dans le régime Montant des cotisations patronales et personnelles et participation de l'Etat. — Prévisions pour l'an 2040 Voir aussi: Budgets (Pensions) — Femmes — Impôts sur les revenus — Office national des pensions pour travailleurs salariés — Pensions (Généralités) — Politique sociale — Travail	315-5	42, 43-44	681, 688, 724-725, 732, 733, 734 723	40
Permis de conduire				
Voir: Inspection automobile et permis de conduire				
Personnel de l'Etat Voir: Fonction publique				s.
Personnel infirmier Revendications du personnel des établissements de soins Voir aussi: Etablissements hospitaliers — Personnes âgées Travail à temps partiel Voir: Chômage Voir aussi: Aide médicale urgente — Chômage — Etablissements hospitaliers	351-13	8, 9, 11, 13	689-690, 857, 1018, 1019	

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1992 — TABLE CUMULATIVE DES MATIERES 11				RES 119
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Police (suite)				
Recrutement de Belges d'origine étrangère Simplification du travail à caractère administratif dans la mission	351-5	5-6		
judiciaire Tâches demandées par les huissiers de justice Exécution des jugements. — Assistance des corps de police	351-5 351-5	10-11 11		
communale Problème que posent les dancings géants Indemnité d'habillement des polices rurales de la province du Brabant	351-5 351-5	11-12 14	974, 981	266, 441
Gammerages Fonction de police Projet de loi*	364-1			233, 311
Rapport de M. Quintelier Amendements de MM. de Donnéa et Vandenhaute Amendements de M. Verreycken	364-2 364-3 364-4			
Amendement subsidiaire de MM. de Donnéa et Vandenhaute Discussion et vote	364-5		1496-1527, 1643-1645, 1648-1649	
Insertion d'un article 53bis dans la loi sur la fonction de police (Suppression de la discrimination, du point de vue de la responsabilité civile et de l'assistance judiciaire entre agents de l'Etat) Proposition de loi de M. de Donnéa	455-1		1010 1019	
Complément à l'article 216 de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne les activités politiques de la police communale Proposition de loi de MM. Cardoen et Flagothier	489-1		798	
Statut de la police communale. — Statut syndical. — Droit de grève Restructuration et modernisation des polices communales Crédits pour l'informatisation Collaboration entre services de police. — Police zonale			973, 975, 979-980 973 980	
Formation des membres de la police communale Centres d'instruction Charge financière des communes qui payent les traitements du personnel en formation			973, 978 973 973	
Ecole de police de Bruxelles (Province de Brabant). — Statut bilingue Candidats admis dans les écoles de police. — Dispense du service			975, 982	
militaire pour les policiers communaux Création d'un «corps national de police» Collaboration entre la police communale et la gendarmerie. — Coor-			974-975	77
dination Sur la suppression éventuelle de la police communale, et sur la possibilité d'une fusion entre la police communale et la gendar-			975, 979	y
merie Subsides. — Engagement d'agents de police auxiliaires par les communes			979-980 982	
Accession au grade de commissaire Refus de porter les armes pour des motifs religieux) o _	79
R.G.P.T. — Examen médical obligatoire pour les agents de police Exécution de missions administratives pour le parquet dans l'arrondis-				82 83
sement judiciaire de Bruxelles Connaissance des modifications dans la législation. — Equipement permettant de constater les délits environnementaux				189, 697 268, 625
Police communale. — Nombre de policiers effectivement engagés par rapport au cadre prévu				310, 442
Police communale. — Promotion au grade d'inspecteur principal de première classe. — Obligation d'appel public aux candidats Troubles où sont impliqués des immigrés. — Intervention				394 461, 718
Sécurité urbaine. — Nombre de policiers dans les grandes villes. — Prestations nocturnes Allocation de foyer ou de résidence. — Notion de traitement				513, 628 646, 719
Aide policière aux victimes de délits. — Information quant à la suite donnée à leur plainte Statut pécuniaire et échelles de traitements. — Différences Collaboration avec les Pays-Bas				670 693, 765 693, 813
Services de police à la côte. — Lutte contre la criminalité en haute saison				694, 814
Police communale. — Carte de légitimation. — Commissaires de brigade Procédure accélérée en matière pénale. — Répercussions sur le fonc-				749, 928
tionnement des services de police Agents auxiliaires. — Candidature d'aspirant agent de police. —				831, 833, 913, 987
Limite d'âge				833, 884

MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
MATIERES	Nº	Pages	Pages	Pages	
Politique scientifique (suite)					
Augmentation des subsides. — Statut du chercheur Voir aussi: Affaires étrangères — Agriculture — Animaux et protection des animaux — Brevets — Budgets (Défense nationale) (Premier Ministre) — Impôts sur les revenus — Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture (I.R.S.I.A.) — Mer — Ministres et Ministères (Généralités) (Politique scientifique)				538	
Politique sociale					
Garantie pour une société plus solidaire. — Solidarité sociale	224-1	12-13	117, 131, 139, 144, 146, 147, 153, 159, 175, 176, 190, 194, 198, 202, 208, 210,		
Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. — Crédits	224-1 351-13 351-14 351-19	12-13 2, 5 10 3	710, 711, 721 117, 138, 139, 146, 151, 176, 195, 202, 203, 377, 711, 723, 733, 854, 1022, 1023, 1024		
Politique	224-1 351-3	19 7	137, 139, 151, 152, 854		
Dispositions sociales et diverses (Affaires sociales des salariés — A.M.I. — Remboursement d'un emprunt — Officines pharmaceutiques — Modification de la loi sur les hôpitaux — Mutualités et unions nationales de mutualités — Prestations familiales — Commission de contrôle de la surconsommation médicale) (Pensions) (Statut social des indépendants — I.N.A.S.T.I.) (Emploi et Travail: Chômage temporaire — Cotisation capitative à charge des employeurs occupant des travailleurs à temps partiel involontaire — Maladies professionnelles — Fraude sociale) (Dispositions diverses: Défense nationale; rénovation domaniale — Radiations ionisantes — R.T.T. — Emprunts de consolidation des communes fusionnées — Risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles — Augmentation des amendes pénales — Support financier de l'action de la police communale — Tarification des honoraires des experts; Code judiciaire; allocations aux handicapés — Traitements des ministres des cultes) Projet de loi Rapport (Commission Affaires sociales) de M. Stroobant Rapport (Commission Santé publique et Environnement) de Mme Creyf Rapport (Commission Agriculture et Classes moyennes) de M. Beerden Rapport (Commission Infrastructure) de M. Quintelier Rapport (Commission Infrastructure) de M. Quintelier Rapport (Commission Infrastructure) de M. Quintelier Rapport (Commission Justice) de Mme Maximus Texte adopté par les Commissions Amendements de M. Anthuenis Amendements de M. Desmedt Amendements de M. Desmedt Amendements de M. Desmedt Amendements de M. Desmedt Amendements de M. Desmedt Amendements de M. Desmedt Amendements de M. Ophondt et de Mme Herzet Amendements de M. Ophondt et de Mme Herzet Amendements de M. Valkeniers et consorts Discussion générale Section: Santé publique Discussion des articles Section: Santé publique Discussion des articles Section: Finances Discussion des articles Section: Finances Discussion des articles	315-1 315-2 315-3 315-4 315-5 315-6 315-7 315-8 315-10 315-11 315-12 315-13 315-14 315-15 315-16 315-17 315-18 315-19 315-20		677-691 707-713, 718-735 735-763 769-776 776-777 777-784 784-788 788 788 788-796		

MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
MATIERES	Nº	Pages	Pages	Pages	
Politique sociale (suite)					
Dispositions sociales et diverses (suite) Discussion générale (suite) Section: Défense nationale Discussion des articles Section: Intérieur Discussion des articles Section: R.T.T. Discussion des articles Section: Justice Discussion des articles Votes réservés Vote ntégration sociale	351-14	4-5, 10-11	797 797 797-800 800-802 802-803 803 803-805 805-806 807-822 822-825		
Voir aussi: Communautés européennes — Gouvernement (Accord gouvernemental) — Justice — Réfugiés — Sécurité sociale			146, 176, 195-196, 202		
Pollution de l'air					
outte contre les émissions d'hydrocarbures follution invironnement. — Obligations imposées aux producteurs d'automo- biles. — Normes C.E. Voir aussi: Environnement — Gendarmerie — Hygiène et santé	351-14	3	1021	946	
Pollution des eaux					
rotection des utilisateurs d'appareils épurant l'eau potable par osmose inverse Proposition de loi de MM. Cuyvers et Meesters Itilisation d'atrasine dans l'agriculture olitique des eaux de surface et de la Mer du Nord. — Conférence sur la Mer du Nord Pollution de la mer du Nord au cours de forages pétroliers et gaziers et de la mise en place de canalisations Iormes de déversement des eaux usées véversements de mazout en mer. — Contrôle et sanctions infligées aux pollueurs Voir aussi: Agriculture — Droit pénal — Eau — Environnement	296-1 351-10 351-14 351-14 351-14	11 2, 3, 8, 9 3 8		113, 178, 838, 889 112, 296	
Modification de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité, et modification de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, en vue d'imposer l'inscription aux registres de la population des personnes n'ayant pas de résidence en Belgique Proposition de loi de Mme Cahay-André don-inscription aux registres de la population des occupants de maisonnettes de week-end Question orale de M. Suykerbuyk dombre et qualité de Belges ayant élu domicile en France doir aussi: Affaires étrangères — Budgets (Affaires économiques) — Etrangers — Sondages d'opinion	221-1		432-433	81 767, 844	
orts 'oir: Mer					
×					

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1	992 — TA	BLE CUMU	JLATIVE DES MATIEI	RES 123
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Postes				
Augmentation des tarifs Question orale de M. Cardoen	262-2	7	268-269	
Contrat de gestion de La Poste	351-16	2, 3, 6, 19, 20, 23, 25, 44	838, 997-998, 999,	
Problèmes de distribution du courrier	351-16	3, 6, 9, 40-41		
dans la région de Louvain dans la région de Zaventem				37 98-240
Politique de La Poste Distribution des journaux	351-16 351-16	6-7 6-7, 9, 12, 41	996, 997, 1007, 1010	
Problématique	351-16	9-10	838, 995, 996, 1010	
Centres de tri Anvers X et Charleroi X. — Marché public. — Recours au Conseil d'Etat Privatisation	351-16	18, 24, 55	996 200	
Suppression des haltes postales Question orale de Mme Nélis Déficit des activités financières de La Poste			425-426	
Interpellation de M. de Donnéa Situation à La Poste (Qualité du service-Enquête de <i>Test-Achats</i>)			449-452, 469-471	
Interpellation de M. Bartholomeeussen Nouveau centre de tri Bruxelles X. — Trains postaux			653-654 996	
Investissements. — Financement			996, 1010	
Réduction du nombre de bureaux de distribution Retard dans la mise en service du nouveau centre de tri postal Anvers X (Adjudication pour de nouvelles trieuses pour Anvers X et pour Charleroi X)	×		997	
Interpellation de M. Verreycken Possibilités d'amélioration de la distribution traditionnelle du courrier			1008-1009, 1010	118
Circulaire relative à la distribution des faire-part de décès. — Région postale de Bruges				195
Bâtiments	351-16	19		
Rénovation des bureaux de postes Suppression des bureaux de Wildert et de Essen-Heikant	331-16	19		197
Fermeture du bureau de Schepdaal Projet de construction d'un nouveau bureau à Maasmechelen				198 276
Bureaux de poste dans le Westhoek Suppression du bureau de Rosières				370, 464 611
Bureaux postaux de Korbeek-Lo et Glabbeek				1026
Bureau de poste de Kortenaken Avenir du bureau Louvain X				1054 1055
Promotion de la technologie de pointe. — Emission de timbres avec hologramme				243
Tarifs postaux Augmentation. — Réimpression des tableaux				423
Suppression du tarif préférentiel Benelux Utilisation d'emballages plastiques pour des envois par mailing. —				525
Réglementation Emission de cartes postales spéciales				612 651
Pertes en 1991 Institut belge des services postaux et des télécommunications				804 1049
Voir aussi: Budgets (Postes, Télégraphes et Téléphones) — Cités administratives — Presse — Timbres-poste				1049
Office des chèques postaux				
Modernisation Rôle. — Concurrence avec le secteur bancaire	351-16 351-16	6 41-42	996, 1001, 1007	
Rémunération de certaines activités de l'Office par l'Etat Données budgétaires	351-16	41-42	1007 996	la la
Agences Télépost. — Limitation de la liste des agences Voir aussi: Postes (Personnel) — Revenu garanti			<i>33</i> 0	974
Personnel	***		207 4007	*
Politique du personnel Engagement de personnel contractuel	351-16	7	997, 1007 1007	
Primes pour l'emploi de langues étrangères Nominations au grade de percepteur des postes A. — Annulation par				35
le Conseil d'État Heures supplémentaires, congés et pension anticipés en Flandre orien-				193
tale				560, 797
I		,	1	ļ

	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN
MATIERES	Nº	Pages	Pages	Q. et R. Pages
Postes (suite) Personnel (suite) Emplois pour les vacances à l'O.C.P. — Répartition par rôle linguistique, par mois et par province Voir aussi: Pensions (Secteur public) Pourvoyeurs de main-d'œuvre Voir: Travail Pouvoirs spéciaux Recours aux pouvoirs spéciaux. — Nécessité de prendre des mesures d'ensemble Presse Préservation de la distribution des journaux à prix réduit Proposition de loi de M. Cuyvers et de Mme Dardenne Voir aussi: Budgets (Premier Ministre) — Code judiciaire — Droit pénal — Rwanda Prestation de serment Voir: Centres publics d'aide sociale — Fonction publique Prisonniers de guerre	Nº 350-2	Pages	Pages 681, 688-689, 722, 841-842, 1418	
Prisons Voir: Etablissements pénitentiaires Prix Libre formation des prix (Suppression du système des prix maxima et du système de la déclaration obligatoire des hausses de prix) Proposition de loi de MM. De Grauwe et Verberckmoes Réglementation du prix du pain. — Commission des prix. — Evolution après le 1er janvier 1993 Voir aussi: Combustibles — Commerce — Eau — Environnement — Indice des prix — Littérature — Produits pharmaceutiques — Taxe sur la valeur ajoutée — Télégraphes et Téléphones Problèmes éthiques Incitation du Gouvernement à examiner le problème de la pratique de l'euthanasie en Belgique, à informer la population sur la situation réelle, à en étudier les causes, à proposer des mesures concrètes pour y remédier, et ce en vue du respect absolu de la vie humaine Proposition de résolution de M. Lenfant Crise de société. — Malaise au sein de la population Voir aussi: Elections — Gouvernement	255-1 351-15	11, 17-18, 21-22, 23, 26-27	117, 127-129, 137, 139, 144, 145-146, 153, 162, 169, 172-173, 211	341, 428

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1	1992 — 1 A	IDLE CUM	ULATIVE DES MATIE	KES T	
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
	Nº	Pages	Pages	Pages	
Problèmes éthiques (suite)					
Conseil national de biotéthique. — Conseil consultatif national	224-1 351-4 351-14	9 26 7			
Certains aspects de la bioéthique (Procréation artificielle — Code civil; adoption — Recherche médicale — Sanctions pénales) Proposition de loi de M. Monfils sioéthique. — Procréation médicalement assistée	413-1	,		104, 109, 112, 169, 277, 447	
ransplantation d'organes Voir: Art de guérir oir aussi: Avortement — Brevets — Constitution (Révision de la Constitution) — Hygiène et santé				100, 277, 447	
rocédure civile					
énalités en cas d'appel abusif 'oir aussi: Code judiciaire — Commerce — Communes	224-1 351-4	9 16	192		
rocédure pénale					
Délivrance gratuite d'une copie de toutes les pièces du procès en matière pénale Proposition de loi de M. Erdman assertion d'un article 61 <i>bis</i> dans le Code d'instruction criminelle (Juge	55-1				
d'instruction — Demande, émanant de l'inculpé ou de la partie civile, de l'autorisation de consulter le dossier ou de l'accomplissement d'un acte d'instruction) Proposition de loi de M. Erdman	118-1				
omplément au titre préliminaire du Code de procédure pénale (Collaboration et répression — Condamnation à une indemnisation de l'Etat — Prescription) Proposition de loi de M. Loones	137-1				
Sur la prise en considération. — Vote éforme fondamentale du Code d'instruction criminelle rolongation du délai de la prescription pénale lorsque la victime du fait délictueux est un mineur d'âge	224-1	9	70-72-73		
Proposition de loi de Mme Herzet rojet de loi relatif à la procédure judiciaire accélérée en matière de criminalité dite « flagrante » ou « fréquente »	351-3 351-4	7, 8 7, 14, 18, 24, 25	908, 909, 911-912, 921, 922, 923		
Voir aussi: Police fodification de la loi du 29 juin 1964 concernant la suppression, le		24, 23			
sursis et la probation (Motivation de la décision) Proposition de loi de M. Erdman Rapport de M. Mahoux rais de gestion en matière pénale (Modification de l'article 11 de la	368-1 368-2				
loi du 1 ^{er} juin 1849 sur la révision des tarifs en matière criminelle). — Entrée en vigueur	425-2 425-5 425-25	4-5 1-3 23			
èglement à l'amiable en matière pénale Proposition de loi de M. Erdman ransaction en matière pénale xtinction de l'action pénale moyennant paiement d'une somme d'ar-	463-1		922-923	101 244	
gent. — Application. — Résultats oir aussi: Code judiciaire — Détention préventive — Droit pénal — Incivisme — Justice — Lois et arrêtés — Procédure pénale militaire — Urbanisme et aménagement du terri- toire			v	101, 244	
rocédure pénale militaire					
appression des tribunaux militaires	224-1 351-4	9 25-26	192		
our militaire — Obligation de déposer ses conclusions au moins trois jours avant l'audience				101, 161	

MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
MATIERES	Nº	Pages	Pages	Pages
roduits alimentaires				
nspection des denrées alimentaires l'oir aussi: Animaux et protection des animaux — Hygiène et santé — Langues — Prix — Taxe sur la valeur ajoutée			1022	
roduits pétroliers				
oir: Douanes et accises — Environnement				
oduits pharmaceutiques				
M.I. — Maîtrise des dépenses	315-2	4	681, 688, 722, 724,	
Industrie pharmaceutique. — Prolongation de la cotisation sur le chiffre d'affaires réalisé par les firmes pharmaceutiques. — Cotisation sur les conditionnements	315-2	8	680, 681, 683	
	350-2 351-13	25, 27, 30 8-9, 12, 13		
Modification de la nomenclature de remboursement Réduction de la consommation médicamenteuse	315-2 315-3 351-13	12, 16 2, 3-4 12, 13-14	681, 687, 722, 729, 771	
lédicaments génériques ransposition de directives européennes	351-14 315-3 351-14	11, 12 4 6		
arge rationnel des médicaments ix des produits	351-14	6-7	681, 711	
ransfert à l'Inami de données informatisées relatives aux prestations des pharmaciens, via les mutuelles			724, 733	
rocédure d'enregistrement. — Longue durée. — Audit Fonctionnement de la Commission de transparence conomies dans le secteur des prestations médicales. — Contrepropo-				837, 888
sition de l'Association pharmaceutique belge bir aussi: Assurance maladie-invalidité — Budgets (Prévoyance sociale) — Hygiène et santé — Médecine vétérinaire — Personnes âgées — Pharmaciens — Politique sociale — Sécurité sociale — Stupéfiants				900
rofessions				
glementation des activités des agents immobiliers (Conventions et				
engagements) Proposition de loi de M. De Seranno éation d'un Institut des juristes d'entreprise	47-1		488	
Proposition de loi de M. Hatry ercice de la kinésithérapie	54-1			
Proposition de loi de MM. Gevenois et Taminiaux tercice de la logopédie	157-1		¥	
Proposition de loi de MM. Gevenois et Taminiaux otection du titre de psychologue Projet de loi 1985-1986*	158-1			
Documents parus antérieurement progation de l'A.R. du 31 juillet 1825 concernant les dispositions relativement à l'exercice de la profession d'arpenteur	297-1			
Projet de loi 1990-1991 Document paru antérieurement dercice de la profession de comptable. — Modalités. — Possibilité	304-1			
de recours auprès de l'administration communale ir aussi: Apprentissage — Commerce — Dentistes — Etrangers — Faillites — Impôts sur les revenus — Kinésithérapie — Mariage				994
rojets et propositions de loi				
érogations à l'article 1 ^{er} de la loi du 3 mars 1977 relative aux effets de la dissolution des Chambres législatives à l'égard des projets				
et propositions de loi antérieurement déposés Projet de loi*				1

974

419

419

25-26

351-5

Prime de bilinguisme du personnel de la province

des ateliers protégés

Tutelle

Subventions en faveur des organisations d'aide aux immigrés et

128 SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-	1992 — TA	BLE CUM	ULATIVE DES MATIE	ERES
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Provinces (suite) Droit des conseillers provinciaux de prendre connaissance de documents et d'interpeller Interpellation de M. Tavernier Droit d'information et d'interpellation. — Conseillers provinciaux Commissaires de brigade. — Prise en charge par les provinces des frais inhérents à ces emplois Déplacements de service pour le personnel communal et provincial. — Assurance collective contre les dégâts matériels dans le chef de l'employeur Personnel des provinces, communes et intercommunales. — Revalorisation des traitements Voir aussi: Art de guérir — Catastrophes et accidents — Elections — Régie des Bâtiments — Vente d'immeubles Publications Brochures communales d'information. — Utilisation. — Mention de données personnelles Voir aussi: Ministres et Ministères (Finances) Publicité Restrictions en matière de publicité pour les voitures Proposition de loi de M. Cuyvers et de Mme Dardenne Transposition de la directive européenne relative à la publicité trompeuse Interdiction de la diffusion de listes d'immatriculation de véhicules Modification de diverses dispositions en matière de publicité directe et indirecte pour le tabac, les produits à base de tabac et les produits similaires Proposition de loi de M. Cuyvers	60-1 351-15 351-16	7 25, 53	1527-1530	190, 624 213 267, 485 1017, 1023, 106. 409, 413, 626
Questions orales Mme Maes (Situation au Zaïre) M. de Donnéa (Répartition des candidats réfugiés politiques entre communes — Charge anormale qui pèse sur certains C.P.A.S.) M. Cardoen (Augmentation des tarifs postaux) M. de Donnéa (Ventes à l'Iran de matériel avancé risquant de servir à des fins nucléaires) M. Désir (Retards de régularisation de subsides aux instituts médicopédagogiques bruxellois) M. Van Aperen (Aide médicale urgente dans les régions frontalières) M. Van Aperen (Versement aux hôpitaux des montants compensatoires sur les prix de la journée d'entretien) M. de Donnéa (Attitude du Gouvernement belge à l'égard de l'Afrique du Sud après le référendum du 17 mars 1992) M. Vandenhaute (Problème posé à certains assujettis à la T.V.A. par la décimale du taux supérieur nouvellement instauré) M. H. Van Rompaey (Situation alarmante dans le Sud-Est de la Turquie) Mme Nélis (Suppression des haltes postales) Mme Harnie (Tracé du T.G.V. à Lembeek) M. Van Hooland (Accroissement de la sécurité de la circulation par la prévention) M. de Donnéa (Prêts de la Banque européenne d'investissement en Belgique) M. de Donnéa (Renforcement de la sécurité des chauffeurs de taxis) M. Suykerbuyk (Sort des agents en douane indépendants après le 3 janvier 1993) M. Gevenois (Conditions de travail des conducteurs de locomotives de la S.N.C.B.) M. de Donnéa (Logements de l'O.C.A.S.C.)			267 267-268 268-269 269 270 270-271 271 271-272 272 272 273 425-426 426-427 427-428 428 428 428-429 429-430 430 430 430 430	

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1	1	DEE COM	T DES WATE	ERES 1.
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Questions orales (suite)				
1. Cardoen (Inégalités des chances en matière de la formation à la				
conduite automobile dans les casernes)		1	431	
 Suykerbuyk (Fermeture imminente d'agences douanières) Suykerbuyk (Non-inscription aux registres de la population des 			431-432	
occupants de maisonnettes de week-end)			432-433	
 Anthuenis (Paiement d'un revenu garanti aux personnes âgées à un compte bancaire ou postal) 			433	1
1. Cuyvers (Retards mis à prendre les A.R. annoncés d'exécution de			Page 12 (2004)	
la loi du 14 août 1986 sur le bien-être des animaux) 1. De Croo (Non-respect des directives européennes concernant les			433-434	
normes d'agrément en matière de télécommunications)			434-435	
 Erdman (Exécution de la loi abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile) 			435-436	
1. Hasquin (Ouverture de magasins la nuit)			436-437	
 Vermassen (Procès-verbaux dressés en matière d'urbanisme et la suite que leur réserve le parquet du procureur du Roi à Tongres) 			437	
1. Ulburghs (Boycottage économique de Cuba et la position de la			137	
Belgique en la matière) 1. Maertens (Soldats miliciens d'origine étrangère)			437-438 438	
1. Maertens (Filière clandestine d'acheminement de poisson des Pays-			436	
Bas vers la Belgique) 1. Benker (Budget de la Coopération au développement affecté au			438-439	
Zaïre)			444-445	
1. H. Van Rompaey (Reconnaissance de la nouvelle Yougoslavie)			463-464	
 H. Van Rompaey (Mesures du Gouvernement indonésien à l'égard des Pays-Bas) 			464-465	
I. Bock (Ouverture au musée de l'armée d'une salle consacrée à la résistance et à la déportation)			465	
f. De Croo (Accord de coopération entre la Sabena et Air France)			465-466	1
I. Seeuws (Combats de coqs dans le Limbourg [Attitude de la			472 474	1
Gendarmerie]) I. De Croo (Service géologique belge)			473-474 474-475	
Bosman (Assassinats de jeunes filles du Nord de la province			475 476	
d'Anvers) I. Suykerbuyk (Instruction judiciaire concernant les assassinats des			475-476	
jeunes filles d'Essen et de Wuustwezel)			475-476	
I. Erdman (Grève des gardiens de prison le 8 mai prochain) I. Vaes (Prorogation de l'autorisation de non-inscription des étran-			476-477	
gers dans six communes bruxelloises) I. Arts (Difficultés de trésorerie des hôpitaux)			477-478	
 Hasquin (Discriminations dont sont victimes les pensionnés du] 			478-479	
régime O.S.S.O.M.)			479	
 I. Van Aperen (Différence entre les législations belge et néerlandaise concernant l'autorisation de détenir un mobilophone) 			509	
I. De Croo (Mobilité et sécurité routière) I. Van Belle (Droit des bourgmestres de réquisitionner des logements			509-510	
inoccupés pour les sans-abri)			510-511	
I. Vermassen (Travail au noir dans l'industrie textile limbourgeoise) I. Valkeniers (Equilibre linguistique au sein des organes de direction			511	
de la C.G.E.RBanque et de la C.G.E.RAssurances)			511	
 Valkeniers (Octroi d'une licence d'exportation de cyanide de sodium au Zimbabwe) 			511-512	
I. Benker (Ventes d'armes aux pays de l'ex-Yougoslavie)			512-513	ł
I. Appeltans (Emploi des langues des services 100 à Fourons) I. Kuijpers (Situation des demandeurs d'asile)			694 694-695	
I. Bougard (Accident ferroviaire survenu à Hatrival le 13 mai dernier			074-073	
et transport de matières dangereuses et toxiques) [. Lallemand (Portée de l'article 287, alinéa 1 ^{er} , nouveau, du Code			695-696	1
judiciaire en ce qui concerne les nominations sur présentation				1
dans l'ordre judiciaire) Ime Herzet (Retenues à la source effectuées illégalement à charge			697	1
des foyers à revenu unique)			697-698	
I. Verwilst (Critères d'admission appliqués par la C.G.E.RAssurances en matière d'assurances automobiles)			698-699	
I. Anthuenis (Allocations accordées aux handicapés pour l'aménage-				
ment de leur logement) I. Maertens (Reserrement des liens entre la C.E. et la Turquie)			699 699-700	
I. H. Van Rompaey (Nécessité d'une intervention militaire dans les			0/7-/00	Ì
anciennes républiques yougoslaves)			700	
I. H. Van Rompaey (Oppression à laquelle sont soumis les Kurdes en Irak et en Turquie)	i		700-701	1
5.0				1

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1	992 — TAI	BLE CUMU	JLATIVE DES MATIE	RES 13
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
M. De Grauwe (Vente d'or à laquelle la Banque nationale a procédé récemment) M. Snappe (Impôt des non-résidents) M. Cuyvers (Effets néfastes éventuels pour les travailleurs de l'exposition aux composés d'organo-phosphates) Mme Herzet (Certains manquements constatés à l'occasion de l'examen des budgets administratifs [Fait que ni les budgets des parastataux D in les tableaux de synthèse des opérations des parastataux D ne sont joints aux budgets administratifs 1992 — Observations de la Cour des comptes]) M. Van Hooland (Délivrance des plaques pour bateaux par les services des communications [Navigation de plaisance]) M. Hasquin (Anomalies que présente la composition de la commission paritaire 225 au sein de laquelle n'est pas représenté la F.E.L.S.I. [Etablissements d'enseignement libre subventionné — Employés]) M. Loones (Utilisation du L.P.G. comme carburant) M. Desutter (Problèmes liés au transport en France [Blocage des routes — Dommages-intérêts — Fonds de garantie]) Mme Maximus (Délivrance d'autorisation d'occupation et de permis de travail [Etrangers — Prostitution]) Mme Dardenne (Utilisation du combustible Mox dans les centrales nucléaires belges) M. Foret (Incidents graves survenus récemment à la prison de Lantin) Mme Tyberghien-Vandenbussche (Service militaire en 1994) M. D'hondt (Critères susceptibles de modifier le plan de restructuration des forces armées en ce qui concerne une nouvelle implantation des forces armées en ce qui concerne une nouvelle implantation des forces armées en ce qui concerne une nouvelle implantation des forces armées en ce qui concerne une nouvelle implantation des forces armées en ce qui concerne une nouvelle implantation de la vivereycken (Augmentation du coût des plaques d'immatriculation) M. Van Aperen (Augmentation du prix de l'abonnement à la télédistribution) M. Verreycken (Augmentation du prix de l'abonnement à la télédistribution) M. Verreycken (Augmentation de la circulation au cours du rallye des 24 heures d'Ypres [Emploi des langues — Verbalisation des manifestant			1397-1398 1398 1398-1399 1399, 1400 1400 1400-1401 1401 1402 1402-1403 1403-1404 1404-1405 1588 1589 1589 1589-1590 1590-1591 1591 1591 1591-1592 1592-1593 1593-1594 1594-1595 1595	
Questions parlementaires Retard inadmissible mis par certains membres du Gouvernement à répondre aux questions écrites Question orale de M. De Croo			1396-1397	

MATIFRES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
MATIERES	Nº	Pages	Pages	Pages
R				
Racisme				
Modification de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie Proposition de loi de M. Erdman Lutte contre le racisme et la xénophobie	117-1 224-1	10	137, 146, 151, 152, 159, 161, 197	
Radiations ionisantes				
oir: Energie nucléaire — Environnement — Politique sociale				
Radiodiffusion-télévision belge				
/oir: Radio et télévision				
Radio et télévision				
Emission de TF1 «Le droit de savoir » du 21 mai 1992 consacrée à Jean-Marie Le Pen (Résistance belge durant la 2 ^e guerre mondiale) Question orale de M. Désir Augmentation du prix de l'abonnement à la télédistribution Question orale de M. Verreycken Emetteur de la B.R.T.N. à Meise. — Perturbations l'élédistributeurs Voir aussi: Télégraphes et téléphones l'oir aussi: Code judiciaire — Droits d'auteur			990 1509-1591	117
Recherche scientifique				
Voir: Politique scientifique — Postes — Problèmes éthiques				
Recherche spatiale				
oir: Politique scientifique				
Redevances radio et télévision				
mplantation à Alost Voir aussi: Régions et Communautés — Télégraphes et Téléphones				33
Réformes institutionnelles				
oir: Droit public — Provinces — Régions et Communautés				
Réfugiés				
Accueil des candidats réfugiés politiques	224-1 351-4 351-14	10-11 2, 11-12 5	131, 146, 150, 153, 160, 176, 204, 912- 913, 918, 919, 920,	
Petit-Château et centre fermé à Zaventem	224-1 351-3	11 7	1024, 1025, 1031 131, 150, 204	
Léfugiés des Balkans. — Ex-Yougoslavie Utilisations abusives de la législation sur le droit d'asile. — Kosovo Lépartition des candidats réfugiés politiques entre communes. — Charge anormale qui pèse sur certains C.P.A.S Question orale de M. de Donnéa ituation des demandeurs d'asile Question orale de M. Kuijpers	351-4 351-6	21, 28-29	898, 901, 916 916, 924 267-268 694-695	

MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
MATIERES	Nº	Pages	Pages	Pages
Règlement du Sénat (suite)				
Modification de l'article 33 du Règlement et insertion des articles 33ter, 58bis et 58ter dans le même Règlement (publicité des réunions de commission — Possibilité de développer des questions orales et des interpellations en réunion de commission) Proposition de M. De Croo	108-1			
nsertion dans le Règlement d'un article 33ter relatif aux questions d'actualité				
Proposition de M. Lallemand Modification des articles 45 et 56 du Règlement, en ce qui concerne la discussion générale et celle des articles	166-1			
Proposition de M. Cerexhe Modification de l'article 62 <i>bis</i> du Règlement (Comité d'avis chargé	189-1			
des questions européennes — Suppléants) Proposition de M. Gijs Rapport de M. Pécriaux	210-1 210-2			
Discussion et vote Modification de l'article 56 du Règlement en ce qui concerne les mentions devant figurer dans les rapports (Nom des auteurs d'amendements)			1221	
Proposition de M. de Donnéa asertion dans le Règlement d'un article 58bis, relatif aux collabora- teurs des groupes politiques	291-1			
Proposition de M. Valkeniers Iodification de l'article 43, alinéa 2, du Règlement (Augmentation du nombre maximum de signataires d'une proposition)	363-1			
Proposition de M. Jonckheer fodification des articles 65bis et 65ter du Règlement (Nominations et présentations de candidats)	371-1			
Proposition de MM. Erdman et Lallemand Rapport de M. Vermeiren	420-1 420-2			
Discussion et vote élai à respecter entre l'approbation d'un rapport en commission et l'examen en séance plénière (Article 56 du Règlement)			1615, 1654 831, 832	
élais dans lesquels les rapports doivent être déposés ur le fait, qu'au cours d'une séance plénière retentit sur magnétopho- ne la chanson « Bange blanke man » oir aussi: Commissions du Sénat — Motions et motions d'ordre			1624	
emembrement				
oir: Société nationale des chemins de fer belges				
émunérations et salaires				
hèque-repas Proposition de loi de M. De Roo et de Mme Van Cleuvenbergen Voir aussi: Sécurité sociale	165-1			
fodification de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs. — Quittance lors du paiement de la main à la main aut d'index	315-2 350-2	63 62	C90 942 1029	
oir aussi: Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Budgets (Premier Ministre) — Code judiciaire — Communes (Personnel) — Contrats de louage de travail — Cultes — Etablissements hospitaliers — Impôts sur les revenus — Intercommunales — Justice — Magistrats — Ministres et Ministères (Vice-Premier ministre, Justice et Affaires économiques) — Police — Provinces — Sabena — Travail — Vacances	330-2	62	688, 842, 1038	
épression				
oir: Incivisme				1

MATIERES	DOCU			
		MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Résolutions M. Hasquin (Report de 50 à 55 ans de la limite d'âge maximale pour être nommé agent de l'Etat) M. Hasquin (Invitation au Gouvernement à faire coïncider les limites paroissiales avec celles des Régions) M. Valkeniers (Coopération au développement avec la Namibie) M. Valkeniers (Examen génétique prévisionnel) M. Lenfant (Incitation du Gouvernement à examiner le problème de la pratique de l'euthanasie en Belgique, à informer la population sur la situation réelle, à en étudier les causes, à proposer des mesures concrètes pour y remédier et ce, en vue du respect absolu de la vie humaine) Mme Harnie (Dénonciation de la Convention nº 89 sur le travail de nuit) (O.I.T.) Retrait M. Maertens (Protection du peuple kurde en Turquie) Mme Harnie et M. Benker (Elections aux Philippines) MM. Cuyvers et Meesters (Reconnaissance du jour de la Terre comme fête nationale de l'écologie) M. Vermeiren (Instauration d'une armée de métier) M. H. Van Rompaey (Intervention militaire sélective dans l'ex-Yougoslavie et aide humanitaire à celle-ci) Rapport de M. Van Wambeke Amendement de M. Verreycken Discussion et vote M. Cuyvers et Mme Dardenne (Suivi rapide dans la politique belge, de la Conférence de Rio de Janeiro, qui s'est tenue du 3 au 14 juin 1992) M. Vermeiren (Création d'une commission technique et scientifique chargée de l'examen et de l'évaluation des mesures possibles en vue de prévenir les nuisances sonores aux alentours de l'aéroport de Bruxelles-National) MM. Schiltz et Valkeniers (Charger le Conseil supérieur des finances d'une étude approfondie sur l'évolution des recettes et des dépenses publiques, y compris celles de la sécurité et des dépenses publiques, y compris celles de la sécurité	30-1 32-1 87-1 134-1 171-1 213-1 269-1 312-1 331-1 380-1 390-2 390-3	Pages	1330-1336, 1341-1342	Pages
sociale) M. Stroobant (Approbation du Traité de Maastricht) M. Benker et Mme Buyle (Demande à l'adresse du Gouvernement belge visant à faire respecter la résolution 690 de l'O.N.U. qui organise le référendum populaire sur l'avenir de l'ancien Sahara occidental)	478-1 482-1			,
Responsabilité civile Responsabilité objective des conducteurs des véhicules motorisés vis- à-vis des piétons et des cyclistes Voir aussi: Budgets (Généralités) — Catastrophes et accidents — Criminalité et violence — Ministres et Ministères (Généralités) — Police	224-1 351-4 351-16	9 16, 25 25, 51-52	192, 918	·
Revenu garanti Crédit budgétaire aiement d'un revenu garanti aux personnes âgées à un compte bancaire ou postal Question orale de M. Anthuenis aiement des pensions et du revenu garanti aux personnes âgées. — Organismes financiers ayant souscrit une convention avec l'Office national des pensions l'oir aussi: Pensions (Indépendants)	350-2	106	433	484

138 SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-		MENTS	ANNALES	BULLETIN
MATIERES	Nº	Pages	- Pages	Q. et R. Pages
Réviseurs d'entreprises Sociétés. — Comptabilité. — Rémunérations des commissaires-réviseurs Revenus. — Catégorie fiscale dans laquelle ils sont repris Voir aussi: Elections — Enseignement (Généralités) — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés) Roi et Famille royale Message du Sénat à S.M. le Roi (Vœux ardents pour sa santé) Routes Voir: Circulation routière — Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Communications et Entreprises publiques) — Travaux publics Rwanda Politique à l'égard du Rwanda Coopération au développement Danger de voir la Belgique continuer à pratiquer en matière de soutien au processus de démocratisation des politiques contradictoires en Afrique centrale selon qu'il s'agisse du Rwanda ou du Zaïre Interpellation de M. Hasquin Contrôle de l'affectation des aides accordées au Rwanda Extension de la terreur. — Assistance militaire de la Belgique Massacre de Tutsis. — Commission d'enquête internationale Démocratisation. — Liberté de presse. — Collaboration de la Belgique au processus de paix Voir aussi: Comptabilité de l'Etat — Droits de l'homme	224-1 351-8	19 9, 15, 16, 40, 41	223 169 931, 937, 939 401-403	371, 392, 571 459, 961 790. 875
Sabena Statut de la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne (Sabena) Projet de loi Rapport de M. Didden Amendement de M. Kuijpers et Loones Amendements de MM. De Grauwe et Goovaerts Amendement de M. Desmedt Amendement de M. de Donnéa et consorts Discussion et vote Dossier Sabena-Air France Charges d'intérêts. — S.A. Belfin Privatisation Accord de coopération entre la Sabena et Air France Question orale de M. De Croo Contrat de gestion Possibilités de détournement du trafic vers un aéroport régional ou étranger. — Ostende Equilibre linguistique Politique du personnel. — Différents barèmes Salaires Voir: Rémunérations et salaires	252-1 252-2 252-3 252-4 252-5 252-6 262-2	5, 6 5-7, 18	223-233-235-246, 252- 253-254 150, 153-154, 205, 1000, 1004, 1011 200 465-466 838	198 743 829

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-	1992 — TA	BLE CUM	ULATIVE DES MATIER	ES 139
MATIERES	DOCU	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	Nº	Pages	Pages	Pages
Secrétaires d'Etat Voir: Chambres législatives — Ministres et Ministères (Généralités) Secrétariat permanent au recrutement Organisation du S.P.R. en service d'Etat à gestion séparée, cogéré par les Communautés et les Régions Nouveau système de recrutement. — Projets ATLAS et DIDO Voir aussi: Justice Sécurité routière	224-1 351-3	16 3, 7, 17-20	197	
Voir: Circulation routière				
Sécurité sociale				
Assainissement et équilibre financiers. — Mesures d'économie. — Mesures budgétaires. — Union Monétaire Européenne	224-1 315-2 350-2		117, 118, 130, 131, 134-135, 137, 139, 146, 148-149, 156- 157, 159, 163, 173, 174, 175, 176, 190,	
	351-13 425-2 425-2 (Annexes)	84, 96 6, 7 26 10	191, 194-195-196, 198, 205, 207, 210, 211, 377-378, 677- 678, 682, 683, 684, 688, 711, 712, 719, 721, 722, 726-727, 731, 732, 734, 848, 849, 852, 855, 856, 1445- 1446	
Transferts entre secteurs	315-2 351-13	2 7	1446	
Fonds pour l'équilibre financier Diminution des frais administratifs Voir aussi: Assurance maladie-invalidité Mesures structurelles Gestion des boni Voir aussi: Assurance maladie-invalidité — Finances — Régions et Communautés Fédéralisation. — Application uniforme de la législation dans l'ensem-	315-2 351-13 350-2 350-2	14 7 75, 97 77, 96	195 190, 195, 196, 678, 681, 689 195	×
ble du pays et suppression des distortions. — Transferts Nord- Sud	224-1 315-2 351-13	6 5-6, 15, 18 10	148, 152, 201, 202, 205, 683, 685, 686, 687, 689, 690, 723, 854, 855, 856, 1431, 1432	
Voir aussi: Finances Lutte contre l'usage impropre des systèmes sociaux. — Fraude sociale	224-1 315-2 350-2 351-12	6 13, 63, 69, 70 6, 72 3	148, 159, 162, 163, 170, 205, 679, 680, 682, 719, 851	
Voir aussi: Chômage — Sociétés commerciales Cotisations sociales	224-1 315-4	6 6, 7, 8, 9-10, 11, 12, 13	688, 778	
Problèmes des arriérés de cotisations	350-2 224-1 315-2 315-4 351-13	25, 41 6 13 3, 7 6, 7	134-135, 148, 190	
		'	•	

MATIFRES	DOCU	IMENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.
MATIERES	Nº	Pages	Pages	Pages
écurité sociale (suite)				
otisations sociales (suite) Transformation de la cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfants et de la retenue sur allocations familiales (375/675 francs) en une cotisation, de sécurité sociale supplémentaire d'un pour cent due par les travailleurs et les pen-				
sionnés	315-2 350-2	25, 105	677, 678-679, 680, 682, 687, 688, 689, 710-711, 719, 722, 1029	
Restructuration et augmentation	315-2	7-8, 10- 11, 14	157, 159, 190, 677, 683, 734, 737	5
	315-4 350-2 351-11	7 25, 29 5-6, 8, 11		
Mode de financement de la sécurité sociale. — Cotisations patronales	315-2 350-2	56-57, 72 39, 84	210, 688	
Cotisations impayées au 31 décembre 1991 par le secteur public Administrations communales bruxelloises et wallonnes. — Re-	425-2	39		926
tards de cotisation Non-versement des cotisations par l'Université de l'Etat à Liège Voir aussi: Impôts — Statut social des travailleurs indépendants — Travail				1051 1051
nque-carrefour Recrutement de personnel. — Informaticiens	315-2	40-41,		
To location	351-13	87-88 14		100 240
Evaluation Nouvelles obligations imposées aux communes en matière de déclarations à l'O.N.S.S.				189, 248 194, 357
ppression de la gestion distincte des assurances sociales d'Eupen-Malmédy	315-2	42, 44-45		, oo
endement des valeurs représentatives des réserves techniques odification de l'article 299bis du C.I.R. et des articles 30bis et 30ter de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (Entrepreneurs non enregistrés — Responsabilité de l'entrepreneur pour les dettes fiscales ou sociales du sous-traitant)	315-4 315-2 323-1	13, 14 89		
Proposition de loi de M. Cerexhe rolution de la subvention de l'Etat et des dépenses pour revenus de remplacement	350-2	85-86		
reinpaceinen Déques-repas Voir aussi: Rémunérations et salaires	350-2	110	135, 148, 193	
stitution de «la charte» de l'assuré social Proposition de loi de M. Lenfant	435-1			
Faux indépendants » esures destinées à assainir la sécurité sociale (Fédéralisation)			135 371-374, 377, 442-443	
Interpellation de M. Verreycken adéquation entre les promesses de lutte contre l'exclusion sociale du Gouvernement et certaines mesures restrictives annoncées dans le domaine de la sécurité sociale (Chômage — Travail à temps partiel — Diminution de remboursement pour certains médicaments — Maisons de repos — Soins à domicile)			3/1-3/4, 3//, 112-113	
Interpellation de Mme Nélis éforme atrepreneurs non enregistrés. — Conséquences fiscales et parafisca-			377-381, 442-443 841, 863, 1015-1016	
les pour leurs contractants éparations magistrales. — Modalités d'intervention				220, 285 665
ession parafiscale Voir: Constitution (Révision de la Constitution) — Impôts oir aussi: Cotisation de solidarité — Entreprises — Famille — Femmes — Finances — Frontaliers — Impôts — Office national de sécurité sociale — Personnes âgées — Politi- que sociale — Statut social des travailleurs indépendants — Travail				

MATIERES DOCUMENTS ANNALES BULLETIN Q. et R. Pages Sécurité sociale d'outre-mer Discriminations dont sont victimes les pensionés du régime OSSOM Question orale de M. Hasquin Voir aussi: Pensions (Pensions de réparation) Sénat Présidence du Sénat. — M. Swaelen, Président, déclare qu'il mettra spontanément son mandat à la disposition du Sénat lors de la constitution du Gouvernement Vérification des pouvoirs des sénateurs suppléants, élus par le corps électoral, auxquels le Sénat avait accordé un délai pour justifier de leur éligibilité. — Rapport Absence de M. Wilfried Martens lors de la discussion en séance plénière et en commission Recrutement de personnel pour les services du Sénat. — Crédits Exonération fiscale de la moitié de l'indemnité parlementaire Vœux de bonnes vacances Voir aussi: Affaires étrangères — Ajournement du Sénat — Budgets (Dotation du Sénat) — Bureau du Sénat — Chambres législatives — Commissions du Sénat — Communautés européennes — Constitution (Révision de la Constitution) — Cooptation de sénateurs — Décés — Droit public
Sécurité sociale d'outre-mer Discriminations dont sont victimes les pensionés du régime OSSOM Question orale de M. Hasquin Voir aussi: Pensions (Pensions de réparation) Sénat Présidence du Sénat. — M. Swaelen, Président, déclare qu'il mettra spontanément son mandat à la disposition du Sénat lors de la constitution du Gouvernement Vérification des pouvoirs des sénateurs suppléants, élus par le corps électoral, auxquels le Sénat avait accordé un délai pour justifier de leur éligibiliré. — Rapport Absence de M. Wilfried Martens lors de la discussion en séance plénière de la déclaration gouvernementale Hommage au service linguistique du Sénat Absentéisme en séance plénière et en commission Recrutement de personnel pour les services du Sénat. — Crédits Exonération fiscale de la moitié de l'indemnité parlementaire Vœux de bonnes vacances Voir aussi: Affaires étrangères — Ajournement du Sénat — Budgets (Dotation du Sénat) — Bureau du Sénat — Chambres législatives — Commissions du Sénat — Communautés européennes — Constitution (Révision de la Constitu- tion) — Cooptation de sénateurs — Décès — Droit public
Discriminations dont sont victimes les pensionés du régime OSSOM Question orale de M. Hasquin Voir aussi: Pensions (Pensions de réparation) Sénat Présidence du Sénat. — M. Swaelen, Président, déclare qu'il mettra spontanément son mandat à la disposition du Sénat lors de la constitution du Gouvernement Vérification des pouvoirs des sénateurs suppléants, élus par le corps électoral, auxquels le Sénat avait accordé un délai pour justifier de leur éligibilité. — Rapport Absence de M. Wilfried Martens lors de la discussion en séance plénière de la déclaration gouvernementale Hommage au service linguistique du Sénat Absentéisme en séance plénière et en commission Recrutement de personnel pour les services du Sénat. — Crédits Exonération fiscale de la moitié de l'indemnité parlementaire Veux de bonnes vacances Voir aussi: Affaires étrangères — Ajournement du Sénat — Budgets (Dotation du Sénat) — Bureau du Sénat — Chambres législatives — Commissions du Sénat — Communautés européennes — Constitution (Révision de la Constitution) — Cooptation de sénateurs — Décès — Droit public
Présidence du Sénat. — M. Swaelen, Président, déclare qu'il mettra spontanément son mandat à la disposition du Sénat lors de la constitution du Gouvernement Vérification des pouvoirs des sénateurs suppléants, élus par le corps électoral, auxquels le Sénat avait accordé un délai pour justifier de leur éligibilité. — Rapport Absence de M. Wilfried Martens lors de la discussion en séance plénière de la déclaration gouvernementale Hommage au service linguistique du Sénat Absentéisme en séance plénière et en commission Recrutement de personnel pour les services du Sénat. — Crédits Exonération fiscale de la moitié de l'indemnité parlementaire Vœux de bonnes vacances Voir aussi: Affaires étrangères — Ajournement du Sénat — Budgets (Dotation du Sénat) — Bureau du Sénat — Chambres législatives — Commissions du Sénat — Communautés européennes — Constitution (Révision de la Constitution) — Cooptation de sénateurs — Décès — Droit public
— Elections — Enquêtes — Hommages — Immunité parlementaire — Ministres et Ministères (Généralités) — Motions et motions d'ordre — Ordre des travaux — Pétitions — Projets et propositions de loi — Règlement du Sénat
Service de santé administratif
Voir: Office médico-social de l'Etat
Services d'incendie Inspecteurs provinciaux Restructuration Tests des nouveaux vêtements d'intervention de fabrication étrangère Administrations communales. — Location de salles à des personnes privées. — Prescriptions en matière de sécurité Voir aussi: Aéronautique — Assurances — Travail 18-19 267, 329 309, 441
Société nationale de crédit à l'industrie
Privatisation Condition de nationalité pour le recrutement du personnel Voir aussi: Institutions de crédit 842 99
Société nationale des chemins de fer belges
Politique 224-1 11 351-16 8-9, 11, 28
Contrat de gestion 351-16 2, 3, 4, 11, 837, 992-993, 997- 17-18, 23, 24, 25-26, 32, 33, 44, 49 1008, 1009, 1010 Nouveau matériel. — Dégâts occasionnés aux nouvelles rames par des hooligans 507, 608
Fermeture de petites gares dans la province de Luxembourg et perte d'emplois Transports de marchandises 509, 707
Transport de petits colis Transport de personnes 351-16 8-9, 11-
Objectifs de qualité (Transport de voyageurs). — Pénalités

998, 1009

1000

Transfert financier de R.T.T.-Belgacom vers la S.N.C.B.

Limbourg. — Suppression de la liaison Hasselt-Maastricht

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1992 — TABLE CUMULATIVE DES MATIERES					
MATIERES	DOCUMENTS ANNALES MATIERES		ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
	Nº	Pages	Pages	Pages	
Modernisation et électrification de la ligne Saint-Ghislain - Quiévrain Bruxelles-Etude. — Représentation des trois Communautés Avenir de la S.N.C.B. à l'aube de la signature du contrat de gestion Interpellation de M. de Donnéa Vente d'une partie de l'infrastructure immobilière Itinéraire Calais-Aulnoye-Erquelinnes-Charleroi Suppression possible de la cour à marchandises de Dixmude Avenir de la gare de Herbesthal Achat de véhicules consommant du L.P.G. Gare de Braine-le-Comte. — Escalator voie nº 1. — Réparation Suppression des guichets de gare de Mont-Saint-Guibert et de Blanmont Trains de nuit entre Londres et le continent. — Arrêts à Liège et à Anvers Avenir des gares de Hoeilaart et de Groenendaal Service ferroviaire d'été Adinkerke-Dunkerque durant les week-ends. — Collaboration avec la S.N.C.F. Liaison Hasselt-Maastricht Utilisation de la ligne Athus-Meuse en cas d'accident sur la ligne Bruxelles-Luxembourg Recettes par activité. — Compensations d'exploitation accordées par l'Etat Remboursement des abonnements aux travailleurs. — Personnel des unions nationales des mutualités Gare d'Arlon. — Modernisation de la salle d'attente et des toilettes du buffet Gare de Jemelle. — Matériel de sonorisation Vente de bâtiments, terrains et biens Ligne 165 à Dampicourt. — Passage non gardé. — Révision de la signalisation Accident au passage à niveau de Leupegem-Audenarde Réduction de la ligne 166 Dinant-Bertrix-Libramont Transport de poisson et de crustacés. — Suppression Utilisation de vieilles rames sur la ligne 12 Réalisation du «Rhin de fer» (Liaison Flandre-Ruhr) Voir aussi: Budgets (Postes, Télégraphes et Téléphones) — Comptabilité de l'Etat — Postes — Transports — Transports			1004 1008 1272-1275 1446	100, 274 116, 508, 609 188, 314 188, 463 263, 384 407, 521 407, 522 408, 523 408, 699 409, 524 509, 754 600, 755 691, 863 692, 757 743, 864 744, 864 789, 970 868 897, 971 870 909 1011, 1053 1012	
Perte d'emplois Conditions de travail des conducteurs de locomotives de la S.N.C.B. Question orale de M. Gevenois Crédits de l'Etat pour le paiement des pensions, des accidents du travail et des allocations familiales Fonctions dirigeantes. — Désavantage des Flamands Régime linguistique. — Nomination de chefs de bureau/inspecteurs. — Suspension par la cour du travail. — Exécution de l'arrêt Personnel roulant. — Port obligatoire d'un couvre-chef pendant l'été Contrats de gestion. — Cadres linguistiques Voir aussi: Pensions (Secteur public) Sociétés commerciales Découragement de la création de sociétés d'une personne. — Evasion fiscale et évasion sociale Statut de la société d'une personne à responsabilité limitée. — Statut fiscal Cession d'un permis d'exploitation A à des tiers Emission d'actions au-dessous du pair Cumul des fonctions de membre gérant et de membre non gérant de l'organe d'administration Fusion par absorption. — Statuts. — Insertion d'une clause	351-16 315-2 315-4	10 6, 8, 9, 10, 11	993 430 992 1000	264, 520 744, 970 829, 865* 8 789 832 961	

SENAT — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1992 — TABLE CUMULATIVE DES MATIERES					
MATIERES		MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
	Nº	Pages	Pages	Pages	
Taxe sur la valeur ajoutée (suite) Taux applicables dans les pays du Benelux Produits alimentaires Transports de personnes Livres, journaux et périodiques Achat de véhicules Taux réduit, taux normal, taux spécial Ferry-boats. — Magasins hors taxes. — Régime applicable Avis de régularisation. — Forme et présentation incompréhensibles Construction de bâtiments agricoles. — Mazout Incidence de l'augmentation des taux sur les engins agricoles Voir aussi: Circulation routière — Energie — Horticulture — Impôts — Ministres et Ministères (Finances) Taxis Renforcement de la sécurité des chauffeurs de taxis Question orale de M. de Donnéa			428-429	350 351 351 351 352 658 1015, 1058 1015, 1059 1028	
Télécommunications Réseau transeuropéen Non-respect des directives européennes concernant les normes d'agrément en matière de télécommunications Question orale de M. De Croo Libéralisation. — Marché des équipements terminaux Laboratoires d'essai agréés pour le contrôle des équipements de télécommunication Transmission de données. — Marché unique C.E. Open Network Provision. — Comité consultatif. — Concertation avec les différents groupements d'intérêt Retard encouru dans la perspective européenne Antennes paraboliques à usage privé (V.S.A.T.). — Autorisation et normes Marchés publics. — Transposition en droit belge de la directive C.E. 90/531 Voir aussi: Affaires étrangères — Marchés de l'Etat — Postes — Télégraphes et Téléphones	351-16	22	434-435	507, 570, 1022, 1023 507, 753 524, 905, 974 525 1021 1050	
Télégraphes et Téléphones Rémunération des prestations exposées par la Régie pour la perception des redevances radio-télévision Remboursement du subside en capital octroyé à la Régie pour un programme d'investissements en matière de télécommunications Privatisation de la Régie Contrat de gestion de R.T.TBelgacom Objectifs de qualité. — Pénalités Ombudsman Politique de la Régie Investissements Délais de raccordement Videotex Réseaux de distribution par câble. — Evolution technologique. — Télédistributeurs Réseau interactif qui permet l'accès des banques de données au départ du poste téléphonique (R.I.T.T.) Service 1207 (Renseignements) Tarifs téléphoniques des communications internationales dans les trois pays du Benelux Facturation. — Moyens de contrôle Liaison avec les Etats-Unis. — Réductions Réduction. — Concurrence avec des réseaux privés Plan pluriannuel 1992-1996 de la R.T.TBelgacom	315-8 315-8 350-2 350-2 351-16 351-16 351-16 351-16 351-16 351-16 351-16 351-16	2, 3, 4, 5 2, 4 75 82 2, 3, 6, 20, 25, 44 6 14 14, 43 21, 53 21-22 53 22 22, 54, 55	802, 803 802, 803 200, 995 837, 997-998, 999, 1000, 1004, 1006-1007, 1009, 1010 998 998, 1010	34 34 97, 237 802 1050	

MATIERES		MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
MINIELES	Nº	Pages	Pages	Pages	
Transports					
Politique des transports. — Mobilité	224-1 315-16	11 4, 8, 11,	139-140, 992, 993, 994, 999, 1000, 1001-		
Réorientation du transport par des mesures fiscales Régionalisation	224-1	26, 30 11	1002		
Régionalisation Contrôle des transports des déchets et des matières dangereuses Voir aussi: Environnement — Ministres et Ministères (Finances)	224-1	11	1000, 1001 191		
Transport de marchandises par route Contrôle du poids des chargements Trafic de transit	351-16 351-16	4-5, 8, 39 13-14, 39	993, 994 993		
Réglementation Organisation du transport intermodal. — Systèmes de transbordement Fransport de personnes par route. — Directive C.E.	351-16	49-51	993	868	
Problèmes liés au transport en France (Blocage des routes — Domma- ges-intérêts — Fonds de garantie) Question orale de M. Desutter			1402		
Transport d'explosifs par rail. — Compétence de police du bourg- mestre Codes A.D.R. pour produits à risques. — Uniformisation Voir aussi: Animaux et protection des animaux — Marchés de l'Etat — Ministres et Ministères (Finances) — Tourisme				806 913, 1057, 1060	
Transports publics					
Réseau suburbain. — R.E.R. (Bruxelles)	224-1 351-16	11 18	131		
Métro de Bruxelles. — Collaboration entre les services de police, de gendarmerie et de sécurité de la S.T.I.B. Projet de liaison R.E.R. bruxellois entre les gares Schuman et Josaphat Question orale de M. de Donnéa Harmonisation des transports publics tranfrontières. — Eurorégion	351-5	3	980 991	132	
Meuse-Rhin Voir aussi: Impôts sur les revenus (Revenus professionnels)				408, 523	
Γravail					
Modification de l'article 267 du règlement général pour la protection du travail, relatif aux appareils de levage (Adaptation des ascenseurs dans les immeubles — Concierges) Proposition de loi de M. Hatry	14-1				
Octroi aux travailleurs salariés d'un congé extraordinaire en vue de veiller sur leur enfant malade	00.1				
Proposition de loi de M. Valkeniers Modification de l'A.R. nº 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux (Application de la législation sur l'emploi des langues)	80-1				
Proposition de loi de M. Valkeniers Complément à l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Pension de retraite des chômeurs mis au travail) Proposition de loi de M. Valkeniers	84-1 125-1				
Retrait Protection de la vie privée des travailleurs relativement à la santé (Secret professionnel médical)	120 1		1491		
Proposition de loi de MM. Valkeniers et Van Hooland Modification, en matière de droit du travail et de sécurité sociale, des modalités de déclaration de l'incapacité de travail (Formalité impérative du certificat médical)	132-1			*	
Proposition de loi de M. Lenfant Modification de l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail et de l'article 61quinquies de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Prolongation du congé de maternité en cas de grossesse	170-1				
multiple) Proposition de loi de M. Lenfant	177-1				

et d'hygiène	224-1 351-12	11 5	166, 191	
	351-12	8		
Projet de loi sur le travail des enfants	224-1	12	1	
riojet de foi sur le travair des chiants	351-12	5		1
Instauration d'un droit à l'interruption de carrière	331-12	3		
Proposition de loi de Mme Cahay-André et de M. Lenfant	287-1	1		ļ
Evolution de l'emploi et du chômage	315-2	10	124 162 171 279	
Evolution de l'emploi et du chomage	350-2	-923	134, 162, 171, 378,	
	351-11	62	680, 708, 709	1
	351-11	5, 11		
Effets néfastes de certaines mesures convenues dans la loi portant	331-12	2		1
des dispositions sociales et diverses			600 601	1
Voir aussi: Chômage			680, 681	
Modification de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de			İ	
travail	315-2	63		İ
Infractions relatives au travail à temps partiel et à la tenue des	313-2	63		
documents accions. Condemnation de reignes à l'ONCE				
documents sociaux. — Condamnation du paiement à l'O.N.S.S.	215.2	C4		İ
d'une indemnité forfaitaire	315-2	64	COO 700 710 721	
Travail à temps partiel	315-2	65, 66, 67,		
		68-69, 70		1
Umdiami	251 12	10	950	
Handicapés	351-13	19		
Chômeurs travaillant à temps partiel. — Volontaires dans les				
corps de pompiers et à la protection civile. — Réduction de				(04 750 767 034
l'allocation de chômage				694, 750, 767, 931
Renseignements divers		1		935
Arrêtés d'exécution de la loi-programme du 22 décembre 1989				1066
Voir aussi: Chômage — Fonction publique — Sécurité sociale	2145 2	0.50.65	722 042 1024 1021	
Interruption de carrière	3145-2	9, 59, 65,	723, 843, 1024, 1031	
	254.42	66, 72		
Water to the part of the	351-12	3, 6, 8-9		
Voir aussi: Enseignement (Personnel) — Fonction publique	245.2	15 11 10	440 457 462 462	
Politique de l'emploi	315-2	65-66, 68	118, 157, 162-163,	
	350-2	23, 2/, 30,	171, 677, 680, 723,	
	254 42		733, 854, 862, 1029,	
	351-12	7	1030	
Table and a	351-14	25		
Table ronde	315-2	65		
Intégration des bénéficiaires du minimex dans le circuit du travail	315-2	70-71		
Programmes alternatifs	350-2	55		
Contractuels subventionnés	251.0			
Projets pilotes de prévention de la criminalité	351-9	9		222 200
Enseignante. — Chômage. — Discrimination				233, 290
Voir aussi: Fonction publique				
Combinaison harmonieuse de la vie professionnelle et de la vie de famille	251 12			
Travail des étudiants	351-12 351-12	5	1029	
	331-12	3	1029	
Révision de la nomenclature des travaux pénibles qui donnent droit à des avantages en fin de carrière	351-12			
Secteur non marchand	351-12	6		
	331-12	6		
Voir aussi: Chômage	351-12	7		
Problèmes que posent les nouvelles technologies Promotion de l'emploi par la réduction temporaire des cotisations de				
sécurité sociale. — Maribel	251 12	6, 7, 8	1027	
Securite Sociale. — Marioei	331-13	0, /, 8	102/	
Į.		ı i	1	

		IULATIVE DES MATIEI	RES 151	
DO	CUMENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
Nº	Pages	Pages	Pages	
Recrutement de main-d'œuvre en provenance de l'Europe de l'Est Travail des enfants (Modifications de la loi sur le travail du 16 mars 1971 et de la loi du 30 juin 1971 retaive aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales) Projet de loi* Rapport de Mme Nélis Amendements de M. Verreycken Amendement de M. Verreycken Discussion et vote Modification de la loi du 16 mars 1971 sur le travail (Généralisation de la semaine de 38 heures) Proposition de loi de Mme Maximus Redistribution du temps de travail lié à un système d'incitation fiscale Accord interprofessionnel 1991-1994 Dénonciation de la Convention nº 89 de l'O.I.T. sur le travail de nuit des femmes Interpellation de Mme Harnie Travail au noir dans l'industrie textile limbourgeoise Question orale de M. Vermassen Réduction de la durée du travail Grand besoin de main-d'œuvre supplémentaire dans le secteur de la culture des fraises (Travail saisonnier — Cotisations sociales — Réfugiés) Question orale de M. Kuijpers Neuvième directive spéciale visant à améliorer la sécurité et l'hygiène sur les lieux du travail pour les travailleuses pendant la grossesse, après l'accouchement et pendant l'allaitement Question orale de Mme Harnie Sous-utilisation budgétaire du Fonds pour l'emploi Interpellation de M. D'hondt Demande faite par Ford Genk relativement au travail nocturne des femmes Interpellation de Mme Harnie Effers nefastes éventuels pour les travailleurs de l'exposition aux composés d'organo-phosphates Question orale de M. Cuyvers Délivrance d'autorisation d'occupation et de permis de travail (Etrangers — Prostitution) Question orale de Mme Maximus Statut des gardiennes d'enfants à domicile. — Adaptation de la réglementation du chômage et de la l'égislation sur l'interruption de carrière Effets nefastes éventuels pour les travailleurs de l'exposition aux composés d'organo-phosphates Question orale de Mme Maximus Statut des gardiennes d'enfants à domicile. — Adaptation de la réglementation du chômage et de la l'égislation sur l		1541-1551, 1645-1646, 1649-1650 146, 147 156 326-331, 442-443 511 857 988 1218-1219 1276-1278 1278-1281 1398-1399 1402-1403	83 110, 216, 379, 397, 416, 477, 588 234, 290 268, 489 901, 1031 290 361 373, 542 414 831, 834, 933, 1062 834, 1031 834, 934 958, 967, 1066	

MATIEDES	DOCUMENTS MATIERES		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
WIATIERES	Nº	Pages	Pages	Pages
Vacances (suite) Institution d'un jour férié payé le 11 juillet Proposition de loi de M. Verreycken Voir aussi: Office national des pensions pour travailleurs salariés — Pensions (Secteur public) — Postes (Office des chèques postaux)	459-1			
Vente d'immeubles				
Province de Brabant. — Vente de la maison natale d'Ernest Claes à la commune de Scherpenheuvel-Zichem Voir aussi: Code civil — Droits d'enregistrement — Professions — Régie des Bâtiments — Société nationale des chemins de fer belges				817
Viande				
Importation Viande de kangourou Interdiction de l'importation de viande hormonée Pays de l'Est Voir aussi: Elevage — Institut d'expertise vétérinaire — Ministres et Ministères (Petites et Moyennes Entreprises et Agriculture)	351-10 351-10	11, 16, 19 11, 16, 19, 21	942, 955	
Victimes de la guerre				
Octroi d'une invalidité forfaitaire de 10 p.c. (pathologie du maquis et de la terreur) en faveur de tous les résistants armés reconnus pour une période d'un an minimum Proposition de loi de M. Happart Réouverture des délais d'introduction des demandes d'octroi du statut de résistant armé Proposition de loi de M. Flagothier Anciens prisonniers de guerre. — Conditions de liquidation d'une prime de pathologie. — Transmission au conjoint survivant nvalidité forfaitaire de 10 p.c. relative à la pathologie des résistants d'oir aussi: Anciens combattants — Invalides de guerre — Musées — Pensions (Secteur public)	124-1 451-1			44 617
Violence				
Voir: Criminalité et violence			,	
Voies navigables				
Voir: Affaires étrangères				
z				
Zaïre				
Politique à l'égard du Zaïre	224-1 351-6	19 22-24, 31	169, 895, 897, 899, 902, 1020	
Aide humanitaire Coopération au développement	351-6	22, 23	895, 987, 899, 902 177, 930, 931, 933,	
Processus de normalisation des relations belgo-zaïroises ituation au Zaïre Question orale de Mme Maes	351-8 351-8	15, 17, 40, 42 17, 40	936-937, 939 931, 939 267	

DOCUMEN	MENTS	ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
MATIERES	Nº	Pages	Pages	Pages
Laïre (suite)				
anger de voir la Belgique continuer à pratiquer en matière de soutien au processus de démocratisation des politiques contradictoires en Afrique centrale selon qu'il s'agisse du Rwanda ou du Zaïre Interpellation de M. Hasquin idemnisation des colons ayant dû fuir. — Blocage des avoirs des colons			401-403	200 240 652 6
Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion — Ministres et Ministères (Coopération au Développement - Secrétaire d'Etat)				200, 318, 653, 66
2				
		s		.00
·				
,				a a
			ti ti	
s -			,	
		a		
*				